

POLARISATION SOCIALE ET EXTRÉMISMES (VIOLENTS) :

QUELS CONSTATS EN BELGIQUE FRANCOPHONE ?

Dossier réalisé sur base d'entretiens avec des
professionnels de la Fédération Wallonie-Bruxelles

POLARISATION SOCIALE ET EXTRÉMISMES (VIOLENTS) :

**QUELS CONSTATS
EN BELGIQUE FRANCOPHONE ?**

**Dossier réalisé sur base d'entretiens avec des
professionnels de la Fédération Wallonie-Bruxelles**

ÉDITO

p. 5

ARTICLES THÉORIQUES

ENTRETIENS

CONTEXTUALISATION p. 7

ANALYSE CRITIQUE DES CONCEPTS p. 14

POINTS D'ATTENTION p. 20

SOMMAIRE

p. 27 **ALICE JASPART & JEAN TIGNOL**
Directrice de la recherche et Attaché chargé de recherches au CAPREV

p. 32 **JACINTHE MAZZOCCHETTI**
Anthropologue (LAAP - UCL Louvain)

p. 37 **PATRICK VERNIERS**
Directeur du Conseil Supérieur de l'Éducation aux Médias (CSEM)

p. 41 **BRUNO SEDRAN**
Coordinateur des Équipes mobiles

p. 45 **SEYFI KUMLU**
Directeur de l'IPPJ de Fraipont

p. 47 **ÉMILIE PLAZOLLES**
Metteuse en scène de « La Question du devoir »

p. 49 **JEAN-MICHEL BRINAERT**
Directeur de la Maison de justice de Bruxelles

p. 51 **PHILIPPE HALLEUX**
Conseiller éthique et déontologie à l'ADEPS

CONCLUSION

p. 54

ÉDITO

Depuis sa création en 2016, le Réseau de prise en charge des extrémismes et des radicalismes violents de la Fédération Wallonie-Bruxelles offre aux particuliers et aux professionnels un soutien en matière de prévention de toute forme d'extrémisme ou de radicalisme violents. Ce soutien peut prendre la forme d'une aide et d'une écoute confidentielle et personnalisée, d'une formation continue des professionnels ou encore du développement et de la diffusion de connaissances sur ces matières (voir le site : www.extremismes-violents.cfwb.be).

C'est dans ce cadre que le Réseau a jugé utile de publier le présent dossier. L'objectif premier de celui-ci est de faire le point sur ces phénomènes d'extrémisme et de radicalisme violents qui sont au cœur de l'attention du Réseau, à partir du regard d'observateurs-observatrices privilégié-e-s que sont les personnes qui travaillent au sein des institutions de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Les différentes crises (économique, sanitaire, écologique, etc.) qui se sont manifestées ou renforcées ces dernières années ont fait émerger de nouvelles problématiques et de nouveaux défis sur le plan national et international.

Ce contexte qui accapare toutes les attentions pourrait laisser croire qu'il n'est plus nécessaire de s'intéresser aux phénomènes d'extrémisme et de radicalisme violents. Mais c'est une erreur. Si, pour l'heure, la crainte d'attentats a fait place à d'autres peurs, la vigilance reste de mise. Ainsi, comme le démontre ce dossier, il apparaît toujours essentiel de maintenir un esprit de veille et de développer des ressources de prise en charge (psycho-sociale et pédagogique) tant pour les phénomènes d'extrémisme et de radicalisme violents que pour leurs phénomènes

connexes (polarisation sociale, désinformation, complotisme...) qui, attisés par les crises, n'ont pas perdu de leur vivacité.

Pour mener à bien les missions du Réseau en Fédération Wallonie-Bruxelles, une collaboration étroite entre administrations est nécessaire (Administrations Générales de l'Enseignement, de l'Aide à la Jeunesse, de la Culture, des Maisons de Justice et du Sport), même si tous les secteurs ne sont pas affectés et concernés de la même manière. C'est en partant du prisme des compétences exercées par ces administrations que ce dossier a été construit.

Commandité par le CREA (Centre de Ressources et d'Appui du Réseau de prise en charge des extrémismes et des radicalismes violents), sa réalisation a été assurée par l'asbl l'Observatoire à laquelle il avait déjà confié en 2018 une publication à la suite de son colloque : *Polarisation sociale et radicalisation menant à la violence. Quelles perspectives pour l'éducation et le travail social ?*

Dans ce dossier, nous avons souhaité voir exposé l'exercice de veille réalisé en continu sur ces phénomènes, mais également montrer, rendre visibles les besoins et les ressources qui existent sur le terrain – avec des transversalités et des croisements de perspectives et d'expériences possibles

Nous espérons également que ce dossier participe à sensibiliser et conscientiser les acteurs-actrices du social et de l'enseignement aux enjeux actuels du « vivre-ensemble » et favorise la mise en réseau et la diffusion de connaissances ancrées et inscrites dans des réalités professionnelles en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Les trois premiers articles rédigés par l'équipe de l'Observatoire permettent de contextualiser les problématiques d'extrémisme et de radicalisation violents en fonction de notre actualité (article 1), d'initier à une analyse critique des concepts de radicalisation et d'extrémisme violent – et de concepts connexes : la polarisation sociale, la théorie du complot et le complotisme (article 2) – et enfin de proposer quelques points d'attention pour la prévention à partir notamment de l'approche du Centre de Prévention de la Radicalisation Menant à la Violence (CPRMV – Québec) et de son relevé de « facteurs de vulnérabilité » et de « facteurs de protection » (article 3).

Les articles qui suivent sont le fruit d'entretiens menés, respectivement, auprès d'Alice Jaspert et Jean Tignol pour le Centre d'Aide et de Prise en charge de toute personne concernée par les Radicalismes et les Extrémismes Violents (CAPREV), de Jacinthe Mazzocchetti en tant qu'anthropologue qui a mené des recherches sur la pensée complotiste, de Patrick Verniers pour le Conseil Supérieur de

l'Éducation aux Médias (CSEM), de Bruno Sedran pour les Équipes mobiles de l'Enseignement, de Seyfi Kumlu pour l'Institution Publique de Protection de la Jeunesse (IPPJ) de Fraipont, d'Émilie Plazolles pour la mise en scène de « La question du devoir » dans les établissements scolaires, de Jean-Michel Brinaert pour la Maison de Justice de Bruxelles, et enfin de Philippe Halleux, conseiller éthique et déontologie à l'ADEPS.

Au travers de ces différents entretiens, l'objectif a été de formuler des observations sur les évolutions des phénomènes d'extrémisme et de radicalisme violents et sur les méthodologies mises en oeuvre, à partir des différentes missions des services ou des initiatives propres. Des pistes de réflexion s'en dégagent. Ces différents regards sur nos thématiques sont porteurs d'enseignements sur les véritables ressources, positives, qui sont proposées par les différents secteurs. Ils encouragent à travailler toujours et encore dans la transversalité pour apporter des pistes de réponses collectives qui font sens.

Céline Tignol, chargée de projets au CREA

Benjamin Van Cutsem, directeur du CREA/Dob/PCI

CONTEXTUALISATION

Ce premier chapitre dresse un état des lieux synthétique des problématiques de radicalisation, d'extrémisme violent et de polarisation sociale, telles qu'il nous est possible de les appréhender aujourd'hui. Le contexte sociétal général ainsi que celui de la crise sanitaire ont pour conséquences un renforcement, une exacerbation et une complexification de ces phénomènes.

L'extrémisme violent djihadiste : un essoufflement... temporaire ?

À partir de 2018, suite à la perte progressive de la plupart des territoires que Daech contrôlait en Irak et en Syrie, le radicalisme et l'extrémisme violents de type djihadiste ont connu un essoufflement. En effet, « en Belgique, le nombre de nouveaux dossiers judiciaires concernant le terrorisme est redescendu au niveau de 2014. En France, le nombre de contenus à caractère terroriste repérés et signalés par la police a décliné significativement entre mars 2018 et février 2019¹. » La perte du dernier bastion de Daech en mars 2019, signant la chute de son « califat » autoproclamé, est venue consolider cette tendance.

« Si la vague de terrorisme djihadiste semble entrer dans une phase de reflux, de nombreux chercheurs craignent l'émergence d'une nouvelle vague d'extrémisme violent, nourrie en premier lieu par des idéologies d'extrême droite. »

Bien entendu, l'extrémisme islamiste n'a pas pour autant disparu. Tout d'abord, parce que si le pouvoir de séduction de Daech en Europe a fortement diminué, la renaissance d'un Daech 2.0 dans la région irako-syrienne reste une possibilité². Ensuite, parce que la fin du califat – ou même l'éventuelle disparition de Daech – ne signifie pas non plus nécessairement la fin du djihadisme violent puisque le terreau exploité par cette organisation pour amener de nombreux jeunes à participer à son projet politique (par la commission d'attentats ou en s'engageant activement sur les zones de conflit) demeure toujours présent. Le sentiment d'exclusion sociale et d'être considéré comme un citoyen de seconde zone, l'absence de perspectives d'avenir, le repli sur soi ou dans « sa » communauté, la polarisation sociale,

sont autant de failles que pourraient à l'avenir instrumentaliser de nouvelles organisations djihadistes. Sans compter les répliques ponctuelles, plutôt en provenance d'individus isolés, qui restent également possibles, voire probables³. Il convient encore d'être attentif à la prise de pouvoir des Talibans en Afghanistan depuis l'été 2021 qui, en réactualisant le concept d'un « État islamique », pourrait éventuellement susciter de nouveaux engagements en Europe⁴.

Enfin, comme le rappellent Alice Jaspard et Jean Tignol dans ce dossier, la question de la réinsertion sociale des personnes concernées par une trajectoire radicale violente, de même que celle des rapatriements d'adultes mais aussi d'enfants qui sont nés ou ont grandi dans des camps au Nord de la Syrie, constituent dans nos sociétés occidentales un défi majeur.

Résurgence de l'extrême droite et nouvelles dynamiques d'extrémisme violent

Une augmentation des attentats d'extrême droite en Occident

Si la vague de terrorisme djihadiste semble entrer dans une phase de reflux, de nombreux chercheurs craignent l'émergence d'une nouvelle vague d'extrémisme violent, nourrie en premier lieu par des idéologies d'extrême droite. En effet, comme le constatent David Morin, Sami Aoun, Sylvana Al Baba Douaihy et William Grenier-Chalifoux, longtemps demeuré dans l'ombre de l'extrémisme islamiste qui a monopolisé l'attention politique, sécuritaire et médiatique, l'extrémisme de droite ressurgit sur le devant de la scène en Occident. « Parfois appelé "extrémisme blanc", il

constitue un écosystème hétérogène englobant toutes sortes de tendances : identitaire, néofasciste, ultranationaliste, suprémaciste⁵, néonazie, xénophobe, antimusulmane, antisémitisme, etc.⁶ » Très actif sur la Toile et ses médias sociaux, cet extrémisme se traduit également par « la multiplication de mouvements et de groupuscules dont certains entretiennent des relations ambiguës avec les formations politiques d'extrême droite⁷. »

Lors de la dernière décennie, il a donné lieu à une série d'attentats et tueries de masse notables dans divers pays et régions, de la Norvège en 2011 à la Nouvelle-Zélande en 2019, en passant par l'Australie, le Canada et les États-Unis à plusieurs reprises. Cet extrémisme s'exprime également, notamment en Italie et en Allemagne, « par des attaques xénophobes et des crimes haineux plus fréquents, notamment contre les immigrants⁸ », bien souvent en réponse selon leurs auteurs et incitateurs aux attentats terroristes islamistes et à la « crise des réfugiés ». Enfin, ajoutent David Morin et ses collègues, « on le voit investir progressivement l'espace de la "manosphère"⁹, de la misogynie et de l'antiféminisme, comme l'illustrent les attaques meurtrières marquantes [d'] Isla Vista et de Toronto¹⁰. »

De 2011 à 2017, cet extrémisme de droite protéiforme a ainsi produit pas moins de 350 attaques en Amérique du Nord, en Australie et en Europe¹¹. Une grande partie de celles-ci ont été le fait d'acteurs isolés pas ou plus affiliés à un groupe organisé¹², et dès lors souvent d'autant plus difficiles à repérer. À l'instar des auteurs des attentats particulièrement meurtriers en Norvège et en Nouvelle-Zélande, nombre de ces « loups solitaires » se sont radicalisés en ligne tout en étant fortement animés par des thèses complotistes.

Une « ultra-droite » qui inquiète en Belgique

Si la Belgique a jusque-là été relativement épargnée¹³, au vu des développements actuels et notamment de la transnationalisation croissante de ces mouvements extrémistes de droite, cette menace est à prendre au sérieux. La Sûreté de l'État rapportait ainsi en 2021 avoir investi « ces dernières années [...] dans la surveillance de la menace de l'extrémisme de droite », ce qui se traduit « entre autres, par l'augmentation du nombre de militants d'extrême droite qui sont répertoriés comme "prêcheurs de haine" ou "extrémistes potentiellement violents" dans la base de données commune¹⁴. »

Beaucoup moins homogène que par le passé, « l'ultra-droite »¹⁵ belge, comme elle se fait désormais parfois appeler, se compose, elle aussi, d'une « kyrielle de groupes, groupuscules et individus avec des sensibilités spécifiques¹⁶ », spectre allant des mouvances – devenues minoritaires – néonazies et skinheads jusqu'aux courants identitaires ou anti-islam et anti-immigration.

Le courant anti-islam et anti-immigration, analyse Rick Coolsaet, trouve ses origines « dans l'opposition grandissante à l'immigration depuis les années 70 et 80 et [...] s'est fortement renforcé après les attentats du 11 septembre [2001] et la crise de l'asile de 2015 en Europe¹⁷. » D'abord nationalistes et séparatistes, les groupes existants « ont déplacé leur champ d'action [...] vers l'activisme anti-islam et [anti-immigration], et de nombreux nouveaux groupes sont apparus¹⁸. » Si certains reprochent aux autorités leur « passivité » face aux problèmes ressentis de surpopulation d'origine étrangère ou face à un processus supposé d'islamisation de notre société, d'autres s'inscrivent dans une perspective complotiste en leur reprochant leur complicité active dans le « grand remplacement », à savoir le remplacement programmé de la

civilisation occidentale chrétienne par un nombre croissant d'immigrés de confession musulmane.

Parallèlement, un courant identitaire tend à s'imposer progressivement dans le paysage de l'extrême droite. Trouvant ses racines dans le Bloc Identitaire français (futur Génération Identitaire) fondé en 2002, et s'inspirant de l'Alt-right américaine, il adhère également à la théorie du « grand remplacement ». S'ils se gardent généralement de faire appel à la violence, les identitaires – belges compris – accordent souvent « une grande importance à [...] la possession d'armes à feu (légal) afin d'être prêts à protéger leur "propre peuple" en cas de besoin¹⁹. » À titre d'exemple, les membres du groupuscule étudiant nationaliste flamand Schild & Vrienden tiennent, sur certains groupes en ligne et lors de ses rassemblements, un discours empreint de racisme, de xénophobie, d'homophobie, de misogynie ou encore d'intolérance religieuse, tout en glorifiant la violence et le port d'armes, se déclarant prêts à combattre pour défendre leur identité²⁰.

Porosité entre mouvements et transnationalisation

Il existe une porosité entre les divers groupuscules d'ultra-droite, que ce

« Ces récits extrémistes se diffusent d'autant plus vite, en ligne comme hors ligne, qu'ils sont non seulement construits et véhiculés par des groupes plus ou moins organisés, mais aussi aisément réappropriés par des citoyens ordinaires, situés en dehors de toute organisation.. »

soit au sein d'un même courant ou tous courants confondus. Cela s'illustre par une mobilité des militants entre organisations, une opposition commune forte à l'immigration et l'Islam, mais aussi le partage de « théories du complot dont font partie les élites, les médias, l'Union européenne, les "multiculturalistes" et la gauche en général²¹. » Leurs discours ou actions violents ciblent également la communauté LGBTQIA+.

Par ailleurs, les réseaux sociaux sont utilisés par le courant identitaire afin de promouvoir une transnationalisation croissante de l'extrémisme de droite et de ses orientations violentes, rendant d'autant plus nécessaire pour la Belgique d'observer ce qu'il se passe ailleurs. Cette transnationalisation « se manifeste par un phénomène de contagion et d'imitation, bien connu chez les tueurs de masse, avec des références de plus en plus systématiques aux attaques précédentes et à leurs auteurs » et, par-delà les différences idéologiques, « la construction d'un récit commun [...] et des connexions croissantes entre les différents groupes au sein de l'espace occidental²². »

Une banalisation des idées extrémistes, des discours haineux et de la violence

Une autre évolution inquiétante réside dans la banalisation des idées d'extrême droite. Les médias sociaux n'y sont pas étrangers puisqu'on observe en leur sein une diffusion croissante de ces idées et des discours haineux. Philippe Massay souligne ainsi que « la parole [aux relents d'extrême droite] s'est libérée à différents niveaux et dans différentes sphères de la société²³. » Observant le phénomène à l'échelle de l'ensemble des pays occidentaux, David Morin, Sami Aoun et Sylvana Al Baba Douaihy rappellent à ce sujet que, alors que les opinions extrémistes y ont longtemps été marginales et partagées essentiellement « dans des espaces sociaux réservés (journaux ou pamphlets, espaces associatifs en tout genre incluant parfois des lieux de culte, scène musicale, Internet, etc.) », elles se sont « installées progressivement dans l'espace public tel un bruit de fond permanent qui se fait entendre chaque fois que les occasions s'y prêtent²⁴. » Les auteurs pointent à ce propos l'existence « de sous-groupes et de sous-cultures extrémistes, tantôt locales tantôt transnationales, qui

s'abreuvent à des questions et à des débats de société (religion, laïcité, immigration, xénophobie, misogynie, écologie, libertés civiles, santé, etc.) et les instrumentalisent²⁵. »

Ces récits extrémistes se diffusent d'autant plus vite, en ligne comme hors ligne, qu'ils sont non seulement construits et véhiculés par des groupes plus ou moins organisés, mais aussi aisément réappropriés par des citoyens ordinaires, situés en dehors de toute organisation. David Morin et ses collègues jugent cette forme « de décentralisation et d'individualisation de la logique extrémiste » particulièrement préoccupante : « Il est facile de nous retrouver dans une bulle de fausse information qui fait écho à nos préoccupations, à nos ressentiments et nous intime de faire quelque chose pour éviter le chaos à venir et accessoirement donner un sens à notre vie. Sans appartenir à une organisation quelconque, un certain nombre d'individus adhèrent ainsi à des prêts-à-penser et à des franchises extrémistes dont ils se réclament²⁶. » Il convient en outre de constater que des personnalités publiques, « intellectuels » médiatiques aussi bien que représentants politiques, participent à cette banalisation progressive des

idées extrémistes en les relayant – souvent sous des formes plus politiquement correctes – dans l'espace public. Ainsi, les groupes, groupuscules et individus d'extrême droite « se sentent légitimés par les discours politiques ambiants qui leur offrent une tribune pour s'exprimer et un espace pour œuvrer plus ouvertement que dans le passé. Migration, identités et absence de perspectives d'avenir forment en soi déjà un cocktail inflammable, mais "qui serait plus facile à gérer si des éminentes personnalités politiques arrêtaient de lui lancer des allumettes allumées"²⁷. »

Un peu partout en Europe, la violence comme moyen d'action semble de plus en plus acceptée, voire légitimée par ces groupes. Selon la Sûreté de l'État, il est constaté chez nous qu'il y a « de moins en moins de scrupules à exprimer des propos haineux et à glorifier la violence d'extrême droite, singulièrement via les médias sociaux et notamment dans des groupes de discussions privés²⁸. » Un nombre croissant d'extrémistes perçoivent ainsi la violence comme l'unique solution aux problèmes que, d'après eux, le gouvernement et les acteurs politiques n'ont pas la capacité ou la volonté de résoudre. La Sûreté de l'État juge ainsi que le risque qu'un

« guerrier du clavier » fasse appel à la violence est bien réel dans notre pays.

Au-delà des victimes directes, des risques pour la démocratie et le vivre-ensemble

En plus de constituer un support de diffusion d'idéologies nauséabondes, les réseaux sociaux deviennent également un espace d'expression de théories du complot.

Celles-ci ont de longue date alimenté des idéologies extrémistes, mais leur succès grandissant au sein de la population, notamment auprès de citoyens ordinaires, non militants, questionne et inquiète. Si ces théories révèlent, en premier lieu, une méfiance et une défiance accrues envers les institutions (politiques, médiatiques, scientifiques, etc.), elles profitent également des crises (sociale, climatique, migratoire, etc.) et du climat d'incertitude et d'angoisse qui règnent depuis plusieurs années en offrant une explication simple et absolue à des réalités, questionnements et problématiques souvent bien complexes.

Par leur vision clivante du monde et leur recherche de boucs émissaires, ces théories nourrissent et se nourrissent des polarisations sociales, avec tous les risques que cela comporte pour le vivre-ensemble et le bon fonc-

tionnement de nos démocraties.

Ce dossier analysera plus en détail dans un troisième chapitre les enjeux liés aux théories du complot et au complotisme, après avoir défini dans le second chapitre (« Analyse critique des concepts ») ces concepts aujourd'hui souvent galvaudés et faisant l'objet de nombreux amalgames et raccourcis.

La crise sanitaire, catalyseur de ces évolutions

S'ajoutant aux crises préexistantes, la crise sanitaire est venue amplifier ces problématiques qui viennent d'être mises en avant, alimentant ainsi la montée des extrêmes et la banalisation de leurs idées, le conspirationisme, la défiance accrue à l'égard des autorités et plus largement des institutions démocratiques, la multiplication des discours de haine et les polarisations sociales.

En plus de renforcer les sentiments d'incertitude et de peur au sein de larges pans de la population, comme l'analyse Jacinthe Mazzocchetti dans ce dossier, la crise du Covid-19 a renforcé l'isolement social (confinement, bulle sociale, fermeture de lieux de rassemblement, etc.) et conduit de nombreuses personnes à

passer beaucoup plus de temps sur Internet et les réseaux sociaux afin de maintenir et créer de nouvelles relations, d'exprimer leur colère et leur frustration, mais aussi de chercher des réponses à leurs questionnements (« qui est responsable de cette crise ? », « pourquoi ? », etc.).

Une interpénétration entre mouvements de contestation face à la gestion de la crise sanitaire et mouvements extrémistes

Sans surprise, divers groupes et individus extrémistes se sont très tôt saisis de cette crise sanitaire inédite pour diffuser, voire produire, des thèses conspirationnistes et répandre insidieusement leurs idéologies souvent manichéennes (notamment opposant le bon « peuple » aux « élites » mal-faisantes). Celles-ci ont pu exacerber les peurs et alimenter la colère de citoyens, qu'elle soit dirigée contre le pouvoir politique ou d'autres institutions (médias, experts, etc.) ou encore contre certaines catégories de la population tenues pour responsables de la pandémie (tels les Juifs ou les Chinois « qui ont fabriqué le virus », les musulmans qui « ne respectent pas les mesures sanitaires », etc.).

Alice Jaspart et Jean Tignol, interviewés dans le présent dossier, notent à cet égard une « interpénétration des

mouvements de contestation face à la gestion de la crise sanitaire et de mouvements extrémistes politiques, de droite et complotistes en particulier. » Pour Manuel Abramowicz, cette interpénétration est corroborée par la sociologie des manifestations contre les restrictions sanitaires, ces dernières étant composées de nombreux citoyens ordinaires loin de toute logique extrémiste, mais leur organisation et leur animation sont souvent le fait de groupes d'extrême droite ou qui en sont proches (tels que Samen Voor Vrijheid, Europeans United for Freedom, Belgium United For Freedom, Feniks, Civitas, Éveil ou encore la coalition INCI)²⁹.

Mais si, depuis le début de la crise, les groupuscules et individus d'extrême droite se sont montrés particulièrement actifs, ceux d'extrême gauche, plus discrets ces dernières années, se sont également mobilisés. La Sûreté de l'État constatait ainsi également une augmentation des appels à la violence dans les cercles d'extrême gauche en 2020, ajoutant que « là encore, le politique et les autorités sont considérés comme les grands coupables et donc des cibles légitimes de la violence³⁰. » Le service de renseignement belge observe par exemple « un large éventail [de] groupes anar-

« Le contexte de défiance accrue ne se limite pas aux institutions ou aux personnalités politiques. Journalistes et experts scientifiques sont aussi de plus en plus la cible de messages de haine ou de menaces.. »

chistes qui sont principalement actifs lors de manifestations où ils affrontent délibérément la police voire les contre-manifestants, ou se livrent à du vandalisme³¹. »

En dehors de mouvements issus de l'extrémisme de droite ou de gauche, la crise sanitaire a également permis à des tendances conspirationnistes jusque-là moins en vue de se faire connaître du grand public et d'accroître leur capital symbolique. La crise sanitaire est en effet venue accentuer la « popularisation » des théories du complot, leur permettant de circuler bien au-delà des cercles extrémistes restreints où elles ont été par le passé essentiellement produites et diffusées. Ainsi, « longtemps considérée comme une curiosité sociologique et un phénomène marginal, la pensée conspirationniste s'est taillé la part du lion en consolidant sa base et en séduisant de nouveaux adeptes parmi les tenants des "théories" du complot, le mouvement antivaccin et, de manière plus marginale, chez certains défenseurs de l'environnement et des médecines alternatives. Depuis le début de la crise, les théories fumeuses se sont accumulées à un rythme effréné,

colportées [également] par moult célébrités, responsables politiques et autres figures "respectées"³². »

Le succès du documentaire belge *Hold-Up*, colportant diverses thèses complotistes dont celle selon laquelle la pandémie du Covid-19 serait la création d'obscures élites en vue d'asservir la population mondiale, en est un exemple révélateur³³.

Dans ce cadre, la crise sanitaire a également permis à des mouvements d'extrême droite étrangers fortement imprégnés de thèses conspirationnistes de gagner en sympathie chez nous. C'est le cas du mouvement américain QAnon.

Ont ainsi convergé dans la contestation de la gestion de la pandémie par les autorités des tendances très disparates, issues de l'extrême droite, de l'extrême gauche ainsi que d'autres mouvances (conspirationnistes, AntiVax, conservatrices religieuses, etc.). Que ce soit sur les réseaux sociaux ou lors des manifestations, ces acteurs se sont mêlés aux citoyens ordinaires souhaitant simplement, en dehors de toute logique extrémiste, exprimer leur mécontentement, leur incompréhension ou leur inquiétude vis-à-vis des mesures sanitaires ou de la vaccination.

Démultiplication des discours haineux, défiance accrue vis-à-vis des institutions et nouvelles formes de menace

Si nombre de courants radicaux, initialement tout au moins, ne considèrent pas la violence comme un moyen d'action légitime, il n'en demeure pas moins qu'ils alimentent les polarisations sociales et attisent les sentiments de colère à l'encontre des institutions officielles et/ou de certaines catégories de la population.

Au-delà d'une simple expression de mécontentement, les discours haineux et menaces se sont à ce propos multipliés sur les réseaux sociaux. L'augmentation du nombre de signalements reçus par Facebook en est un indicateur, tout comme les résultats de différentes enquêtes menées sur la question³⁴.

Le contexte de défiance accrue ne se limite pas aux institutions ou aux personnalités politiques. Journalistes et experts scientifiques sont aussi de plus en plus la cible de messages de haine ou de menaces. L'association flamande des journalistes professionnels (VVJ) a ainsi dénoncé « l'augmentation inquiétante des agressions envers les journalistes. Messages de haine, agressions, intimidations via

des photos partagées sur les réseaux sociaux... de plus en plus de journalistes subissent des pressions en Belgique³⁵. » Le nombre de signalements reçus par l'association a ainsi presque doublé entre 2019 et 2021, et de plus en plus de journalistes vont jusqu'à refuser de couvrir sur place les manifestations à l'encontre des mesures sanitaires ou même de signer leurs articles³⁶.

Les experts, virologues et autres conseillers du gouvernement ne sont pas non plus épargnés. Le cas du militaire d'extrême droite Jürgen Conings a montré à ce titre que le fait que cette « haine discursive » puisse donner lieu à des actes de violence concrets n'est pas à exclure³⁷.

Cependant, ce qui interpelle plus spécifiquement dans cette affaire est l'émergence d'un large mouvement de sympathie dont le militaire a bénéficié alors qu'il était activement recherché pour « tentative de meurtre dans un contexte terroriste et détention d'armes interdites dans un contexte terroriste³⁸. »

Ce soutien inquiète à plus d'un titre. Tout d'abord, en raison des risques de « contamination » qu'il représente dès lors qu'il a été constaté que parmi les auteurs (de tentatives) d'attentats d'ex-

trême droite, et plus précisément ceux identifiés comme « loups solitaires », les phénomènes d'imitation ne sont pas rares, s'accompagnant notamment volontiers d'une forme de glorification des prédécesseurs et d'une reprise d'écrits et de thèses complotistes sur lesquels ils se sont appuyés.

Ensuite, parce qu'il a révélé l'adhésion d'un large spectre de personnes, au-delà de celles ancrées dans une idéologie d'extrême droite. Ainsi, comme l'explique David Sinardet, la crise sanitaire a « cristallisé des frustrations chez des personnes aux profils divers³⁹ ». Plus globalement, cette adhésion symbolise le malaise, la colère et la défiance d'une frange de la population à l'égard des autorités, mais aussi désormais d'autres « institutions » représentant la voix de l'État, à l'instar de certains experts scientifiques. Il en résulte la nécessité urgente de mener une introspection de fond, tant aux niveaux politique qu'idéologique et social. Cette urgence est d'autant plus prononcée qu'elle concerne des questionnements et ressentis dans lesquels s'enracinent tant la radicalisation violente que les polarisations sociales – lesquelles engendrent des fissures dans notre vivre-ensemble, limitent les processus de dialogue et menacent à terme le

bon fonctionnement de nos démocraties, comme nous y reviendrons dans le chapitre « Points d'attention ».

Conclusion

Au travers de campagnes de désinformation, passant notamment par la diffusion de théories conspirationnistes, la crise sanitaire a largement été exploitée par diverses mouvances extrémistes. Les nouvelles technologies numériques leur ont permis de cultiver un terreau propice à l'expression de la radicalité. Plus encore, cette propension à dresser des groupes de la population les uns contre les autres a permis de renforcer le processus actuel de polarisation sociale. Ainsi, alerte la Sûreté de l'État, « la polarisation et l'insatisfaction ont désormais pris une telle ampleur [qu'on ne peut] plus parler de phénomène temporaire. [Dans un avenir proche], les extrémistes de toutes sortes continueront d'exprimer leur colère, en ligne et en public, souvent attisée par des campagnes de désinformation menées par des acteurs nationaux et étrangers. La crise sanitaire mondiale a en effet servi de catalyseur à une menace qui [inquiétait] depuis un certain temps : la désinformation⁴⁰. »

L'équipe de l'Observatoire

NOTES

1. COOLSAET R., « Terrorismes et radicalisations à l'ère post-Daech », *Revue internationale de criminologie et de police technique et scientifique*, n°3, 2019, p. 336.
2. *Ibid.*, p. 324.
3. MASSAY P., « La Belgique face au radicalisme, réponse adaptée ou réponse souhaitée ? », in MORIN D. et AOUN S. (dir.), *Le Nouvel âge des extrêmes*, Montréal, PUM, 2021, pp. 401-420, p. 418.
4. JASPART A., « La crise sanitaire a-t-elle balayé les extrémismes violents ? Observations issues du travail de terrain et de veille du CAPREV », *L'Observatoire*, n° 109, janvier 2022, p. 70.
5. Les auteurs ont ici choisi d'écrire « suprématiste » mais l'orthographe « suprématisiste » est aussi couramment utilisée.
6. MORIN D, AOUN S., AL BABA DOUAIHY S. et GRENIER-CHALIFOUX W., « Introduction », in MORIN D. et AOUN S. (dir.), *op. cit.*, pp. 7-24, p. 21.
7. *Ibid.*
8. *Ibid.*
9. La manosphère désigne « le réseau de sites Internet, vidéos, profils de réseaux sociaux numériques ou encore commentaires qui défendent le retour à un régime politique patriarcal, à des performances masculines viriles, et à des rapports sociaux hommes/femmes hétérosexuels et fonctionnalistes. » MORIN C., « Le renouvellement de l'antiféminisme dans la manosphère : idéalisation de la tradition et individualisme masculiniste », *Le Temps des médias*, vol. 36, no. 1, 2021, pp. 172-191.
10. MORIN D, AOUN S., AL BABA DOUAIHY S. et GRENIER-CHALIFOUX W., *op. cit.*, p. 21.
11. *Ibid.*
12. Sûreté de l'État (VSSE), *Rapport annuel 2020*, publié le 29 octobre 2021, p. 16 : <https://www.vsse.be/fr/rapport-annuel-2020> ; MORIN D., webinaire du 10 novembre 2021 organisé par le Réseau de prise en charge des extrémismes et des radicalismes violents autour de l'ouvrage collectif : MORIN D. et AOUN S. (dir.), *op. cit.*, 2021, podcast accessible sur : <https://extremismes-violents.cfwb.be/evenements/webinaires-internes>.
13. Rappelons tout de même l'assassinat d'un couple musulman par Hendrik Vyt (sympathisant du Vlaams Blok) en 2002 à Schaerbeek, ainsi que celui d'une fillette et de sa nourrice malienne par Hans Van Themsche (jeune skinhead qui avait expliqué son acte par des motifs racistes) en 2007 à Anvers.
14. Sûreté de l'État (VSSE), *op. cit.*, p. 17.
15. En Belgique comme en France, il est en effet de plus en plus question d'« ultra-droite », plutôt que d'« extrême droite », afin de marquer la distinction par rapport à l'extrême droite classique et en premier lieu aux partis d'extrême droite qui tentent, en lissant/euphémisant notamment leur message et jouant davantage sur les ambiguïtés de leur discours, d'accéder au pouvoir via la voie démocratique.
16. COOLSAET R., *op. cit.*, p. 340.
17. *Ibid.*
18. Sûreté de l'État (VSSE), *op. cit.*, p. 16.
19. *Ibid.*, p. 17. La Sûreté de l'État précise notamment à cet égard : « L'année dernière, les cours de formation paramilitaire à l'étranger, principalement en Europe de l'Est, ont fait l'objet d'une large publicité. Une vingtaine de Belges ayant une idéologie d'extrême droite, pour la plupart des particuliers, ont participé à ces formations. Certains centres de formation sont clairement inspirés par l'extrême droite, d'autres sont de nature plus commerciale. »
20. Au sujet de ce mouvement et notamment de ses liens avec la violence, cf. VANSTALLE J., « Schild & Vrienden. Comprendre et faire face au succès de l'intolérance », *Citoyenneté & Participation*, analyse n°393, décembre 2019 : <http://www.cpcp.be/wp-content/uploads/2019/12/schild-vrienden.pdf> ; RTBF, « Schild & Vrienden : « J'ai été estomaqué par leur haine profonde envers tout ce qui est différent d'eux », 11 septembre 2018 : <https://www.rtbf.be/article/schild-vrienden-ai-ete-estomaque-par-leur-haine-profonde-envers-tout-ce-qui-est-different-d-eux-10016296>
21. COOLSAET R., *op. cit.*, p. 340.
22. MORIN D, AOUN S., AL BABA DOUAIHY S. et GRENIER-CHALIFOUX W., *op. cit.*, p. 9.
23. MASSAY P., webinaire du 1^{er} avril 2021 organisé par le Réseau de prise en charge des extrémismes et des radicalismes violents sur la thématique de l'extrémisme de droite, podcast accessible sur : <https://extremismes-violents.cfwb.be/evenements/webinaires-internes>.
24. MORIN D., AOUN S. et AL BABA DOUAIHY S., « Conclusion », in MORIN D. et AOUN S. (dir.), *op. cit.*, pp. 505-517, p. 508.
25. *Ibid.*, p. 509.
26. *Ibid.*
27. COOLSAET R., *op. cit.*, p. 340.
28. Sûreté de l'État (VSSE), *op. cit.*, p. 16.
29. Vers l'Avenir (Belga), « Des manifestations de masse anti-règles Covid à Bruxelles articulées par l'extrême droite », 21 janvier 2022 : https://www.lavenir.net/cnt/dmf20220121_01656021/des-manifestations-de-masse-anti-regles-covid-a-bruxelles-articulees-par-l-extreme-droite. M. Abramowicz est coordinateur du web-journal de l'Observatoire belge de l'extrême droite RésistanceS.
30. Sûreté de l'État (VSSE), *op. cit.*, p. 9.
31. *Ibid.*
32. MORIN D., AOUN S. et AL BABA DOUAIHY S., *op. cit.*, p. 507. Parmi ces personnalités, on compte même des scientifiques, tel l'infectiologue français Christian Perronne, chef de service des maladies infectieuses à l'hôpital de Garches (Hauts-de-Seine), qui s'était déjà illustré par le passé par sa thèse complotiste, impliquant « l'armée américaine et les scientifiques sous sa coupe », concernant l'infection de Lyme. Devenu, en France mais aussi en Belgique, une des égéries des adhérents aux théories du complot concernant la pandémie, encore davantage après avoir été démis de ses fonctions hospitalières, il fut par exemple l'un des invités de la manifestation européenne « pour la démocratie » du 23 janvier 2022, à Bruxelles, à l'instar de la généticienne française Alexandra Henrion Claude selon qui le vaccin modifierait nos gènes. Il est aussi l'une des principales cautions scientifiques du documentaire complotiste « Hold Up ».
33. Pour une analyse approfondie de ce documentaire, cf. HUWART S., Dossier pédagogique - Après « Hold-up : retour sur un chaos ». Outils pour prévenir le complotisme, Entre-vues, 2021, <http://www.entre-vues.net/wp-content/uploads/2021/09/DP-complot-web.pdf>.
34. En France par exemple, selon le baromètre de Netino, société spécialisée dans l'étude des réseaux sociaux, 14 % des messages postés en ligne en mars 2020, en partie liés au confinement, pouvaient être qualifiés de contenu haineux au mois de mars, représentant une nette augmentation par rapport aux mois précédents. Plus précisément, les insultes entre internautes (33 % des contenus haineux) étaient les plus répandues, devant les attaques contre les personnalités politiques (26 %). Le fondateur de Netino soulignait également l'apparition de messages haineux à l'encontre des comportements non civiques liés au confinement (7 %). Cf. BOUNEMOURA H., « Coronavirus : pourquoi tant de haine sur les réseaux sociaux pendant le confinement ? », *20 minutes*, 3 mai 2020 : <https://www.20minutes.fr/high-tech/2770911-20200503-coronavirus-pourquoi-tant-haine-reseaux-sociaux-pendant-confinement>
35. RTBF, « Je reçois des messages de haine tous les jours », quand le travail des journalistes est entravé par la peur », 4 février 2022 : <https://www.rtbf.be/article/je-recois-des-messages-de-haine-tous-les-jours-quand-le-travail-des-journalistes-est-entrave-par-la-peur-10928299>
36. *Ibid.*
37. L'homme de 46 ans, ayant pris la fuite après avoir subtilisé des armes de l'armée et laissé une lettre inquiétante à sa compagne, était en effet soupçonné par les services de sécurité de vouloir s'attaquer au virologue Marc Van Ranst, l'ayant menacé de mort et ayant été localisé à proximité du domicile de cet expert. Jürgen Conings avait également menacé de s'en prendre à des hommes politiques et à une mosquée.
38. Si, comme le souligne le politologue Benjamin Biard (Crisp), les marches organisées en soutien au militaire n'ont rassemblé au total « que » quelques centaines de personnes dont de nombreux militants de groupuscules d'extrême droite, la page Facebook « Als 1 achter Jürgen » (« Tous unis derrière Jürgen ») a suscité l'adhésion (« J'aime ») de pas moins de 45 000 personnes avant sa désactivation. *Le Soir*, « Comment l'affaire Conings a exalté une extrême droite marginale », 8 juin 2021 : <https://www.lesoir.be/376723/article/2021-06-08/comment-laffaire-conings-exalte-une-extreme-droite-marginale>
39. *Le Soir, ibid.*
40. Sûreté de l'État (VSSE), *op. cit.*, p. 7.

ANALYSE CRITIQUE DES CONCEPTS

Ce chapitre propose des définitions et une analyse critique de certains des principaux concepts - et indissociablement problématiques - abordés dans ce dossier : les notions de radicalisation et d'extrémisme violent, mais aussi de polarisation sociale, de théorie du complot et de complotisme.

Terrorisme, radicalisation et extrémisme violent

En matière de recherches sur la violence politique, les concepts de terrorisme, de radicalisation et d'extrémisme violent, bien que parfois employés de manière interchan-

geable, renvoient à « des réalités sociales et des orientations théoriques souvent distinctes¹ ».

C'est surtout à la suite des attentats du 11 septembre 2001 que les études sur ces problématiques ont pris de l'ampleur. Il était alors encore essentiellement question de « terrorisme »²

et l'attention se portait en premier lieu sur « le terrorisme islamiste, la logique

des attentats-suicides, les réseaux terroristes, le djihad, ses racines et ses origines dans le monde arabo-musulman et, enfin, les causes et motivations possibles de ce type de violence politico-religieuse³. »

Par la suite, les concepts d'extrémisme violent et de radicalisation seront de plus en plus mobilisés, permettant d'offrir un regard à la fois plus large et compréhensif sur ces phénomènes.

Selon la définition du Conseil de l'Europe retenue par le Réseau, « l'extrémisme violent consiste à promouvoir, encourager ou commettre des actes pouvant mener au terrorisme et qui visent à défendre une idéologie prônant une suprématie raciale, nationale, ethnique ou religieuse ou s'opposant aux valeurs et principes fondamentaux de la démocratie⁴. »

Comme l'analysent David Morin et

ses collègues, si ce concept n'est pas dépourvu d'ambiguïté, il présente l'intérêt d'être à la fois moins connoté et plus inclusif que la notion de terrorisme⁵. Il permet en effet d'englober d'autres formes de violence motivées par une idéologie que ce qui est généralement considéré comme actes terroristes, tels que les attaques xénophobes et crimes haineux contre la personne ou la propriété. Un élargissement de la focale d'autant plus nécessaire aujourd'hui que, comme cela a été souligné dans le texte précédent, les violences de ce type se sont multipliées au cours de ces dernières années en Europe comme en Amérique du Nord.

Suite aux attentats djihadistes qui ont frappé Madrid (2004) puis Londres (2005) au milieu des années 2000, le concept de radicalisation a fait son

entrée afin de répondre « au besoin intellectuel et pratique d'appréhender cet objet non plus seulement à partir du résultat violent qu'il produit, mais en tant que dynamique processuelle qui peut - et le mot est important - conduire au passage à l'acte⁶. » Il amènera ainsi notamment à s'intéresser davantage aux trajectoires individuelles et aux mécanismes de recrutement. Dans une définition largement partagée, Farhad Khosrokhavar décrit la radicalisation comme le « processus par lequel un individu ou un groupe adopte une forme violente d'action, directement liée à une idéologie extrémiste à contenu politique, social ou religieux, qui conteste l'ordre établi sur le plan politique, social ou culturel⁷. » Au-delà de l'« adoption » de l'action violente, d'autres auteurs parlent également plus précisément de justification ou

« Suite aux attentats djihadistes qui ont frappé Madrid (2004) puis Londres (2005) au milieu des années 2000, le concept de radicalisation a fait son entrée afin de répondre « au besoin intellectuel et pratique d'appréhender cet objet non plus seulement à partir du résultat violent qu'il produit, mais en tant que dynamique processuelle qui peut - et le mot est important - conduire au passage à l'acte. »

de légitimation de celle-ci ou encore d'encouragement à y recourir⁸.

Ces études sur la radicalisation ont connu un second essor au milieu des années 2010 lorsque de nouveaux attentats djihadistes ont touché plusieurs villes européennes, dont Paris (2015) et Bruxelles (2016). Ces attaques étaient alors commises en grande majorité par des jeunes qui ont grandi dans les pays visés, qualifiés en cela de « *homegrown terrorists fighters* ».

Cette notion de radicalisation peut néanmoins se heurter à plusieurs écueils et se doit d'être maniée avec prudence.

En premier lieu, elle pose la question complexe du rapport entre radicalité (ou radicalisme) des idées et violence. Philippe Massay insiste à cet égard sur le fait que la radicalité, si elle implique un rejet du statu quo voire du compromis, ne mène pas toujours à la violence⁹. Comme le rappelle le Réseau, cette radicalité des idées a même pu être au cours de l'histoire source de progrès social et d'avancées démocratiques : « [Le terme "radical"] était déjà utilisé au 18^e siècle dans le contexte des révolutions américaine et française où il faisait référence au

combat pour l'avènement de réformes sociales et politiques. [...] Être radical, c'est rejeter le statu quo mais pas forcément de manière violente. Avoir un point de vue radical ne constitue donc pas en soi une menace pour l'ordre démocratique de notre société¹⁰. » Que l'on pense encore, par exemple, au militantisme de Gandhi pour l'indépendance de l'Inde, de Martin Luther King pour les droits civiques aux États-Unis ou, plus récemment, à l'activisme des FEMEN pour les droits des femmes.

Dans les faits, cependant, la distinction entre radicalisme des idées, d'une part, et violence¹¹, d'autre part, n'est pas toujours évidente.

Rappelons tout d'abord que la notion même de « violence », suivant les lieux et les époques, peut désigner des réalités distinctes¹². Même aujourd'hui au sein de notre société, elle ne fait pas toujours consensus et peut en outre recouvrir de multiples dimensions autres que strictement physiques, à commencer par les violences verbales et psychologiques.

Par ailleurs, une même idéologie radicale peut parfois venir justifier aussi bien des formes d'engagement violent que des formes d'engagement non violent. Comme le remarquent David Morin et ses collègues à ce pro-

pos, c'est aussi ce qui fait l'inévitable ambivalence du travail des services de renseignement : « "On enquête sur des crimes et pas sur des idéologies", répètent à l'envi les corps policiers en faisant mine d'oublier que la collecte d'informations sur des idéologies et des individus potentiellement violents constitue l'une des fonctions principales du renseignement de sécurité¹³. »

Soulignons encore que dans nombre de discours radicaux tenus en public, la légitimation ou l'incitation à la violence peuvent être implicites et jouer stratégiquement sur l'ambiguïté, rendant leur lien avec des actes violents effectifs ou potentiels d'autant plus difficiles à appréhender. Se pose notamment ici, comme le rappelle UNIA en ce qui concerne la législation contre les discours de haine envers une personne ou un groupe de personnes sur base d'un critère « protégé » (« race », orientation sexuelle, convictions religieuses, etc.¹⁴), la question de l'intention de l'auteur des propos d'inciter d'autres personnes à passer à l'acte¹⁵ ; précisons par ailleurs que les personnes condamnées dans ce cadre le sont souvent indistinctement pour « incitation à la discrimination, à la haine et à la violence », tant ces différentes formes de passage à l'acte

peuvent être favorisées par un même discours. Au-delà encore de l'incitation à la violence contre des personnes ou un groupe de personnes sur base d'un critère « protégé », l'actualité nationale et internationale récente est venue illustrer l'ambiguïté des appels à l'action que peuvent contenir les discours incendiaires de leaders politiques et autres personnalités publiques. Que l'on pense à l'appel à « marcher sur le Capitole » de Donald Trump¹⁶ qui a précédé le violent assaut du siège du Congrès début 2021, les défenseurs du président sortant déclarant après l'insurrection qu'il ne s'agissait en rien d'une incitation à la violence mais d'un simple appel à ses militants à faire entendre leurs voix pacifiquement. Ou encore aux discours anti-mesures sanitaires de Jean-Jacques Crèvecoeur, leader d'opinion conspirationniste belge installé au Québec qui, observait David Morin fin 2021, « depuis quelques mois, voile à peine des appels à la violence dans ses discours [en ligne] où il encourage les gens qui le suivent à faire tout ce qu'ils peuvent pour finalement faire en sorte que le régime "totalitaire" cesse¹⁷. »

En second lieu, le concept de radicalisation a vite donné lieu à une multitude de modèles explicatifs

l'envisageant comme un processus, graduel et relativement long, fait d'une succession d'étapes supposées mener à la violence : « Cette "boîte noire" élucidée, il aurait été possible de développer des stratégies d'intervention afin de devancer ce "processus de radicalisation"¹⁸. » La réalité s'est cependant avérée beaucoup plus complexe que les promoteurs de ce concept l'avaient espéré, entre autres parce que la radicalisation constitue rarement un processus linéaire et que « les trajectoires individuelles se sont avérées extrêmement variées, rendant les généralisations très hasardeuses¹⁹. » Divers attentats commis au milieu des années 2010 au nom de Daech ont même conduit certains auteurs à parler de *flash* ou *instant radicalization*²⁰.

Il n'en demeure pas moins que, au fil des années, ces recherches sur la radicalisation violente ont permis d'accumuler les données et d'affiner à la fois la compréhension des dynamiques de radicalisation, autrement dit du « comment » (se manifeste la radicalisation, par quels comportements et attitudes, etc.), et l'identification des divers facteurs (causes, motivations, etc.) susceptibles de favoriser l'engagement d'une personne dans le radicalisme ou l'extrémisme

violent, autrement dit du « pourquoi ». Chaque processus de radicalisation étant singulier, ces derniers facteurs peuvent néanmoins présenter des poids respectifs très variables suivant les personnes. De plus, ces facteurs ne peuvent pas être clairement isolés les uns des autres dans la mesure où, pour chaque individu, ils opèrent en interrelation, pouvant par exemple s'alimenter ou se renforcer entre eux. Dans le chapitre suivant, nous mettrons en avant certains des facteurs les plus communément pointés dans la recherche pour expliquer les processus de radicalisation.

La « polarisation sociale : un nouvel éclairage sur les problématiques de radicalisation

Parmi les facteurs « macro » susceptibles de favoriser la radicalisation, la polarisation sociale peut jouer un rôle non négligeable.

La polarisation sociale peut se définir comme le processus par lequel des groupes, au sein d'une société ou à une échelle plus petite, en viennent à se poser réciproquement en ennemis et à définir leur identité – « nous » – en confrontation à l'Autre – « eux ». « Elle se nourrit de préjugés,

de généralisations, d'assignations identitaires réciproques²¹. » C'est ainsi que tous les Juifs seraient des voleurs ou des « sionistes », que tous les musulmans seraient des « intégristes » ou des « terroristes », ou encore que tous les Blancs seraient des « racistes » ou des « suprématistes ».

La polarisation s'alimente également de sentiments – fondés ou non – d'injustice, d'inégalité, de discrimination ou d'exclusion pouvant conduire au repli au sein d'un groupe ou d'une communauté partageant la même vision ou expérience.

Elle peut aussi être soutenue par des peurs, théorisées mais dans les faits non réalisées – telles que l'idée d'un « grand remplacement » par lequel la civilisation occidentale chrétienne viendrait à s'effondrer sous une immigration musulmane massive. De telles craintes sont souvent aujourd'hui attisées par la désinformation, les théories du complot ou encore la propagande de groupes extrémistes.

Les médias sociaux peuvent encore venir renforcer cette polarisation à travers le réflexe qu'ont certains de s'« enfermer dans [une] bulle en ne s'alimentant qu'auprès de gens qui pensent [et croient] comme eux et en refusant des arguments contradictoires²². »

Si la polarisation ne mène bien sûr pas systématiquement à la radicalisation, elle peut toutefois favoriser l'émergence d'un contexte propice au développement de celle-ci en amplifiant des facteurs psychologiques et sociaux qui rendent les individus plus perméables aux idéologies et mouvances extrémistes. Comme l'analysent notamment Sami Aoun et David Morin : « Dans des périodes d'instabilité comme celle que nous vivons actuellement, nous assistons à des crispations identitaires. On le voit bien parce que l'adhésion à l'extrémisme violent est souvent la résultante de l'adhésion à une nouvelle identité. On essaie de retrouver son identité au sein d'un groupe. Puis on constate qu'il y a de plus en plus de différences entre notre groupe et les autres. On finit par croire que les autres ne sont plus tout à fait humains. Ce qui justifie qu'on prenne les armes contre eux²³. »

Mais la relation entre, d'une part, la polarisation sociale, d'autre part, la radicalisation et l'extrémisme violents, n'est pas unidirectionnelle. Il existe en effet souvent une influence réciproque entre ces phénomènes, un cercle vicieux, chaque vague de terrorisme contribuant à fragmenter la société et

cette fragmentation faisant à son tour le lit des extrémismes violents.

Cette prise en compte de la polarisation sociale est relativement récente,

Polarisation sociale et radicalisation violente : un cercle vicieux

Les attentats djihadistes du 11 septembre, puis ceux du milieu des années 2000 et encore davantage ceux commis plus récemment au nom de Daech, ont suscité une vive émotion, nourri le sentiment d'insécurité au sein de la population – peur là encore renforcée par des groupes extrémistes, mais aussi par des personnalités politiques ou plus involontairement par les médias traditionnels – et conduit à une forte stigmatisation des musulmans dans leur ensemble. Cela a alimenté parmi ces derniers des sentiments d'exclusion et des replis identitaires qui, à leur tour, ont été exploités par Daech ou d'autres groupes extrémistes.

découlant en particulier des efforts ces dernières années pour mieux comprendre les ressorts du djihadisme violent. Ainsi, constate Rick Coolsaet, « depuis l'avènement du djihadisme, jamais les autorités politiques, les

médias et la société civile n'ont autant insisté sur la nécessité de résister à la polarisation sociale. » Si, au départ, seule une poignée de pays européens, tels que les Pays-Bas et le Danemark, « ont souscrit à l'idée que la lutte contre le djihadisme devait aussi passer par des efforts afin de réduire cette polarisation²⁴ », d'autres pays dont la Belgique leur ont depuis emboîté le pas.

Cette « approche par la polarisation sociale (et non plus la "radicalisation", alors trop connotée dans l'imaginaire collectif à la radicalisation religieuse de Daech) élargit le spectre et évite un maximum la stigmatisation, moteur de situations polarisantes²⁵. » Les initiatives développées dans ce cadre « interviennent alors dans divers domaines, avec divers publics et de multiples objectifs comme l'amélioration du vivre-ensemble, l'amélioration de l'intégration et du sentiment d'inclusion, le partage responsable de l'espace public [ou encore] le dialogue sur les coutumes et la culture²⁶ », contribuant à la cohésion sociale, au renforcement de la démocratie et au bon fonctionnement de ses institutions.

Elle permet également de ne pas rester cantonné à la perspective de la « radicalisation » parfois très psychologisante et centrée sur l'individu, pour

davantage prendre en compte les dynamiques interactionnelles (entre individus et entre groupes) et les interdépendances.

Théorie du complot et complotisme : de quoi parle-t-on ?

Les théories du complot sont, depuis longtemps, exploitées par des groupes extrémistes afin d'étayer leurs idéologies et d'attiser la colère ou la peur d'une partie de la population à l'égard de certaines communautés ou encore des « élites ». La récente crise sanitaire en a été une illustration supplémentaire.

Nous reviendrons, dans le chapitre suivant, sur les liens qui peuvent exister entre théories du complot, polarisation sociale et extrémisme violent. Cependant, à l'heure où le conspirationnisme suscite de plus en plus d'inquiétude et d'attention, tant dans les champs politique que médiatique et socio-éducatif, entraînant parfois son lot de confusions et d'amalgames, il convient en premier lieu de définir ce qu'on appelle « théorie du complot » et « complotisme » ou « conspirationnisme ».

Si l'Histoire est parsemée de complots avérés en Occident et ailleurs, elle est

aussi, depuis de nombreux siècles déjà, émaillée par de nombreuses théories du complot.

Mais qu'est-ce que, au juste, une théorie du complot ? Il s'agit d'un récit plus ou moins structuré²⁷ qui cherche à démontrer l'existence d'un complot, c'est-à-dire l'action « d'un petit groupe de gens [généralement] puissants qui se coordonnent en secret pour planifier et entreprendre une action illégale et néfaste, affectant le cours des événements²⁸. »

Les théories du complot peuvent présenter des portées explicatives ou degrés de généralisation très variables. Ainsi, alors que selon certaines, le complot ne concerne qu'un événement isolé et les conspirateurs n'ont qu'un objectif restreint (par exemple, tuer ou diffamer une personne), selon d'autres, de très nombreux événements sont à relier à un grand et vaste complot, attribué à un petit groupe d'acteurs particulièrement malfaisants et avides d'une domination totale. Ces dernières théories peuvent même consister en ce que des auteurs nomment théories « superconspirationnistes²⁹ » ou encore théories du « méga-complot³⁰ », qui se targuent de donner une explication globale de l'Histoire du monde, voire

« Les théories du complot sont, depuis longtemps, exploitées par des groupes extrémistes afin d'étayer leurs idéologies et d'attiser la colère ou la peur d'une partie de la population à l'égard de certaines communautés ou encore des « élites ». La récente crise sanitaire en a été une illustration supplémentaire. »

de l'Univers, y compris dans ses dimensions métaphysiques, inscrivant tous les grands événements qui ont émaillé cette Histoire dans un vaste plan global émanant d'une puissance obscure ayant des attributs surnaturels ou même divins.

Mais, par-delà ces différences, les théories du complot partagent généralement un certain nombre de traits communs.

Tout d'abord, leur récit se pose toujours comme « alternatif », c'est-à-dire comme un contre-discours qui vient contredire la version communément admise, « officielle » ou « évidente », d'un ou plusieurs événements³¹.

Ensuite, elles se caractérisent par des modes de collecte des données, de raisonnement et d'explication fortement biaisés. Au contraire d'une démarche d'investigation historique où l'enquêteur reconnaît que les événements ont des causes multiples et est ouvert aux hypothèses en concurrence (étant prêt à infirmer la sienne si les preuves recueillies ne vont pas dans son sens), une théorie du complot propose une explication univoque et monocausale. Celui qui la soutient, partant du principe qu'il détient dès le départ la Vérité, ne retiendra que ce qui peut venir confir-

mer celle-ci et laissera ainsi de côté toutes les informations discordantes³².

De même, les théories du complot se distinguent généralement par leur logique particulière d'articulation des données sélectionnées, à savoir « lier entre eux des faits qui n'ont pas de rapport évident, en usant d'une confusion entre cause et corrélation : si deux faits se produisent de manière simultanée ou rapprochée, l'un est la cause de l'autre [dès lors que cette causalité peut venir soutenir l'idée du complot]³³. »

En outre, si les données ainsi mobilisées par les théories du complot sont souvent en partie fiables, contribuant à susciter le doute, voire l'adhésion, elles consistent souvent en large partie en des (supposées) « anomalies ou contradictions dans les informations disponibles publiquement (typiquement, la "version officielle")³⁴ ». Or, dans les faits, extrêmement rares sont les cas de complots réels qui ont été dévoilés de la sorte³⁵. Ils sont en effet le plus souvent révélés par des enquêtes journalistiques ou judiciaires approfondies, donnant accès à des documents et autres sources non publiques, ou directement par des lanceurs d'alerte qui étaient proches des conspirateurs ou avaient accès à

des informations privilégiées de par leur position³⁶.

Enfin, bien souvent, à la différence des théories scientifiques, les théories du complot ne permettent pas leur réfutabilité : tout argument ou preuve avancée pour démontrer que le complot dénoncé n'existe pas est considéré comme visant à les faire taire et comme une « preuve » supplémentaire dudit complot³⁷.

Ce qu'on appelle complotisme ou conspirationnisme désigne quant à lui une tendance à lire le fonctionnement du monde en général en termes de conspirations, conduisant à rechercher systématiquement des complots dans l'Histoire et l'actualité et à se méfier de toute information en provenance d'institutions considérées comme « officielles ». Cette tendance, que des auteurs qualifient de « logiciel de pensée³⁸ », « vision du monde³⁹ », « grille de lecture du monde⁴⁰ », voire « disposition psychologique générale⁴¹ », peut mener à croire que tous les grands événements de ce monde – et en particulier ceux perçus négativement – seraient le fruit d'un seul et unique vaste complot ourdi par un groupe en particulier qui chercherait à dominer le monde⁴².

Dans le chapitre suivant, nous nous pencherons cependant sur les risques associés à la tendance actuelle à mobiliser à tout va les catégories de « complotiste » ou « conspirationniste » pour labelliser un large éventail de personnes.

L'équipe de l'Observatoire

1. MORIN D, AOUN S., AL BABA DOUAIHY S. et GRENIER-CHALIFOUX W., « Introduction », in MORIN D. et AOUN S. (dir.), *Le Nouvel âge des extrêmes*, Montréal, PUM, 2021, pp. 7-24, p. 10.
2. Pour définir ce terme contesté, Morin et al. (*ibid.*) retiennent « par défaut » la définition de la *Global Terrorism Database*: « l'usage ou la menace de l'usage illégal de la force et de la violence par un acteur non étatique dans le but d'atteindre un objectif politique, économique, religieux ou social par la peur, la coercition ou l'intimidation ». Source : *Global Terrorism Database* : <http://www.start.umd.edu/gtd/>. De nombreux auteurs rappellent cependant que le « terrorisme d'État » existe également.
3. MORIN D, AOUN S., AL BABA DOUAIHY S. et GRENIER-CHALIFOUX W., *op. cit.*, p. 28.
4. <https://extremismes-violents.cfwb.be/a-propos/definitions/> Lignes directrices à l'intention des services pénitentiaires et de probation concernant la radicalisation et l'extrémisme violent, adoptées par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 2 mars 2016.
5. MORIN D, AOUN S., AL BABA DOUAIHY S. et GRENIER-CHALIFOUX W., *op. cit.*, p. 11.
6. *Ibid.*
7. KHOSROKHAVAR F., *Radicalisation*, Paris, Éd. MSH, 2014, p. 8.
8. Le CPRMV, équivalent québécois du CAPREV, définit par exemple la radicalisation comme le « processus selon lequel des personnes adoptent un système de croyances extrêmes – volonté d'utiliser, d'encourager ou de faciliter la violence – en vue de faire triompher une idéologie, un projet politique ou une cause comme moyen de transformation sociale. » BENNARDI M., webinaire du 1^{er} avril 2021 sur la thématique de l'extrémisme de droite organisé par le Réseau de prise en charge des extrémismes et des radicalismes violents, podcast accessible sur : <https://extremismes-violents.cfwb.be/evenements/webinaires-internes>. Le Réseau parle quant à lui de « l'engagement d'un individu ou d'un groupe dans un projet politique en rupture avec l'ordre existant, fondé sur une idéologie qui rejette le pluralisme et la diversité, et qui considère que, malgré le caractère démocratique de notre système, la violence est un moyen légitime pour atteindre ses objectifs. » <https://extremismes-violents.cfwb.be/a-propos/definitions/>
9. MASSAY P., webinaire du 1^{er} avril 2021, *op. cit.*
10. Sur le site du Réseau : <https://extremismes-violents.cfwb.be/evenements/webinaires-internes/>
11. Plutôt que distinguer radicalisation des idées et recours à la violence, certains auteurs préfèrent mettre en avant la différence entre radicalisation des opinions, d'un côté, et la radicalisation des comportements et/ou le recours à la violence, de l'autre. Parler ainsi de radicalisation des comportements permet d'y inclure les discours haineux et d'incitation à la haine qui, non seulement sont illégaux, mais peuvent représenter de sérieuses menaces pour le vivre-ensemble et l'ordre démocratique de nos sociétés. Cf. AUDET G., FLEURY R., ROUSSEAU C., *Comprendre pour mieux agir : la radicalisation menant à la violence chez les jeunes*, Sherpa, Montréal, 2018 : <https://sherpa-recherche.com/wp-content/uploads/Guide-La-radicalisation-menant-%C3%A0-la-violence-chez-le-jeunes.pdf>. Dans le même sens, on peut distinguer radicalisation des idées et radicalisation des moyens. Cf. CPRMV, *La radicalisation menant à la violence : comprendre, reconnaître et prévenir*, <https://www.cegepvicto.ca/wp-content/uploads/2019/12/La-radicalisation-menant-%c3%a0-la-violence.pdf>.
12. CHESNAIS J.-C., *Histoire de la violence en Occident de 1800 à nos jours*, Paris, Robert Laffont, 1981.
13. D. MORIN, S. AOUN, S. AL BABA DOUAIHY et W. GRENIER-CHALIFOUX, *op. cit.*, p. 13.
14. Pour la liste des critères dits « protégés » par la législation belge antidiscrimination (lois fédérales, décrets et ordonnances), cf. <https://www.unia.be/fr/criteres-de-discrimination/criteres-de-discrimination>
15. UNIA, « Poursuivre les discours de haine, c'est tout simplement logique », 22 juin 2021 : <https://www.unia.be/fr/articles/poursuivre-les-discours-de-haine-cest-tout-simplement-logique>
16. Trump a ainsi notamment déclaré à la foule de ses partisans qu'il a réunis devant la Maison-Blanche, le 6 janvier 2021, qu'ils devaient « marcher vers le Capitole » et même « marcher sur le Capitole », afin d'« arrêter le vol » tout en les enjoignant à « se battre comme des diables » pour « reprendre notre pays ».
17. MORIN D., webinaire du 10 novembre 2021, *op. cit.*
18. COOLSAET R., *op. cit.*, p. 326.
19. *Ibid.*
20. COOLSAET R., "Radicalization – The origins and limits of a contested concept", in FADIL N., de KONING M., RAGAZZI F. (dir.), *Radicalization in Belgium and the Netherlands: Narratives of Violence and Security*, Londres, I.B.Tauris, 2019, pp. 29-51.
21. « De la radicalisation à la polarisation et inversement », *Polarisation sociale et radicalisation menant à la violence. Quelles perspectives pour l'éducation et le travail social ?*, livret réalisé par l'Observatoire à la demande du Réseau de prise en charge des extrémismes et des radicalismes violents de la FWB, 2018, p. 8 : https://extremismes-violents.cfwb.be/fileadmin/sites/RAR/uploads/Documents_evenements/Extremismes-violents_Traces_colloque_du_141218.pdf
22. AOUN S. et MORIN D. (entretien), « Faut-il s'inquiéter des extrémistes ? », *la Tribune numérique*, 21 mars 2021 : <https://www.latribune.ca/2021/03/21/faut-il-sinquieter-des-extremistes-d1a28c5c7f5090cae-232d025b7ca3c67>
23. *Ibid.*
24. COOLSAET R., « Terrorismes et radicalisations... », *op. cit.*, p. 326.
25. BEFUS, *Focus : polarisation, janvier 2021*, p. 1 : https://befus.be/wp-content/uploads/2021/04/2048FB_1.pdf
26. *Ibid.*
27. On remarque cependant aujourd'hui que de simples rumeurs ou peurs sont régulièrement qualifiées, dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux, de « théories du complot » alors même qu'elles ne donnent pas (encore) lieu à un récit élaboré. Cf. TAGUIEFF P.-A., *Court traité de complotologie*, Paris, Mille et une nuits, 2013.
28. KNIGHT P., *Conspiracy Theories in American History*, Santa Barbara, ABC-CLIO, 2003. Si l'expression de « théorie du complot » est déjà relativement ancienne, remontant au moins à la seconde moitié du 19^e siècle, c'est au milieu du 20^e siècle qu'elle commence à se répandre. C'est par exemple en 1945 que le célèbre philosophe des sciences Karl Popper a écrit, pour déconstruire leu logique, au sujet des « théories conspirationnistes de la société » ("Conspiracy Theories of Society"). POPPER K., *La Société ouverte et ses ennemis*, Londres, Routledge, 2003, vol. 2, pp. 104-106 (éd. originale.: *The Open Society and Its Enemies*, 1945).
29. BARKUN M., *A Culture of Conspiracy: Apocalyptic Visions in Contemporary America*, Berkeley, University of California Press, 2003 ; SZOC E., *Inspirez, conspiriez : le complotisme au XX^e siècle*, Bruxelles, La Mulette, 2016.
30. CAMPION-VINCENT V., *La société parano : théories du complot, menaces et incertitudes*, Paris, Payot, 2005.
31. KEELEY B. L., « Of conspiracy theories », *The Journal of Philosophy*, vol. 96, 1999, pp. 109-126, cité par WAGNER-EGGER P. et BANGERTER A.. « La vérité est ailleurs : corrélats de l'adhésion aux théories du complot », *Revue internationale de psychologie sociale*, vol. 20, n°4, 2007, pp. 31-61, p. 33 ; MEDIA ANIMATION, site theoriesducomplot.be, 2017 : https://theoriesducomplot.be/Theoriesducomplot_Livret_Pedagogique.pdf
32. JAMIN J., « Qu'est-ce qu'une théorie du complot ? », in BOUKO C. et GLON O. (dir.), *Vivre ensemble dans un monde médiatisé*, en collaboration avec le Conseil supérieur de l'éducation aux médias, Bruxelles, CSEM, 2016, pp. 146-148, p. 147.
33. MEDIA ANIMATION, *op. cit.*
34. KLEIN O. et NERA K., « Psychologie politique du complotisme à l'ère de la Covid-19 », *Revue Nouvelle*, janvier 2021, pp. 9-12, p. 9 (les auteurs se réfèrent ici à GUILLON J.B., « Les Théories du complot et le paradoxe de l'individualisme épistémique », *Diogenes*, 2018, n°261-262, pp. 54-87). Selon B. L. Keeley, « les données aberrantes (éléments contradictoires ou qui n'ont pas été expliqués dans la version "officielle") » constituent même « les éléments de base des [théories du complot] ». KEELEY B. L., *op. cit.*
35. WAGNER-EGGER P., BRONNER G., DELOUVÉE S., DIEGUEZ S. et GAUVRIT N., « Why "Healthy Conspiracy Theories" Are (Oxy)morons: Statistical, Epistemological, and Psychological Reasons in Favor of the (Ir Rational View) », *Social Epistemology Review and Reply Collective*, 8 (3), 2019, pp. 50-67, cité par KLEIN O. et NERA K., *op. cit.*
36. OUATIK B., « Oui, il y a eu de véritables complots », *Radio-Canada*, 30 mai 2020, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1707657/vrais-complots-histoire-water-gate-mk-ultra-tuskegee-irak-theories-conspirationnistes-covid-19-coronavirus>
37. WAGNER-EGGER P. et BANGERTER A., *op. cit.*, pp. 31-61, p. 33.38. Sécurité de l'Etat (VSSE), *op. cit.*, p. 7.
38. W. AUDUREAU (entretien), « La convivialité, recette contre le complotisme », *En Marche*, 25 janvier 2022 : <https://www.enmarche.be/sante/coronavirus/la-convivialite-recette-contre-le-complotisme.htm>
39. TAGUIEFF P.-A., *La foire aux illuminés : ésotérisme, théorie du complot, extrémisme*, Paris, Mille et une nuits, 2005.
40. KLEIN O. (entretien), « Le complotisme est une grille de lecture du monde », 12 février 2021 : <https://actus.ulb.be>
41. KLEIN O. et NERA K., *op. cit.*, p. 10.
42. JOSSET R., REICHSTADT R. et TAIEB E., « Le conspirationnisme 2.0. Entretien avec Raphaël Josset et Rudy Reichstadt », *Quaderni*, vol. 95, n°1, 2018, pp. 79-94, 2018, cités par MAZZOCCHETTI J., « De la conspiration : sentiment d'irréalité, colère et (imp)puissance », in MAZZOCCHETTI et LAURENT P.-J. (dir.), *Dans l'œil de la pandémie*, Louvain-la-Neuve, Academia, 2021, p. 52.

POINTS D'ATTENTION

Ce troisième chapitre met la focale sur des points-clés en matière de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent. Tout d'abord, en abordant de façon globale les divers facteurs qui peuvent favoriser ceux-ci. Ensuite, en revenant plus spécifiquement sur les problématiques du complotisme et de la polarisation sociale ainsi que sur le contexte de la crise sanitaire qui les a encore accentués.

Comprendre les processus de radicalisation pour mieux (ré)agir et surtout prévenir

Les modèles d'analyse des processus de radicalisation se sont multipliés ces dernières années, avec parfois d'importantes divergences entre eux. Plutôt que de réaliser une synthèse de cette littérature abondante, exercice périlleux qui nécessiterait un nombre de pages conséquent, nous nous limiterons ici au modèle proposé par le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV). Son analyse présente l'intérêt d'être relativement consensuelle, à la fois en raison de son prisme large (prise en compte d'une grande variété de variables, notamment) et parce qu'elle ne prétend pas dégager des tendances et facteurs qui prendraient clairement le dessus sur d'autres.

Le CPRMV en quelques mots

Créé en mars 2015 par la Ville de Montréal avec l'appui du gouvernement du Québec, le CPRMV a pour objectifs la prévention des phénomènes de radicalisation menant à la violence, quelles que soient leurs tendances idéologiques, ainsi que l'accompagnement des personnes touchées par cette réalité : individus radicalisés ou en voie de l'être, proches, enseignants et enseignantes, membres du secteur professionnel, intervenants et intervenantes du milieu. Soucieux de fonder ses actions de prévention et ses interventions sur des données empiriques probantes et une expertise scientifique reconnue, le CPRMV s'investit également dans le développement d'activités de recherche et la diffusion des connaissances¹. La création en 2016 du Réseau de prise en charge des extrémismes et des radicalismes violents par le Gouvernement de la FWB s'est inspirée de ce modèle québécois. De nombreux échanges et collaborations ont eu lieu depuis entre les deux dispositifs.

Comment se radicalise-t-on ?

Dans sa modélisation du processus de radicalisation, le CPRMV identifie tout d'abord différentes étapes par lesquelles sont susceptibles de passer des personnes qui se radicalisent.

Cela peut aller de la « distanciation par rapport à la société et [l']absence d'identification au vivre-ensemble » à l'engagement dans l'action violente, en passant par le « refus d'accepter une pluralité de croyances, de points de

vue et d'opinions », la « binarisation et la polarisation des croyances personnelles » et l'« adhésion à un discours extrémiste et/ou l'engagement dans l'extrémisme ». Comme le rappelle le CPRMV, il n'existe cependant « pas de cheminement unique, linéaire et prévisible dans les processus de radicalisation menant à la violence² ».

Le Centre identifie également différents types de comportements auxquels les acteurs de première ligne ou proches sont invités à porter attention, tout en rappelant là encore qu'il ne s'agit pas de critères absolus et qu'il faut se garder de toute conclusion hâtive, la prise en compte de l'ensemble du contexte étant toujours indispensable. Il distingue ainsi quatre catégories de comportements :

- Les comportements non significatifs, liés à des formes variées d'engagement politique, religieux

ou communautaire qui recourent à des modes d'action pacifiques et des modes d'expression démocratiques : « argumenter avec ferveur pour défendre ses convictions auprès de ses proches », « arborer des signes visibles afin de manifester son identité ou son appartenance », etc. ;

- les comportements préoccupants, révélant un mal-être individuel et/ou une identification croissante – et de plus en plus soutenue – de l'individu à une cause ou à une idéologie, l'amenant à modifier profondément ses comportements : « faire du prosélytisme religieux ou idéologique avec insistance auprès d'autres individus »,

« rejeter les règles et codes de vie des milieux [et institutions] fréquentés [...] au nom de croyances idéologiques, politiques ou religieuses », etc. ;

- les comportements inquiétants, qui peuvent signaler un début d'engagement de l'individu dans une trajectoire de radicalisation et qui s'expriment par une méfiance renforcée envers le monde extérieur et par une prédominance des discours légitimant la mobilisation de la violence comme moyen de parvenir à ses fins ou de faire triompher une cause : « rompre avec ses proches pour se retrancher exclusivement auprès de nouveaux amis

ou d'un cercle de connaissances », « arborer des symboles d'appartenance et de soutien associés à des groupes reconnus comme extrémistes violents », « adopter un discours haineux à propos d'autres individus ou d'autres groupes », etc. ;

- et enfin les comportements alarmants, qui montrent une « allégeance exclusive et sectaire à une idéologie ou à une cause », amenant la personne à envisager le recours à la violence comme unique mode d'action légitime et pertinent : « participer d'une quelconque façon aux activités de groupes extrémistes violents », « consolider sa pensée en consultant

régulièrement sur la Toile des forums ou sites extrémistes violents », « se renseigner, vouloir acquérir ou s'exercer à manier des armes en dehors d'un contexte réglementaire », etc.

Face à ces comportements, le CPRMV propose aux professionnels ou proches qui en sont témoins quelques pistes d'action/réaction, et à l'inverse met en garde contre certaines réactions ou attitudes à proscrire telles que stigmatiser, donner trop d'ampleur à la situation ou, au contraire, montrer une totale indifférence et éviter les sujets qui dérangent.

Pourquoi se radicalise-t-on ?

C'est souvent la conjonction de variables socioaffectives et sociopolitiques qui contribue à la radicalisation des individus, en alimentant chez eux des sentiments d'injustice, de stigmatisation, de discrimination, d'humiliation ou encore d'échec, voire de désarroi, et en les amenant in fine à « une remise en question [...] de leur place au sein de la société et de [leur] adhésion aux valeurs collectives du vivre-ensemble³ ».

Comme le montre le tableau ci-contre, on peut distinguer cinq catégories de facteurs de vulnérabilité qui peuvent rendre des individus plus fragiles ou perméables aux discours extrémistes⁴.

FACTEURS DE VULNÉRABILITÉ

RELATIONNELS

- Désaffiliation familiale
- Réseaux de relations dans des milieux radicaux
- Distanciation du cercle d'amis

PERSONNELS

- Adolescence troublée ou passage ardu à l'âge adulte
- Épisodes de vie difficiles (décès, perte d'emploi, etc.)
- Crise existentielle ou spirituelle (pré- ou post-conversion)

SOCIO-IDENTITAIRES

- Isolement social « subi » ou « choisi »
- Sentiment de malaise identitaire
- Impression d'être stigmatisé en raison de ses croyances ou de ses origines

PSYCHOLOGIQUES

- Fragilité ou troubles psychologiques
- Rigidité psychologique
- Épisodes de détresse psychologique

EXTERNES

- Débats de société polarisés et polarisants
- Positionnement de l'État sur des enjeux nationaux et internationaux faiblement compréhensibles
- Discours publics et médiatiques fortement sensationnalistes
- Discours et propagande extrémistes librement accessibles

© Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV)

Quatre renvoient à l'individu, son histoire, son vécu, sa personnalité ainsi que ses relations avec les autres et son environnement immédiat ; la dernière désigne des facteurs qui le dépassent largement, relevant du contexte socio-politique. Ces facteurs, bien que sous des appellations qui peuvent différer et parfois regroupés en nombre plus réduit de catégories, se retrouvent largement dans la littérature sur la radicalisation.

Il n'existe cependant pas de « profil-type », chaque parcours de radicalisation est singulier et ces différents facteurs peuvent intervenir dans des proportions très variées suivant les cas. Ces facteurs sont, de plus, souvent interdépendants, pouvant s'influencer réciproquement : à titre d'exemple, les mêmes facteurs externes et relationnels pourront impacter très différemment la trajectoire d'une personne suivant certaines de ses caractéristiques psychologiques.

Pour chacune des cinq dimensions (relationnelles, personnelles, socio-identitaires, psychologiques et externes) identifiées, le CPRMV pointe, en opposition aux facteurs de vulnérabilité, une série de facteurs de protection. Ceux-ci sont autant de leviers qui peuvent servir à prévenir ou endiguer la radicalisation de certains individus. Ils peuvent être activés ou du moins

favorisés par les intervenants psycho-sociaux et éducatifs ou encore par certaines politiques publiques.

Le CPRMV mentionne ainsi entre autres : au niveau des facteurs relationnels, un lien de qualité avec un ou des modèle(s) positif(s) et un lien familial solide ; au niveau des facteurs personnels, « [un] soutien, [un] accompagnement et [une] écoute accessibles lors d'épisodes de vie difficiles » et des « perspectives éducationnelles et professionnelles positives » ; au niveau des facteurs socio-identitaires, un important « sentiment d'intégration sociale et d'acceptation collective » ; au niveau des facteurs psychologiques, un esprit critique et une modération cognitive, une « empathie et ouverture aux autres » ainsi qu'une capacité à gérer ses émotions ; et enfin au niveau des facteurs externes, des « débats sociétaux ouverts prônant la tolérance, le respect et l'intégration » ou encore le « renforcement des principes du vivre-ensemble ».

Au-delà des trajectoires individuelles, comment expliquer l'émergence des vagues de terrorisme ?

Ce type de modèle explicatif des processus de radicalisation permet

de mieux comprendre comment et pourquoi des individus s'engagent dans l'extrémisme violent, et offre par là même des prises pour la prévention et la prise en charge de personnes potentiellement ou effectivement concernées.

Ils ne permettent cependant pas, à eux seuls, d'expliquer pourquoi, à un certain moment, une vague de terrorisme ou plus largement d'extrémisme violent se développe, s'étendant sur plusieurs pays, voire continents, avec les mêmes références idéologiques, les mêmes mots d'ordre, les mêmes méthodes, les mêmes formes de violence...

Rappelons également que les organisations djihadistes n'ont pas le monopole du terrorisme. D'autres vagues ont émergé par le passé et secoué nos sociétés, telles que celles des mouvements anarchistes de la fin du 19^e siècle, de l'extrême droite au cours de l'entre-deux-guerres et, plus récemment, de l'extrême gauche et notamment des Cellules Communistes Combattantes (CCC) dans les années 80⁵.

Pour comprendre l'émergence de ces vagues de terrorisme, Rick Coolsaet invite à adopter une approche plus « macro ». Combinant les études

récentes sur la radicalisation avec les recherches plus anciennes des années 70-80 sur le terrorisme, le politologue observe ainsi que toute vague terroriste est le fruit d'une interaction entre⁶ :

- Un « terreau fertile » ; tel que les sentiments d'abandon, d'exclusion, de non-appartenance et d'absence de perspectives d'avenir qui ont largement nourri l'engagement de jeunes dans le djihadisme radical.

- Une « idéologie » ou un « discours mobilisateur », qui permet de donner sens à ces sentiments et de les étayer ; comme l'a fait le discours de Daech en offrant à de nombreux citoyens européens une grille de lecture pour expliquer les travers de nos sociétés occidentales sécularisées qui créent des inégalités et de l'exclusion, génèrent de la pauvreté, deviennent de plus en plus « amoraux », en perte de sens et de valeurs, etc.

- Une « offre ou une opportunité d'engagement » suffisamment crédible et attractive, donnant le sentiment aux recrues potentielles qu'elles pourront par ce biais participer à effacer les injustices ou encore contrer les menaces, changer le cours de l'Histoire et de leur propre vie, etc. ; à l'instar de l'offre de Daech qui, grâce

à sa conquête de larges territoires en Syrie et en Irak et à la création d'un « Califat » autoproclamé, a pu offrir un « catalogue de solutions instantanées » à même de répondre à un large éventail de frustrations et de motivations personnelles : perspective d'avenir, fraternité, reconnaissance, aventure, héroïsme, dépassement de soi, sens à la vie, avantages matériels, alternative à la drogue et la petite criminalité, identité sans tensions, rapports de genre hyper-structurés, etc.

- Des « modules ou réseaux de mobilisation », contribuant à convaincre des individus de rallier la cause et de basculer dans l'engagement radical, notamment en leur offrant des espaces de socialisation alternative et parfois même une véritable « contre-culture » (codes et références culturelles partagées, etc.) ; ainsi, les départs de jeunes vers la Syrie se sont presque toujours faits par et à travers un groupe d'amis ou de connaissances (frères, jeunes vivant de longue date dans le même quartier, etc.).

Complotisme, extrémisme violent et polarisation sociale

En parlant de facteurs de radicalisation et indissociablement de polarisation

L'ultra-droite aujourd'hui : quel terreau de mobilisation ?

S'agissant plus particulièrement du terreau auquel viennent actuellement faire écho les discours des groupes extrémistes de l'ultra-droite, Rick Coolsaet pointe la présence au sein de tout un pan de la population « d'un réel malaise social, d'une polarisation et de réelles craintes identitaires, mais également d'un complotisme endurant⁷ », se traduisant par une « crainte de l'immigration et le sentiment de trahison par les élites dans un monde en transformation rapide⁸ ».

Si, en Europe, ce malaise social s'est particulièrement répandu et exacerbé sous les effets conjugués de la « crise des réfugiés » de 2015 et des attentats djihadistes qui ont émaillé les deux dernières décennies, ce terreau prend selon le politologue ses racines dans les années 70-80 avec la « convergence des effets négatifs de la mondialisation, la migration, les transformations technologiques et politiques, la fin de la certitude qu'incarnait la guerre froide. » Un « cocktail » de facteurs qui « a non seulement généré incertitudes, sentiments d'être laissés pour compte et pessimisme quant à l'avenir, mais [qui] a également jeté les bases d'une polarisation identitaire⁹ » que cherchent largement à exploiter et renforcer les groupes extrémistes à travers leurs discours.

sociale, on peut aujourd'hui difficilement faire fi de la problématique du complotisme.

Des liens existent en effet entre complotisme et radicalisme ou extrémisme violent. L'histoire et la sociologie politique nous informent ainsi que, de tous temps, les groupes extrémistes se sont montrés particulièrement actifs dans la production et la consommation de théories conspi-

rationnistes, les instrumentalisant pour polariser la société en renforçant notamment la colère, la haine ou la peur au sein de la population à l'égard de certains groupes minoritaires de la population et/ou des « élites ».

Plus encore, selon David Morin et ses collègues, les différentes mouvances extrémistes qui se développent depuis une vingtaine d'années en Occident, qu'elles soient de droite, de gauche,

d'obédience religieuse ou autre, puisent souvent dans les mêmes sources de mécontentement et empruntent dans ce cadre des arguments conspirationnistes semblables, amenant les auteurs à conclure que « le supposé complot mondial des élites, quelles qu'elles soient, constitue à bien des égards une pierre angulaire de la pensée extrémiste¹⁰. »

Dans le même sens, Jérôme Jamin constate que par-delà leur diversité, c'est avant tout l'imaginaire d'un « complot mondial contre les nations et les peuples » qui structure et relie entre eux tous les discours d'extrême droite qui se sont multipliés en Occident depuis les années 90¹¹. Il existe en effet des affinités structurelles entre complotisme et extrémisme de droite puisque, comme le rappelle à ce propos Philippe Massay¹², l'un des marqueurs idéologiques de l'extrême droite, passée comme actuelle, est l'opposition manichéenne entre (le bon) « peuple » et les (méchantes) « élites », dichotomie que l'on retrouve fréquemment dans les théories du complot. De même, celles-ci se prêtent souvent bien à un autre marqueur idéologique de l'extrême droite : la promesse d'un homme « fort », providentiel, venant s'opposer aux « élites » ou au « système » pour sauver

le monde de leur empreinte malfaisante.

Au-delà des groupes extrémistes et de leurs militants, de récents sondages d'opinion ont également révélé que les théories du complot, dont celles concernant la crise sanitaire, suscitent davantage d'adhésion auprès des électeurs d'extrême droite¹³.

Des théories du complot contre des minorités et/ou contre des « élites »

Selon Véronique Champion-Vincent¹⁴, on peut subdiviser les théories du complot en deux catégories suivant le groupe auquel le complot est attribué. D'une part, déjà très anciennes, les théories du complot mettant en cause des minorités (les Juifs, les Noirs, les musulmans, etc.) qui représenteraient une menace, un complot, contre l'ordre établi et le mode de vie majoritaire. D'autre part, depuis le 19^e siècle (et en particulier depuis la Révolution française et, avec elle, la fin de la monarchie et des certitudes), les théories du complot mettant en cause des « élites » puissantes et maléfiques (les aristocrates, le gouvernement, les services secrets, l'industrie pharmaceutique, les experts scientifiques, etc.) ou encore, de façon souvent mal définie, le « système ».

Si cela permet de distinguer effectivement nombre de théories du complot, il faut néanmoins nuancer en soulignant que, aujourd'hui à tout le moins, bien des théories diffusées dans les milieux d'extrême droite mettent en réalité à la fois en cause les « élites » (et le « système ») et un ou plusieurs groupes minoritaires de la population. Que l'on pense ici à la théorie du « grand remplacement », à tout le moins à l'une de ses versions répandues, qui pointe la complicité active du pouvoir politique et de ses « élites » dans l'effondrement programmé de la civilisation occidentale chrétienne sous l'effet d'une immigration musulmane massive.

Mais les théories du complot connaissent aussi aujourd'hui une diffusion et une adhésion croissantes au sein de la population générale, a fortiori depuis le début de la pandémie.

Se pose alors la question de savoir si le complotisme peut mener un individu lambda, a priori sans sympathie particulière pour aucune forme d'extrémisme (encore moins violent), vers une forme de radicalisme violent ?

La question est complexe tant, nous l'avons souligné, chaque trajectoire d'engagement dans l'extrémisme violent est singulière. Notons néanmoins que les sentiments de mal-être, d'injustice, de quête de sens et d'appartenance, de peur ou encore la défiance à l'égard des institutions qui peuvent faire entrer les individus dans le complotisme, sont aussi souvent identifiés comme des ressorts possibles de radicalisation violente.

Des basculements vers la violence sont dans tous les cas possibles¹⁵, et le risque est pris au sérieux par la Sûreté de l'État. Son administrateur-adjoint a ainsi déclaré à propos des individus qui commettent seuls un attentat : les théories du complot « peuvent faire, à un moment donné, croire à quelqu'un qu'il doit prendre une responsabilité,

s'exprimer et aller au-delà de cette expression et avoir une expression violente et commettre quelque chose qui soit à l'encontre d'un groupe ou d'une personne¹⁶. »

À l'instar du mouvement de contestation de la gestion de la crise sanitaire – qui a permis à des mouvances extrémistes de se mêler et d'exacerber, en ligne et hors ligne, les protestations de citoyens ordinaires et d'associations et collectifs variés situés en dehors de toute logique extrémiste –, il est en tout cas légitime de craindre que le succès actuel des théories du complot soit de plus en plus instrumentalisé par des groupes extrémistes violents afin de rentrer en contact, séduire et rallier de nouvelles personnes à leur idéologie, a fortiori lorsque celles-ci sont isolées et vulnérables psychologiquement.

Tel un cheval de Troie, les théories du complot peuvent être exploitées par ces groupes pour propager de façon insidieuse, déguisée ou vernie, leurs thèses populistes, racistes ou encore suprémacistes.

Plus largement, c'est dans toutes les sphères la société (familiale, politique, professionnelle, scolaire, etc.) que ces théories du complot alimentent aujourd'hui les polarisations sociales, en même temps d'ailleurs qu'elles sont favorisées par celles-ci. Or, ces polarisa-

tions, en plus de constituer un terreau propice à l'engagement dans l'extrémisme violent, représentent peut-être plus fondamentalement encore un risque pour le vivre-ensemble, la cohésion sociale, voire tout simplement la coexistence sociale et le fonctionnement même de notre démocratie. En effet, alors que « la démocratie [...] est un système qui organise les désaccords entre une majorité et une opposition, une ou des minorités » et nécessite une base commune sur laquelle s'organise la discussion, selon Olivier Klein, « le complotisme [...] détruit cette base commune en remettant en cause tous les faits sur base desquels peut s'organiser [...] le débat démocratique¹⁷ ». L'un des dangers du complotisme serait finalement de se retrouver dans un monde où, sur fond de méfiance et de rejet exacerbés, les gens ne se parlent plus.

« C'est un complotiste » : des risques d'un étiquetage à l'emporte-pièce

S'il faut prendre au sérieux les risques que représente le complotisme, des auteurs¹⁸ mettent en garde contre une tendance à cataloguer de « complotiste » ou « conspirationniste » toute personne qui croit à l'une ou l'autre théorie du complot, voire qui émet

de simples doutes quant à certains discours ou mesures officielles. La crise sanitaire du Covid-19 est venue encore renforcer cette tendance, les personnes qui ont par exemple simplement manifesté de l'hésitation quant aux bienfaits des vaccins ayant souvent été rangées sous le vocable de « complotistes »¹⁹.

Cette labellisation à l'emporte-pièce est dangereuse. Tout d'abord, parce qu'elle risque de disqualifier des critiques et résistances essentielles au bon exercice de nos démocraties. Ensuite, parce que cette assignation identitaire ne fait bien souvent que renforcer la polarisation sociale. Ainsi, « s'il y a lieu de craindre le complotisme, ce n'est pas en l'agitant en épouvantail qu'on pourra le combattre. Stigmatiser comme des êtres irrationnels "ceux qui doutent" d'éléments qui nous semblent évidents, les homogénéiser par le biais d'un même vocable, revient [...] à jouer le jeu de la polarisation que prophétise le complotisme [...]. C'est aussi la meilleure façon de cristalliser des appartenances qui ne sont pas toujours constitutives de leur identité : par exemple, stigmatiser comme des "antivax complotistes" toutes les personnes qui doutent, même modérément, des vaccins ne peut que

les pousser dans le giron des authentiques "antivaxxers"²⁰. »

Au même titre que l'engagement dans une trajectoire de radicalisation, le basculement dans une voie complotiste peut être favorisé par des facteurs tant psychologiques que sociaux et politiques – qu'il s'agisse d'un contexte d'incertitude et d'anxiété, de l'émergence d'un monde globalisé de plus en plus complexe et sombre (crises économique, climatique, migratoire, sociale, sanitaire, etc.), d'une défiance accrue vis-à-vis des institutions démocratiques, du renforcement des inégalités sociales, de l'isolement, etc.

Toute démarche préventive ne peut faire l'économie d'une analyse compréhensive des différentes fonctions que peuvent remplir les théories du complot pour ceux qui y adhèrent, sur lesquelles Jacinthe Mazzochetti se penche dans le présent dossier²¹.

Il convient enfin, par-delà les pré-supposés, de mieux saisir le rôle des médias sociaux dans la diffusion et l'adhésion de grande ampleur aux théories du complot²², et de réfléchir aux meilleures façons d'y répondre... ou au contraire de ne pas y répondre. Patrick Verniers, interviewé également, nous livre quelques pistes à ce sujet.

L'équipe de l'Observatoire

NOTES

1. Cet encart reprend, de façon synthétique, la présentation du site du CPRMV : <https://info-radical.org/fr/approche/>
2. CPRMV, *La radicalisation menant à la violence : comprendre, reconnaître et prévenir* : <https://www.cegepvicto.ca/wp-content/uploads/2019/12/La-radicalisation-menant-%c3%a0-la-violence.pdf>
3. CPRMV, *Comprendre le processus de radicalisation* : https://observatoirevivreensemble.org/sites/observatoirevivreensemble.org/files/processus_fr_cprmv_2016-1.pdf
4. Certains de ces facteurs (tels que la désaffiliation familiale et l'isolement social) peuvent cependant en réalité être aussi bien l'origine, en combinaison avec d'autres facteurs, d'un processus d'engagement radical, qu'être le reflet ou le signe de l'entrée dans un tel processus.
5. « Daesh a perdu ses territoires... mais qu'en est-il de son pouvoir d'attraction ? », synthèse d'une communication orale de R. Coolsaet par l'Observatoire à la demande du Réseau, dans *Polarisation sociale et radicalisation menant à la violence. Quelles perspectives pour l'éducation et le travail social ?*, livret édité à l'initiative du Réseau de prise en charge des extrémismes et des radicalismes violents de la FWB, 2018, p. 3 : https://extremismes-violents.cfwb.be/fileadmin/sites/RAR/uploads/Documents_evenements/Extremismes-violents_Traces_colloque_du_141218.pdf
6. *Ibid.* et COOLSAET R., « Terrorismes et radicalisations à l'ère post-Daech », *Revue internationale de criminologie et de police technique et scientifique*, n°3, 2019.
7. *Ibid.*, p. 341.
8. *Ibid.*, p. 344.
9. *Ibid.*, p. 338-339.
10. MORIN D., AOUN S. et AL BABA DOUAIHY S., « Conclusion », in MORIN D. et AOUN S. (dir.), *op. cit.*, pp. 505-517, p. 507.
11. JAMIN J., *L'imaginaire du complot. Discours d'extrême droite en France et aux Etats-Unis*, Amsterdam, Presses, 2009.
12. MASSAY P., webinaire du 1^{er} avril, *op. cit.*
13. Par exemple, selon une enquête d'opinion menée en mars 2020 par Conspiracy Watch, l'Ifop et l'Institut

Jean Jaurès, 17 % des Français pensaient que le virus a été fabriqué intentionnellement en laboratoire (et encore 9 % pensaient quant à eux qu'il a été fabriqué en laboratoire accidentellement). Or, les sympathisants du Rassemblement national étaient ici largement surreprésentés, n'étant pas moins de 40 % à croire que le virus a été fabriqué intentionnellement en laboratoire (plus 15 % qui pensaient qu'il a été fabriqué en laboratoire accidentellement), soit 23 points au-dessus de la moyenne de l'échantillon. Conspiracy Watch, « Un Français sur quatre estime (à tort) que le coronavirus a été conçu en laboratoire », 28 mars 2020 : <https://www.conspiracywatch.info/un-francais-sur-quatre-estime-a-tort-que-le-coronavirus-a-ete-concu-en-laboratoire.html>. Rudy Reichstadt, fondateur de Conspiracy Watch, ajoute cependant que « selon les théories du complot et les périodes, on retrouve l'extrême gauche au-dessus », comme ce fut le cas en 2018 pour les croyances en un complot sioniste mondial ou encore à propos du 11 septembre. *Le Soir*, « Comment le coronavirus a réveillé la "complosphère" », 16 juin 2020 : <https://www.lesoir.be/307587/article/2020-06-16/comment-le-coronavirus-reveille-la-complosphere>

14. CAMPION-VINCENT V., *La société parano. Théories du complot, menaces et incertitudes*, Paris, Payot, 2005, citée par WAGNER-EGGER P. et BANGERER A., *op. cit.*, pp. 33-34.

15. MAZZOCCHETTI J., webinaire du 10 février 2021 organisé par le Réseau de prise en charge des extrémismes et des radicalismes violents autour de la thématique « Crise sanitaire, confinement et expression de thèses complotistes », podcast accessible sur <https://extremismes-violents.cfwb.be/evenements/webinaires-internes>

16. RTBF, « #Investigation : jusqu'où peut mener le complotisme ? Les dangers de ces thèses alternatives », 25 mai 2021 : <https://www.rtf.be/article/investigation-jusquou-peut-mener-le-complotisme-les-dangers-de-ces-theses-alternatives-10768338>

17. RTBF, *op. cit.*

18. CAMPION B., NICOLAS L. et Van WINKELA., « L'esprit critique face aux théories du complot », *La Libre*, 20 juillet 2016 ; GAUVRETT N., « On peut être conspirationniste en raisonnant très bien », entretien à Usbek & Rika, février 2019.

19. MAZZOCCHETTI J., webinaire du 10 février 2021 organisé par le Réseau de prise en charge des extrémismes et des radicalismes violents autour de la

thématique « Crise sanitaire, confinement et expression de thèses complotistes », podcast accessible sur <https://extremismes-violents.cfwb.be/evenements/webinaires-internes> ; KLEIN O. et NERA K., « Psychologie politique du complotisme à l'ère de la Covid-19 », *Revue Nouvelle*, janvier 2021, pp. 9-12, p. 11.

20. *Ibid.*, p. 12. Précisons néanmoins que la polarisation sociale est une dynamique interactionnelle où deux « camps » ont tendance à s'écarter de plus en plus l'un de l'autre : ainsi, au cours de cette crise sanitaire, nombre de personnes remettant en question les mesures gouvernementales ont effectivement été amalgamées sans nuance, à des « complotistes », dans l'autre sens, nombre d'entre elles ont stigmatisé et dénigré les personnes soutenant les mesures sanitaires en les présentant comme des « moutons » dépourvus de tout sens critique à l'égard d'un gouvernement considéré comme liberticide.

21. Voir aussi : KLEIN O. (entretien), « Le complotisme est une grille de lecture du monde », 12 février 2021 : <https://actus.ulb.be> ; KLEIN O. et NERA K., *op. cit.* ; MARTHOZ J.-P., « Vous avez dit : complots ? », *Le Soir*, 1^{er} juillet 2021 : <https://www.lesoir.be/381657/article/2021-07-01/la-chronique-enjeux-vous-avez-dit-complots> ; JAMIN J., *op. cit.*, 2016, CAMPION B., NICOLAS L. et Van WINKELA., *op. cit.* ; LE DEUFF O., « De la méfiance à la défiance : analyse informationnelle du mythe du complot », *R3I. revue internationale en intelligence informationnelle*, 2008, pp. 1-11.

22. ALAVA S., NAJJAR N. et HUSSEIN H., « Étude des processus de radicalisation au sein des réseaux sociaux : place des arguments complotistes et des discours de rupture », *Quaderni*, vol. 94, n°3, 2017, pp. 29-40.

Quelles évolutions en matière de radicalismes et d'extrémismes violents ? L'analyse du CAPREV

Alice JASPART *Directrice de la recherche* et Jean TIGNOL *Attaché chargé de recherches au CAPREV*

Le Centre d'Aide et de Prise en charge de toute personne concernée par les Extrémismes et Radicalismes Violents (CAPREV) a été créé en 2017 par le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles à la suite des attentats de 2015-2016 en France et en Belgique¹. À partir des situations qui lui parviennent mais aussi d'une veille régulière sur le sujet, il nous livre ses observations et hypothèses quant aux évolutions actuelles des extrémismes et radicalismes violents ainsi qu'aux défis auxquels le service et plus largement la société sont confrontés.

Que propose le CAPREV et pour qui ?

S'appuyant sur une équipe multidisciplinaire de 11 personnes, notre service propose un accueil téléphonique par le biais de la ligne verte 0800/111.72, des informations et des orientations ainsi que des interventions ponctuelles ou des accompagnements de plus longue durée, sur l'ensemble du territoire de la FWB. L'ensemble de ces activités est soutenu par une dynamique de veille et de recherche-action visant le développement de connaissances scientifiques utiles sur le terrain.

Nous nous adressons à trois grandes catégories de personnes.

Les professionnels (travailleurs sociaux, enseignants, acteurs judiciaires, etc.) qui sont en demande d'informations, de pistes de solutions, de bonnes pratiques ou de soutien face à une problématique de radicalisation ou dans une perspective préventive.

Les familles et les proches, qui peuvent être inquiets par rapport à la possible radicalisation de leur enfant, d'un ami ou d'une personne de leur entourage, mais aussi solliciter un soutien psychologique, social ou juridique par rapport à un proche pris en charge par la justice voire incarcéré pour des faits en lien avec de l'extrémisme violent ou venant de sortir de prison.

Enfin, les individus directement concernés, que nous accompagnons généralement en détention ou dans le cadre d'un mandat judiciaire et parfois sur plusieurs années. Ce sont donc des personnes

le cas de mineurs, se trouvant en IPPJ ou suivies par un service spécialisé de l'Aide à la jeunesse.

L'attention médiatique semble s'être détournée du radicalisme djihadiste... Est-ce de l'histoire ancienne?

La crise sanitaire ainsi que, plus récemment, la guerre en Ukraine ont contribué à reléguer à l'arrière-plan médiatique et politique les problématiques de radicalisation et de terrorisme. Sur le terrain, cependant, notre service continue d'être régulièrement sollicité pour ces questions et essentiellement en lien avec l'islamisme.

La chute du califat autoproclamé de l'Etat islamique début 2019 a certes provoqué, un peu partout en Europe, la fin des départs en zones de conflits et une baisse du nombre d'attentats, mais une grande partie des activités de notre service porte sur les suites du phénomène.

Nous accompagnons ainsi des personnes qui ont été condamnées pour des infractions à la

législation anti-terrorisme – notamment en lien avec des départs effectifs ou avortés dans la zone irako-syrienne – commises il y a plusieurs années et qui sont actuellement encore en détention ou sous mandat judiciaire. Avec elles, l'enjeu est désormais davantage, selon nous, de soutenir leur réinsertion sociale. Nous avons d'ailleurs déjà été témoins de réinsertions positives, ce qui est porteur d'espoir tant pour les travailleurs psycho-sociaux et éducatifs que pour la société dans son ensemble.

« Mais, (...), au-delà de l'extrémisme de droite, nous assistons aujourd'hui à une diversification des extrémismes violents, motivés par la haine des femmes et du féminisme (à l'instar des « Incels » ou « célibataires involontaires ») ou en lien avec le développement de mouvements dits « conspirationnistes », qui ont encore été exacerbés par la crise sanitaire. »

Le CAPREV intervient par ailleurs, depuis 2019, dans le cadre de rapatriements d'adultes mais aussi d'enfants qui sont nés ou ont grandi dans des camps au Nord de la Syrie, à travers un accompagnement psycho-social des enfants et des mères concernés, mais aussi un soutien aux professionnels qui les accompagnent, les côtoient. Concernant les enfants aussi, les retours que nous observons sont porteurs d'espoir... parce que ce sont des enfants fragilisés mais qui ont aussi beaucoup de capacités de résilience!

Rappelons enfin que si l'offre de Daech s'avère désormais beaucoup moins attractive, son idéologie continue à circuler dans ces contrées lointaines mais aussi chez nous, notamment sur les réseaux sociaux qui semblent avoir pris plus de place encore qu'auparavant avec la crise sanitaire. Nous continuons en effet à être sollicités par des familles

et des professionnels qui craignent l'engagement de jeunes gens, en ayant à l'esprit par exemple des passages à l'acte inspirés par la décapitation de l'enseignant Samuel Paty en France en octobre 2020. Si certains comportements jugés inquiétants peuvent, à l'analyse, révéler une simple conversion religieuse par recherche de spiritualité ou encore une provocation d'ado, d'autres sont effectivement objectivés par des enquêtes judiciaires et des condamnations récentes.

Le terreau qui a poussé de nombreux jeunes à s'engager dans le Djihad est en effet toujours présent. On suit à cet égard avec attention ce qu'il se passe en Afghanistan où les Talibans ont pris le contrôle, espérant que cela ne conduira pas à de nouvelles offres d'engagement séduisantes pour des personnes habitées par des sentiments d'injustice, un manque de reconnaissance, une quête de sens...

A travers votre travail de veille, quelles évolutions observez-vous en matière de radicalisme et d'extrémisme violents ?

En Amérique du Nord, mais aussi de plus en plus en Europe, nous sommes témoins depuis plusieurs années d'un essor de l'extrémisme de droite. Et ce, en partie en réaction à la vague d'attentats islamistes qui ont sévi au milieu des années 2010, alimentant la stigmatisation des musulmans. Les

extrémismes violents ont en effet cette particularité de s'alimenter les uns les autres !

Comme en témoigne l'assaut du Capitole aux Etats-Unis en janvier 2021, cette mouvance semble aujourd'hui en mesure de mettre en danger certaines démocraties occidentales. Bien qu'hétéroclite, elle est parvenue à se transnationaliser par la constitution d'un nouveau narratif mobilisateur au départ notamment du manifeste et de la tuerie d'Anders Breivik à Oslo en 2011, sources d'inspiration progressive d'autres attentats, à l'instar de celui mené contre deux mosquées à Christchurch, en Nouvelle-Zélande, en 2019. Internet, les réseaux sociaux, ont dans ce cadre pris un rôle non négligeable.

Mais, comme l'a par exemple analysé le politologue David Morin¹, au-delà de l'extrémisme de droite, nous assistons aujourd'hui à une diversification des extrémismes violents, motivés par la haine des femmes et du féminisme (à l'instar des « Incels » ou « célibataires involontaires ») ou en lien avec le développement de mouvements dits « conspirationnistes », qui ont encore été exacerbés par la crise sanitaire. Parmi les leaders de ces derniers mouvements, au Canada et aux Etats-Unis, on retrouve des figures issues de mouvances antigouvernementales, de mouvances dites « d'alter-science », de mouvements religieux, mais aussi, pour une partie importante, de mouvances d'ex-

trême droite ; des figures dont certaines prônent relativement ouvertement la légitimation de la violence.

Qu'en est-il plus spécifiquement de la Belgique ?

Certes, ces différentes mouvances radicales demeurent encore aujourd'hui relativement discrètes chez nous et n'ont en tous les cas pas encore débouché sur des attentats terroristes.

Toutefois, nous constatons que les idées extrémistes qu'elles véhiculent sont de plus en plus banalisées, alimentant la haine de l'autre et les polarisations sociales, et pouvant susciter des vocations. On peut, par exemple, penser à la dernière campagne présidentielle en France et à la montée de l'extrême droite... dont les discours polémiques et clivants ont été largement relayés dans notre propre pays.

Qu'elles soient d'extrémisme de droite, masculinistes, complotistes ou parfois même un peu tout cela à la fois, ces idéologies alimentent aussi sur les réseaux sociaux et parfois même en dehors des discours de haine, d'insulte, de menace et de légitimation du recours à la violence, de plus en plus nombreux et décomplexés.

En dehors de la censure et des suspensions de comptes opérées très imparfaitement par les grandes plateformes numériques, ces messages ne sont cependant d'ordinaire pas toujours sanc-

tionnés, échappant aux mailles de la justice... Et même quand ils le sont, ils ne sont généralement pas considérés par le monde judiciaire comme liés à un quelconque processus de radicalisation. Pourtant, certains nous semblent en relever...

L'affaire Sami Haenen

Sami Haenen a été condamné par la Cour d'assises de Liège en octobre 2020 à 12 mois de prison (assortie d'un sursis probatoire de deux ans pour le surplus de la détention préventive) pour délit de presse et menaces proférées sur les réseaux sociaux contre des féministes et les femmes en général : dans une vidéo, il le faisait par exemple en agitant une batte de baseball.

S'inscrivant dans la mouvance des « Incels », ce Flémallois de 34 ans, très actif sur les réseaux sociaux sous les pseudonymes de « Jean-Rachid Rambo » ou encore « Jean-Claude Rage », considérait les femmes comme ses ennemies, responsables de sa misère sexuelle et affective. Au départ relativement légers, se déclinant par exemple dans des chansons sur Youtube suscitant les rires de nombreux internautes, ses propos se sont par la suite radicalisés jusqu'à ce qu'il promette un jour de devenir « le nouveau Elliot Rodgers » : ce jeune Californien, invoquant sa haine des femmes et sa frustration sexuelle, a tué en 2014 plusieurs personnes dont trois femmes et en a blessé beaucoup d'autres. Devenu un héros parmi la communauté « Incels », il a inspiré quelques années plus tard l'attaque à la voiture-bélier de Toronto qui tuera huit femmes.

Quels ont été les effets de la crise sanitaire ?

En accentuant ou faisant naître les sentiments d'anxiété, d'injustice et de colère d'une partie de la population, elle semble avoir consolidé ces tendances.

Nous avons ainsi observé une interpénétration des mouvements de contestation face à la gestion de la crise sanitaire et de mouvements extrémistes politiques, de droite et complotistes en premier lieu. Là encore, si cela est apparu particulièrement manifeste en Amérique du Nord et dans quelques pays européens, au fil de la crise, la Belgique a été de plus en plus concernée.

L'affaire Jürgen Conings en mai 2021, ce militaire proche des milieux extrémistes de droite qui voulait notamment s'en prendre au virologue Marc Van Ranst, a par exemple révélé l'existence d'un nouveau type de menace contre les experts. Le soutien dont il a bénéficié de la part de milliers de citoyens sur Facebook alors qu'il était en fuite, armé et considéré comme une menace terroriste par le Parquet, est également interpellant.

On peut ainsi se demander si le curseur de l'acceptabilité et de la légitimation de la violence ne s'est pas encore déplacé au cours de la crise. Les messages d'insulte, de haine et de menace à l'encontre de décideurs politiques, d'experts mais aussi de journalistes, se sont en tous les cas démultipliés sur la Toile. Comme s'en inquiétait à ce propos, fin

2021, l'Organe de Coordination pour l'Analyse de la Menace (OCAM) : ces « discours de haine », dans le contexte d'une « opposition grandissante aux mesures sanitaires », semblent être devenus « de plus en plus acceptés socialement, augmentant le risque que cela mène à un incident violent »³. Au cours de l'année, ajoutait l'OCAM, plusieurs interventions avaient d'ailleurs « déjà eu lieu auprès d'individus responsables de propos haineux sur Internet, dans le but de prévenir des actes plus graves, notamment des actes effectifs de violence physique ».

« (...) le contexte actuel continue à être vecteur d'incertitudes, d'angoisses, de mal-être, d'isolement, de polarisation des idées voire de ruptures de dialogues autour de nombreux sujets de société (migrations, religion, sécurité sociale, rapports de genre, diversité des orientations sexuelles, etc.), soit autant d'éléments qui peuvent alimenter des parcours de radicalisation violente, tous horizons idéologiques confondus. La guerre menée par la Russie de Poutine aux « portes de l'Europe », n'a fait que nourrir encore un peu plus ce climat anxieux... »

Des mouvements radicaux se sont même immiscés dans les manifestations contre les mesures sanitaires. On a par exemple pu y voir apparaître de plus en plus le sigle de QAnon. Comme l'a observé Jacinthe Mazzocchetti³, le contexte particulièrement anxiogène de la pandémie conjugué aux mécanismes de « bulles informationnelles » des réseaux sociaux, ont manifestement contribué au développement de ce type de mouvements chez nous.

Avec le recul de la pandémie, les autorités ont levé la plupart des mesures sanitaires et la situation s'est depuis lors apaisée. Mais qui sait ce qu'il serait advenu si cela n'avait pas été le cas ? Et quand bien même elle serait définitivement derrière nous, la crise sanitaire va

assurément laisser des traces pendant longtemps encore : elle a renforcé les inégalités, les polarisations sociales – autour des mesures sanitaires et des vaccins, mais aussi par exemple des « étrangers » – ainsi que la défiance d'une partie non négligeable de la population envers les autorités et les médias traditionnels.

De façon plus générale, le contexte actuel continue à être vecteur d'incertitudes, d'angoisses, de mal-être, d'isolement, de polarisation des idées voire de ruptures de dialogues autour de nombreux sujets de société (migrations, religion, sécurité sociale, rapports de genre, diversité des orientations sexuelles, etc.), soit autant d'éléments qui peuvent alimenter des parcours de radicalisation violente, tous horizons idéologiques confondus. La guerre menée par la Russie de Poutine aux « portes de l'Europe », n'a fait que nourrir encore un peu plus ce climat anxieux...

Comment expliquer, au vu des développements que vous venez de mettre en avant, que vous soyez encore essentiellement sollicités pour des problématiques de djihadisme ?

Même si les menaces se font de plus en plus nombreuses et palpables, le fait que notre pays a jusqu'ici été plus ou moins épargné par des attentats ou d'autres violences spectaculaires et fortement médiatisées, joue certainement un rôle.

D'autres facteurs nous semblent cependant également entrer en ligne de compte.

Tout d'abord, l'étiquette accolée au CAPREV : bien que, depuis le début, nous insistons sur le fait que nous intervenons sur toutes les formes de radicalisme et d'extrémisme violents, le fait que nous ayons été créé à la suite des attentats de 2015-2016 et de la vague de départs vers la Syrie, a vraisemblablement pour effet que nous soyons encore largement associés dans l'esprit des gens à l'islamisme radical.

Ensuite, on peut se demander si cela ne tient pas aussi à un biais de perception : tant les professionnels (enseignants, intervenants psycho-sociaux, acteurs du monde judiciaire, etc.) que les citoyens ordinaires (familles, proches, etc.) et les médias semblent en effet encore avoir du mal à percevoir certaines mouvances, propos ou comportements comme dignes de l'étiquette « radicalisation » ou « extrémisme violent » dès lors qu'ils ne sont pas en lien avec l'islamisme...

En fait, on remarque que le radicalisme violent demeure largement associé dans les esprits au seul terrorisme, ce qui nous semble fort restrictif. Comme le constate David Morin⁵, sur fond de montée en puissance des mouvements d'extrême droite et masculinistes en Amérique du Nord et en Europe, nombre d'actes relevant de l'incitation à la haine ou motivés par la haine à l'égard d'une

catégorie de personnes définies par leur prétendue race, leur orientation sexuelle, leur genre, etc., sont en réalité les manifestations d'idéologies extrémistes violentes. À l'instar du Centre de Prévention de la Radicalisation Menant à la Violence (CPRMV), notre pendant québécois, nous cherchons ainsi aujourd'hui à étendre (ou plutôt rendre effective) notre offre d'accompagnement à des auteurs de certaines infractions visées par la législation relative au racisme, à la discrimination, à la négation ou à l'approbation de l'holocauste, etc.

Dans ce cadre, nous analysons la jurisprudence en la matière, nous avons des échanges réguliers avec UNIA, et nous amorçons un travail de sensibilisation, notamment auprès des acteurs du monde judiciaire, afin qu'ils puissent élargir leur perspective et ainsi davantage identifier et orienter vers nous des personnes qui ont été poursuivies ou condamnées pour de tels crimes ou délits en étant motivés par une idéologie. Il va cependant probablement falloir encore un certain temps pour que les représentations et les réflexes changent...

NOTES

1. Le CAPREV se situe au sein de L'Administration Générale des Maisons de Justice et fait partie du Réseau de prise en charge des extrémismes et des radicalismes violents. La page du Réseau consacrée au CAPREV: <https://extremismes-violents.cfwb.be/aide/>
2. MORIN D., webinaire du 10 novembre 2021 organisé par le Réseau de prise en charge des extrémismes et des radicalismes violents autour de l'ouvrage collectif: MORIN D. et AOUN S. (dir.), *Le nouvel âge des extrêmes ? Les démocraties occidentales, la radicalisation et l'extrémisme violent*, Montréal, PUM, 2021, podcast accessible sur : <https://extremismes-violents.cfwb.be/evenements/webinaires-interne>.
3. Communiqué du 6 décembre 2021 sur le site de l'OCAM : <https://ocam.belgium.be/20-mois-de-crise-du-coronavirus-engendrent-une-opposition-aux-mesures-sanitaires-davantage-de-polarisation-et-de-menaces/>
4. MAZZOCCHETTI J., webinaire du 10 février 2021 organisé par le Réseau de prise en charge des extrémismes et des radicalismes violents autour du thème « Crise sanitaire, confinement et expression de thèses complotistes », podcast accessible sur : <https://extremismes-violents.cfwb.be/evenements/webinaires-interne>.
5. MORIN D., *op. cit.*

Pensée complotiste sur fond de crises

Jacinthe MAZZOCCHETTI *Anthropologue (LAAP - UCLouvain)*

Avec la crise sanitaire, la diffusion des théories du complot a encore gagné en ampleur. Jacinthe Mazzocchetti, anthropologue au Laboratoire d'Anthropologie Prospective (LAAP) de l'UCLouvain, a mené une enquête auprès de personnes « prises » dans la pensée complotiste afin de mieux en saisir les ressorts. Pourquoi et à travers quels processus adhèrent-elles à ces théories ? Avec quels effets, quels risques ? À quoi les travailleurs sociaux et éducatifs en lien avec ces personnes doivent-ils être particulièrement attentifs ?

Qu'est-ce que le complotisme ?

Le complotisme, aussi nommé conspirationnisme, est une manière de voir et d'analyser le monde, ses malheurs et ses injustices, en termes de complots. C'est une pensée totalisante, absolue, manichéenne, qui ne laisse guère de place à la nuance, gommant la complexité du monde pour tout expliquer par l'action nuisible d'un groupe de personnes opérant en secret.

La pensée complotiste peut conduire à adhérer à des théories du méga-complot. Le but de celui-ci serait l'établissement d'une domination totale

sur le monde par une élite d'initiés. Les théories du complot les plus répandues s'inscrivent souvent dans une telle perspective : pensons à celles des reptiliens, des illuminatis, du Nouvel ordre mondial ou encore plus récemment de QAnon. Certaines de ces théories peuvent paraître particulièrement farfelues, fantaisistes, avancer comme certitudes de parfaites affabulations : par exemple, certains dirigeants feraient de la magie noire et s'adonneraient à des abus sexuels pédosatanistes, ce qui leur procurerait des pouvoirs surnaturels, illimités (en sus de leurs pouvoirs économiques et politiques réels)... Mais d'autres sont plus subtiles, plus diffuses.

Plutôt qu'à un méga-complot, la pensée complotiste peut aussi mener une personne à croire à diverses théories plus ponctuelles, plus ciblées, moins englobantes...

Dans un cas comme dans l'autre, ces théories imprègnent les esprits par petites doses, car elles contiennent toujours une part de vérité. Chacun y prend ce qui lui convient et peut y obtenir la réponse qu'il cherchait parfois désespérément : pourquoi il ne trouve pas sa place, pourquoi il

échoue, pourquoi le monde va mal, pourquoi il y a des injustices, etc.

Certaines personnes se laissent aussi convaincre parce qu'elles savent que, véritablement, des complots existent, ont existé par le passé. L'histoire est en effet parsemée de complots avérés, de projets fomentés en secret. Que l'on songe aux multiples complots de ou contre la Cour de France. Ou pour citer un exemple plus récent, aux enquêtes journalistiques et scientifiques très bien documentées² qui ont révélé comment les grands industriels du tabac ont manipulé l'opinion publique et instrumentalisé des collectifs de médecins, afin de dissimuler aussi longtemps que possible les effets nocifs du tabac sur la santé.

Mais le but premier des conspirateurs est généralement de servir leurs propres intérêts, qu'ils soient financiers, politiques ou autres, et non de nuire à autrui et par exemple de semer le chaos, bien que pour certains, cela puisse être une voie pour atteindre leur objectif...

« Ce contexte de forte incertitude, conjugué à la situation d'enfermement et d'isolement suscitée par les confinements successifs, a renforcé chez une partie de la population des difficultés à appréhender et à décoder le réel, et la disposition à se raccrocher à des explications aux raisonnements parfois complètement biaisés mais qui leur parlent, font écho à leurs émotions. »

Avec la crise sanitaire, la diffusion et l'intensité des théories du complot semblent avoir franchi un nouveau seuil. Pourquoi?

La crise sanitaire a installé une forme de panique collective et un flot de questionnements et d'angoisses. Elle est venue en fait accentuer des craintes qui étaient déjà présentes, nourries par les crises antérieures, tout en faisant émerger de nouvelles en lien avec la santé, les liens sociaux, les libertés... Les mesures portant atteinte à ces dernières ont par exemple nourri le thème récurrent de l'instauration d'un pouvoir totalitaire cher à la thèse du Nouvel ordre mondial et d'autres théories du méga-complot.

Ce contexte de forte incertitude, conjugué à la situation d'enfermement et d'isolement suscitée par les confinements successifs, a renforcé chez une partie de la population des difficultés à appréhender et à décoder le réel, et la disposition à se raccrocher à des explications aux raisonnements parfois complètement biaisés mais qui leur parlent, font écho à leurs émotions.

Les confinements et plus largement les mesures de distanciation sociale ont aussi conduit les gens à passer plus de temps sur le Net et les réseaux sociaux. Or, comme chacun sait, la recherche sur la Toile ne donne pas toujours des informations fiables et que dire des réseaux sociaux où, depuis plusieurs années déjà, les théories du complot trouvent un lieu de diffusion et d'adhésion privilégié.

Les incohérences, les ambiguïtés dans les discours et les communications de nos dirigeants, qui n'étaient pas à une contradiction près, ont encore accentué le malaise des citoyens. Que l'on pense, par exemple, à la saga des masques en début de pandémie... Sans porter ici de jugement sur cette gestion erratique d'une situation inédite à laquelle personne n'était vraiment préparé, reconnaissons que cela a pu favoriser le basculement de certains de la méfiance vers la pensée conspirationniste.

De même, les désaccords entre experts, d'ordinaire exprimés entre pairs au sein de colloques et de revues académiques, se sont étalés sur la place publique. L'impossible consensus scientifique n'a fait que semer encore un peu plus le doute dans l'esprit des citoyens, avec une méfiance accrue envers les experts dont certains sont devenus les conseillers attirés des responsables politiques.

Quel rôle jouent les réseaux sociaux dans l'intérêt porté aux thèses conspirationnistes ?

Des recherches ont montré que les personnes qui adoptent une lecture conspirationniste du monde s'informent en priorité via Internet et ses médias sociaux³, ce qui est aussi en cohérence avec leur méfiance à l'égard des médias traditionnels.

Or, comme on le sait, les algorithmes jouent un rôle non négligeable au niveau de l'information. Sur Internet et, en premier lieu, sur des réseaux sociaux tels que Facebook ou YouTube, une fois qu'une personne manifeste ne fut-ce qu'un début

d'intérêt pour un type de contenu (ouverture, commentaire, like, recherche par mots-clés, etc.), il lui sera automatiquement proposé d'autres contenus semblables.

Mais même sans les algorithmes, les gens sont naturellement attirés par ce qui conforte leurs idées, leurs ressentis. Ainsi, plus la personne est absorbée dans une pensée complotiste, plus elle cherchera et portera attention à des contenus qui viendront valider ses doutes, son point de vue. Or, sur les réseaux sociaux, il y a toujours de quoi alimenter ses idées !

Au-delà des réseaux sociaux, comment expliquer que les théories du complot connaissent un tel succès aujourd'hui ?

Le contexte actuel, les crises – économique, sociale, migratoire, etc. – qui se succèdent et le dérèglement climatique qui laisse entrevoir de nombreuses catastrophes, génèrent beaucoup d'anxiété, de peurs et de questionnements. Face aux difficultés de nos gouvernements à y répondre et à produire de nouveaux récits porteurs d'espoir, les gens sont davantage disposés à accepter des réponses simples, faciles, totalisantes : des discours populistes, voire extrémistes, mais aussi des discours complotistes dans lesquels puisent d'ailleurs volontiers les mouvements populistes et extrémistes, quand ils ne les produisent pas eux-mêmes.

Des travaux en psychologie sociale⁴ ont montré que, face au sentiment de « menace imminente », adhérer à des croyances même « irrationnelles » est

un moyen de se protéger et de catalyser l'incertitude... De même, le déni – par exemple de la réalité de la pandémie – peut être une forme de réaction de survie psychique.

Ces théories du complot ont en effet quelque chose d'apaisant, de rassurant. Elles viennent relier à une seule et même cause, à un groupe de coupables, une large variété de problèmes et d'expériences négatives. Soudain, tout s'éclaire et s'apaise, on a compris ! Du moins, au début, car entrer dans un mode de pensée complotiste peut mener à une angoisse exacerbée, voire à la paranoïa : soupçons et peurs permanentes, recherche inlassable d'indices corroborant sa théorie...

L'entrée dans l'univers complotiste peut en outre répondre à un manque d'estime de soi. On se trouve une nouvelle identité, on devient un « éveillé ». On peut même endosser une mission et devenir un « éveilleur » qui informe, transmet la « vérité » aux autres en dépit de l'adversité et des railleries.

Indissociablement, cela peut répondre à des besoins d'appartenance et de socialisation. On n'est plus seul, on fait partie d'une communauté. D'abord sur les réseaux sociaux : on s'échange des contenus, on discute, on prend des nouvelles les uns des autres ; puis hors ligne : on s'entraide, on s'organise pour aller manifester ensemble (covoiturage, hébergement, etc.). Il y a ce sentiment très fort chez certains de prendre part à une grande aventure collective.

« Des travaux en psychologie sociale ont montré que, face au sentiment de « menace imminente », adhérer à des croyances même « irrationnelles » est un moyen de se protéger et de catalyser l'incertitude... »

Enfin, comme je l'ai déjà évoqué, l'expansion des théories du complot est aujourd'hui aussi fortement favorisée par la méfiance de pans de plus en plus larges de la population vis-à-vis des institutions officielles.

Quel est l'objet de cette méfiance ? D'où provient-elle ?

Cette perte de confiance qui se mue parfois en défiance, en rejet, s'oriente en premier lieu contre le monde politique avec cette idée que tous les décideurs seraient des incompetents voire des corrompus, seulement soucieux de leurs intérêts personnels ou soumis à ceux des multinationales, de l'Union européenne, etc. On entend de plus en plus de gens se plaindre qu'ils ne comptent pas, qu'ils n'existent pas pour ceux qui détiennent les rênes du pouvoir.

Mais elle a également pour cible les médias traditionnels, jugés eux aussi incompetents ou à la solde d'intérêts politiques ou économiques. Elle tend même aujourd'hui à s'étendre à tout acteur reconnu, légitimité par les institutions officielles : les scientifiques qui ont pris part à la gestion de la crise sanitaire en sont un exemple.

Cette méfiance repose en partie sur des visions fantasmées du pouvoir, de qui le détient, de ce qu'est la démocratie, mais pas complètement. Des faits existent témoignant de dysfonctionnements, d'incohérences, de dérives qui se répètent. Ces dernières années ont par exemple été mis à jour

divers scandales politiques, en Belgique et ailleurs. On ne peut pas non plus ignorer l'importance dans le monde actuel des logiques de lobbying et des rapports de force en coulisse, notamment de la part de grandes firmes, et de leur influence sur les prises de décision : c'est devenu un mode de fonctionnement normal du jeu politique, pas (toujours) illégal en soi, mais interpellant.

On a beaucoup ri au nez de ceux qui, au cours de la crise sanitaire, ont manifesté des soupçons à l'égard des campagnes de vaccination... Certes, ce soupçon a parfois pris la forme de romans de science-fiction (injection de puces 5G pour nous tracer, par exemple) ; il est toutefois un fait bien documenté que de grandes firmes ont commis des abus par le passé (tests de vaccins sur des populations d'Inde, d'Afrique, etc.) et exercent de façon parfois très peu transparente diverses formes d'influence tant sur la recherche scientifique que sur les prescriptions du corps médical⁵.

Il y a peut-être une tendance à trop vite cataloguer de complotiste celui qui n'est pas d'accord avec le gouvernement ou la pensée dominante et émet une hypothèse différente, une vision décalée ?

Une personne qui se laisse séduire par des idées, des hypothèses complotistes ou soi-disant complotistes, n'est effectivement pas nécessairement dans un schéma complotiste ! Mais tout dépend de la capacité de la personne à prendre du recul, de sa vigilance qui doit être sans cesse en éveil. Car, une

fois que l'on se met à lire des blogs, à fréquenter des communautés qui surfent sur cette vague, on peut très vite être happé, entraîné dans un engrenage qui peut conduire vers une lecture conspirationniste de tout ce qui se passe pour soi et dans le monde.

Plutôt en tout cas que de stigmatiser les adeptes des théories du complot, voire de tenter de les faire taire, il serait largement temps d'entendre et de prendre au sérieux la critique politique et sociétale qu'elles sous-tendent. Car si on ne s'attaque pas aux nombreux chantiers de notre démocratie, les sentiments d'injustice, d'inégalités, de colère ou de désolation continueront de grandir et de nourrir les complotismes comme les extrémismes de tous bords...

Le fait d'être étiqueté de complotiste peut également renforcer des convictions encore naissantes ?

Parfois, en effet, plus ces personnes font l'objet de disqualifications, plus elles sont fières d'être ce qu'elles sont, de faire ce qu'elles font, retournant ainsi le stigmate un peu à la manière des jeunes des banlieues qui se revendiquent d'être les « bad boys » ou les « caïra » du quartier. Au cours de la crise sanitaire, certains se sont par exemple mis à agrémenter leurs publications du hashtag #jesuis-complotiste. Il arrive aussi que les plus actifs et les plus productifs se dotent d'une vraie renommée parmi les adeptes, à l'instar de cet ancien gilet

jaune qui, chaque soir, tenait son JT alternatif sur YouTube suivi par quelques milliers de personnes.

Le réflexe face à l'attitude condescendante et dénigrante de leurs semblables sera pour certains de se replier dans des sociabilités électives – là encore généralement en ligne –, des communautés de gens qui les comprennent, partagent les mêmes questionnements, les mêmes points de vue...

De plus, se faire traiter de complotiste sera parfois vécu d'emblée comme galvanisant : ce sera être reconnu comme « sortant du lot », refusant d'être comme la masse des moutons obéissants. Ils ont le sentiment de détenir la clé, d'avoir percé le grand mensonge, et apprécient le fait de faire polémique : « On essaie de nous faire taire parce que nous pointons le doigt sur la vérité qui dérange ! »

Souvent, l'entourage, la famille, des amis vont tenter de les remettre dans le « droit chemin » en expliquant en quoi ils ont tort. Mais ces tentatives de déconstruction frontale du discours complotiste sont souvent vouées à l'échec et conforteront les personnes dans leurs convictions. Un risque d'escalade, un début de polarisation peut même survenir : les uns traitant les autres de complotistes farfelus prêts à croire n'importe quelle théorie fumeuse, et ceux-ci qualifiant en retour les premiers de marionnettes, d'idiots crédules, voire de complices du complot en marche...

Si je peux ainsi me permettre de donner ici un conseil aux enseignants et aux intervenants psycho-

sociaux qui sont confrontés à des personnes qui adhèrent à des théories du complot, c'est d'éviter de rentrer dans cet étiquetage et cette confrontation pour privilégier encore et toujours l'écoute : entendre le vécu de ces personnes, essayer de comprendre ce qu'elles cherchent, ce qu'elles trouvent comme réponses dans les théories du complot, ce que leur adhésion recouvre comme critique sociétale, mais aussi parfois comme mal-être, angoisse, sentiment d'injustice, etc. ?

Faut-il cependant s'inquiéter du succès croissant de la pensée complotiste ?

La pandémie a favorisé l'émergence de pensées dissonantes, parfois à tendance complotiste et avec elles de communautés d'initiés, polarisant la société en deux camps : les anti-(mesures de restrictions des libertés, vaccins, etc.) et les autres (adhérant aux mesures sanitaires, à la vaccination, etc.). Deux camps qui avaient bien des difficultés à se comprendre, à dialoguer. J'ai vu des familles se déchirer en raison de leurs points de vue inconciliables, des amis cesser de se fréquenter ou éviter soigneusement le sujet de peur que cela ne vire à la dispute ou à une tentative de conversion !

À partir du moment où le dialogue n'est plus possible et que, pour une part importante de la population, la confiance dans les représentants politiques et les institutions est rompue, c'est le fonctionnement même de notre démocratie qui est menacé...

Ce qui inquiète également, c'est de constater que les mouvements extrémistes en profitent pour gagner en visibilité et répandre leurs idées. Tout au long de la crise sanitaire, l'appétence des mouvements d'extrême droite, en particulier, pour les théories du complot a été particulièrement manifeste : leurs leaders comme leurs militants de base ont régulièrement cherché à attiser la colère contre les autorités et les médias en partageant diverses théories du complot concernant les vaccins, les mesures de restriction des libertés, etc.

« Ce qui inquiète également, c'est de constater que les mouvements extrémistes en profitent pour gagner en visibilité et répandre leurs idées. Tout au long de la crise sanitaire, l'appétence des mouvements d'extrême droite, en particulier, pour les théories du complot a été particulièrement manifeste [...] »

On a même vu des mouvements étrangers mêlant complotisme et extrémisme de droite gagner des adeptes chez nous. QAnon, né et jusqu'alors circonscrit aux États-Unis, en est une illustration.

De façon plus générale, des frontières sont tombées : des citoyens ordinaires et des militants de collectifs éloignés des cercles extrémistes se sont retrouvés à fréquenter les mêmes groupes virtuels qu'eux, mais aussi plus tard à manifester à leurs côtés. Certains sans vraiment s'en rendre compte, d'autres en soulignant que leur commune opposition aux mesures sanitaires était plus forte que leurs différences « idéologiques »... Cette porosité est relativement nouvelle, et peut faire craindre une certaine banalisation de l'extrémisme de droite, voire des conversions politiques de certains citoyens...

Des glissements vers la violence sont-ils possibles ?

Face à des groupes malfaisants qui conspirent contre le peuple, face à la crédulité et l'absence de réaction de la majeure partie de la société, certains adhérents aux théories du complot finissent en effet par se dire que la violence devient la seule solution.

Beaucoup placent par exemple leur espoir dans l'action d'un « sauveur » – rôle aujourd'hui souvent attribué à des leaders populistes très à droite et avides d'un pouvoir « fort » tels que Trump (avant sa défaite électorale), Poutine ou Bolsonaro – et d'une guerre à venir, qui permettra de faire un grand « reset », de créer un nouveau monde avec des fonctionnements politiques, économiques et sociaux plus justes...

Aux États-Unis, on a eu ainsi le triste exemple du mouvement QAnon, mais il faut savoir que beaucoup de Belges que je suivais, sans eux-mêmes pratiquer la violence, en sont venus à justifier l'assaut du Capitole comme une étape nécessaire vers le renouveau. Cela est déjà très inquiétant en soi !

Plus récemment, beaucoup de gens dans les sphères complotistes ont légitimé l'invasion de l'Ukraine par la Russie de Vladimir Poutine, présentant par exemple cette guerre comme une opposition de ce « sauveur » face au Nouvel ordre mondial avec lequel l'OTAN aurait partie liée...

NOTES

1. L'anthropologue expose notamment les enseignements de sa recherche dans : MAZZOCCHETTI, J. « De la conspiration: sentiment d'irréalité, colère et (imp)puissance », in MAZZOCCHETTI et P.-J. LAURENT, *Dans l'oeil de la pandémie. Face-à-face anthropologique*, Louvain-la-Neuve, Academia, 2021, pp. 43-70 ; MAZZOCCHETTI J., webinaire du 10 février 2021 organisé par le Réseau de prise en charge des extrémismes et des radicalismes violents autour du thème « Crise sanitaire, confinement et expression de thèses complotistes ».
2. Foucart S., *La fabrique du mensonge : comment les industriels manipulent la science et nous mettent en danger*, Paris, Gallimard, 2014 ; Robert Proctor, *Golden Holocaust. La conspiration des industriels du tabac*, Paris, Broché, 2014.
3. LITS G., COUGNON L.-A., HEEREN A., HANSEEUW B. et GURNET N., *Analyse de « l'infodémie » de Covid-19 en Belgique francophone*, Observatoire de recherche sur les médias et le journalisme, 2020.
4. BOTTEMANNE H., MORILÅAS O., CHMIDT L. et FOSSATI P., « Coronavirus : cerveau prédictif et gestion de la terreur », *L'Encéphale*, vol. 46, n°3, 2020, pp. 107-113.
5. NDLR : À cet égard, voir par exemple la récente enquête collaborative menée par quatre médias belges sur les liens financiers entre l'industrie pharmaceutique et les professionnels et organisations du secteur de la santé : COUNASSE X., KIHLL L. et DERCLAVE G., « Enquête: la grande générosité de Big Pharma », *Le Soir*, [lesoir.be/438573/article/2022-04-27/enquete-la-grande-generosite-de-big-pharma](https://www.lesoir.be/438573/article/2022-04-27/enquete-la-grande-generosite-de-big-pharma)

Des compétences médiatiques mises à rude épreuve

Patrick VERNIERS *Directeur du Conseil Supérieur de l'Éducation aux Médias (CSEM)*

Internet et ses réseaux sociaux ont profondément modifié notre rapport aux médias. De la démultiplication des sources d'information à la fiabilité très variable aux discours populistes et radicaux, en passant par ces algorithmes qui exploitent nos biais cognitifs pour orienter notre navigation, nos compétences médiatiques sont mises à rude épreuve. Patrick Verniers, directeur du CSEM de la Fédération Wallonie-Bruxelles, nous partage ses constats et sa vision de l'éducation aux médias.

Peut-on dire que l'arrivée d'Internet a considérablement modifié le rapport des citoyens aux médias ?

Bien évidemment. Tout d'abord, les médias traditionnels n'ont plus le monopole de l'information ; l'offre s'est diversifiée, les médias se sont multipliés, le citoyen a l'embaras du choix s'il veut s'informer.

De consommateur, récepteur plutôt passif, il occupe aussi aujourd'hui un rôle beaucoup plus actif : il surfe, navigue sur le Net, sélectionne les infos qui l'intéressent, les organise, les like, les commente, les partage, et il peut même en produire lui-même

sur différents canaux et en utilisant l'écrit, le son, l'image, tout est possible...

Cette évolution pose-t-elle problème ?

La multiplication de l'offre, le fait que tout le monde peut publier de l'information n'est pas sans risques. Le citoyen peut se sentir perdu, ne plus savoir qui croire, que croire, à quel média faire confiance, où est la vérité, comment faire un tri parmi tout ce qui circule comme informations. Sans être éclairé, il peut se faire berner, se laisser mener en bateau...

Or, le monde d'aujourd'hui est un monde qui change et il devient de plus en plus difficile de décrypter ce qui se passe autour de nous : mondialisation, crises successives (économique, politique, climatique, sanitaire...), émergence de nouveaux problèmes publics et indissociablement de nouvelles incertitudes et controverses, brouillage des repères...

Le besoin de trouver des réponses est immense. Internet peut donner la sensation qu'il a toutes les réponses, ou mieux qu'il propose à notre libre ar-

bitre de nombreuses réponses parmi lesquelles il nous suffit de choisir. Mais la difficulté, c'est que tout le monde n'a pas l'expertise ni les outils de vérification adéquats. C'est aussi oublier le rôle des géants du Web, qui génèrent leur colossal chiffre d'affaires grâce aux algorithmes qui pilotent nos visites, orientent nos recherches, captent nos données, nos curiosités (pas toujours saines !) et guident largement nos choix.

Parlez-nous de ces algorithmes...

Les algorithmes sont indispensables pour naviguer dans une masse de données et d'informations: ce sont d'abord des outils, des logiciels au service de l'utilisateur. Mais en même temps, ils visent à garder les internautes actifs et captifs aussi longtemps que possible, de manière à augmenter les revenus publicitaires. Pour ce faire, ils vont notamment proposer aux internautes des contenus en lien avec ceux qu'ils ont précédemment aimés, commentés, partagés...

À terme, ce système peut favoriser un enfermement dans ce qu'on appelle une « bulle » cognitive

ou informationnelle. Par exemple, un internaute, sans emploi et peinant à trouver sa place dans la société, cherche sur la Toile des gens dans la même situation que lui, qui partagent ses problèmes et le comprennent. L'un d'eux lui transmet le lien vers une vidéo qui véhicule la théorie du complot du Grand remplacement, selon laquelle la population occidentale chrétienne

« Le biais de confirmation est particulièrement activé sur les réseaux sociaux : nous sommes naturellement attirés par les informations qui valident nos pré-suppositions, nos sentiments, qui font écho à nos inquiétudes, etc. Il s'articule à notre tendance à l'homophilie : nous rejoindrons telle communauté en ligne parce qu'elle rassemble des personnes qui nous ressemblent, qui pensent comme nous... »

serait en train d'être substituée par une population originaire du Maghreb et d'Afrique subsaharienne, le tout avec la complicité de nos dirigeants... Cette vidéo faisant écho à ses difficultés, fournissant une explication simple à ses échecs, il va la visualiser jusqu'au bout et même la commenter, sans nécessairement encore adhérer pleinement au message. La machine peut alors assez vite s'enclencher : de fil en aiguille, il va se voir proposer par les algorithmes d'autres contenus aux relents xénophobes, voire à terme se retrouver embrigadé au sein de communautés d'extrême droite dont sont issus ces contenus.

Comme cet exemple l'illustre, pour garder ainsi captifs les internautes, ces algorithmes tablent en fait largement sur ce qu'on appelle les biais cognitifs, du moins certains d'entre eux.

Que sont ces biais cognitifs ?

Ces biais sont des raccourcis que notre pensée emprunte pour faire le tri dans le flot d'informations reçues. Pour ne pas être noyée, elle en retiendra certaines au détriment d'autres en fonction de différents filtres qui s'opèrent plus ou moins inconsciemment.

Largement étudiés en psychologie sociale, ces biais font aussi l'objet de toutes les attentions des agences de marketing et des publicistes, puisqu'ils permettent d'influencer les choix, en faisant appel non pas à notre rationalité mais à nos intuitions, nos émotions, aux associations automatiques d'idées, etc.

Le biais de confirmation est particulièrement activé sur les réseaux sociaux : nous sommes naturellement attirés par les informations qui valident nos pré-suppositions, nos sentiments, qui font écho à nos inquiétudes, etc. Il s'articule à notre tendance à l'homophilie : nous rejoindrons telle communauté en ligne parce qu'elle rassemble des personnes qui nous ressemblent, qui pensent comme nous...

De cette façon, nous gagnons en sérénité, car nous n'entendons aucune voix discordante, ce qui renforce notre point de vue initial et notre tendance à nous fier à notre pensée automatique, bien moins fatigante que l'esprit critique !

En travaillant avec les personnes sur ces biais, on peut dépasser la seule analyse de la propagande

et autres contenus médiatiques à risques, pour les amener à prendre conscience de leurs propres cadres interprétatifs, de leur rapport personnel aux médias en fonction de leur subjectivité, de leurs affects, de leur vécu...

Précisons cependant que si ces processus cognitifs s'opèrent en partie à notre insu, la plupart d'entre nous ne sont pas complètement dupes et apprécient que les algorithmes nous baladent en tenant compte de nos intérêts, voire nous proposent des produits susceptibles d'intéresser les consommateurs que nous sommes. Mais c'est peut-être ce qui rend le système plus pernicieux encore.

Les citoyens ont aussi beaucoup moins confiance dans les médias traditionnels qu'auparavant. Comment l'expliquer ? N'est-ce pas à rattacher à une tendance au doute généralisé ?

En 2017, une enquête évaluait le degré de confiance des jeunes francophones envers différents métiers. À peine plus d'un quart des sondés déclaraient se fier aux journalistes (27 %), seuls les hauts fonctionnaires de l'administration (21 %) et les politiciens (10 %) obtenaient une plus mauvaise cote¹... La crise sanitaire a sans aucun doute encore amplifié cette méfiance d'une partie conséquente de la population, jeune et moins jeune, voire l'a fait naître en ce qui concerne les spécialistes de la santé (virologues, épidémiologistes, etc.).

Cette tendance à tout remettre en question est effectivement très contemporaine. C'est rassurant d'un côté, car cela montre que les individus sont moins crédules que par le passé, moins enclins à croire tout ce qu'on leur raconte... Mais d'un autre côté, cette suspicion généralisée (« on nous cache tout, on nous dit rien ! ») pollue en quelque sorte leur capacité à être rationnel, objectif, analytique, et peut même être à l'origine de dérives en matière de post-vérité, de relativisme, de complotisme...

Les réseaux sociaux constituent pour certains une source d'information, voire leur seule source d'information. Quels sont les risques ?

En favorisant le repli dans des schémas de pensée plus ou moins exclusifs, les réseaux sociaux peuvent amener les personnes à se situer dans une logique du « nous » contre « eux ». C'est ce qu'on appelle la polarisation. Les « eux » peuvent être tous ceux qui sont différents et pensent autrement que « nous » : telles personnalités, tels groupes de personnes, telles communautés... Ceux-ci deviennent alors une cible à malmenier, comme en témoignent les messages de haine et d'insulte qui sont parfois déversés sur le Net.

Certains personnages publics y contribuent d'ailleurs largement. Dans une veine populiste qui a le vent en poupe, à travers des tweets ou posts Facebook, ils suscitent, amplifient, instrumentalisent les sentiments de peur, de colère, de frustration qui peuvent exister au sein de la population pour atteindre telle ou telle cible (étrangers, femmes,

homosexuels, intellectuels, autres représentants politiques, journalistes, etc.). Si on les interpelle par la suite, ils diront volontiers que ça leur a échappé, qu'ils faisaient de l'humour qui a été mal compris, etc. Mais en réalité, ces messages font partie de leur stratégie de quête de visibilité : ils savent très bien en effet que ce sont les propos choquants, polémiques et provocateurs qui font le plus le buzz, quand bien même une partie des réactions les condamnent ou les critiquent !

Face aux messages de haine, à la désinformation ou encore aux propagandes extrémistes, les plateformes n'ont-elles pas une obligation de régulation ?

Bien sûr, les plateformes de partage de contenus sont considérées dans l'Union européenne comme des espaces publics, où tout n'est pas autorisé, et elles ont l'obligation de bloquer les contenus illicites qu'elles repèrent ou qui leur sont signalés. Telle qu'elle est pratiquée actuellement, cette autorégulation est cependant très imparfaite et peu transparente.

Les choses sont néanmoins en train de bouger, de nouvelles normes européennes sont mises en place afin de mieux encadrer les géants du numérique². Le Digital Services Act (DSA), qui devrait entrer en vigueur en 2023, imposera ainsi des procédures de signalement plus claires et plus simples pour les utilisateurs ainsi qu'une obligation des plateformes d'y réagir rapidement. La Commission européenne évoque également la possibilité d'un accès des États membres aux algorithmes des grandes plateformes, afin notamment qu'elles

cessent de promouvoir de fausses informations et des discours dangereux. Ces plateformes seront en outre auditées une fois par an par des organismes indépendants placés sous la surveillance de la Commission, et des amendes proportionnelles à leur chiffre d'affaires leur seront infligées en cas d'infractions répétées.

On peut bien sûr se réjouir de ces changements législatifs. Toutefois, au vu de la prolifération d'utilisateurs et de contenus sur les réseaux sociaux, de la vitesse à laquelle ces derniers se propagent, mais aussi de la frontière pas toujours évidente (messages implicites, humour, etc.) entre ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas, la Toile ne sera jamais dépourvue de tous risques. Du reste, une censure trop imposante n'est pas non plus sans danger pour la liberté d'expression et la démocratie... Selon moi, le meilleur remède demeure donc l'éducation aux médias, qu'il est urgent de renforcer !

NOTES

1. « Ce que pensent et vivent les jeunes francophones (11-18 ans) en 2017 : Vague 2 », LA PRESSE.be/Dedicated Research. Notons que les médecins (54 %) et professeurs (42 %) s'en sortaient, de leur côté, relativement bien.

2. NDLR: voir Challand R., « Un accord provisoire trouvé sur le Digital Services Act (DSA) », 25/04/2022 : <https://www.lesnumeriques.com/vie-du-net/un-accord-provisoire-trouve-sur-le-digital-services-act-dsa-n181325.html>

L'éducation aux médias, une priorité

L'éducation aux médias, qui auparavant s'attachait essentiellement à développer le regard critique des jeunes sur les médias traditionnels, fait face à de nouveaux défis.

D'abord, aux questionnements sur la pertinence des faits rapportés et à la neutralité de la presse – qui est un mirage – s'ajoute désormais, paradoxalement, la nécessité de restaurer la confiance envers les journalistes. Il faut faire prendre conscience aux citoyens de la valeur ajoutée par le traitement professionnel de l'information, de l'existence et de l'importance du garde-fou que constituent la déontologie et les méthodes éprouvées de l'investigation.

Ensuite, l'éducation aux médias se doit d'outiller les citoyens face aux risques spécifiques à Internet et aux réseaux sociaux : les guider vers une problématisation consciente des nombreux dangers de ce nouvel espace médiatique, ainsi que vers une utilisation réfléchie des médias, aussi bien en réception qu'en production, et tant au niveau informationnel qu'aux niveaux technique et social.

Dans ce cadre, le développement de l'esprit critique est évidemment crucial. Selon le modèle développé par l'éducation nationale en France³, cet esprit critique doit se développer et s'exercer en plusieurs phases : s'informer et évaluer l'info (recherche et critique des sources, se méfier des préjugés, etc.), distinguer les faits des interprétations, confronter celles-ci entre elles et enfin les évaluer (en distinguant celles validées par l'expérience, les hypothèses et les simples opinions). Ces différentes phases de mise en œuvre de l'esprit critique nourrissent et, en même temps, sont alimentées par des attitudes fondamentales telles que la curiosité, l'autonomie, la lucidité, la modestie ou encore l'écoute.

L'école reste le premier lieu où développer une éducation aux médias. Au vu des enjeux, pour le CSEM, un cours d'éducation aux médias devrait y être consacré. Mais cela ne serait certainement pas suffisant car l'éducation aux médias a besoin d'une certaine transversalité : documentation et prise de recul via les cours d'Histoire, compétences de lecture par le cours de français, etc. Une telle approche est l'option privilégiée par le Pacte d'excellence en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Au-delà du monde scolaire, les acteurs de la culture, de l'éducation permanente, du travail social et éducatif ont tous un rôle important à jouer en la matière. Il conviendrait à ce titre de diversifier les approches, les outils, les dispositifs pour les adapter aux publics, car les ados n'ont pas les mêmes besoins en matière d'éducation critique que les adultes, et des publics fragiles n'ont pas non plus les mêmes besoins que des universitaires.

Enfin, les médias traditionnels eux-mêmes ont un rôle à endosser. Ils devraient ainsi d'après moi davantage méta-communiquer sur leur propre traitement de l'information. Par exemple, quand des journalistes sont eux-mêmes induits en erreur : plutôt que de se contenter d'un erratum, il serait intéressant qu'ils reviennent sur la manière dont ils ont « fabriqué » l'information, comment ils ont pu tomber dans le panneau, etc. En plus d'avoir une portée éducative, cette transparence permettrait peut-être de rehausser un petit peu la confiance des citoyens !

3. Pour plus de détails, voir : <https://eduscol.education.fr/1538/former-l-esprit-critique-des-eleves>

Les Équipes mobiles face à la radicalisation à l'école

Bruno SEDRAN *Coordinateur des Équipes mobiles*

Les Equipes mobiles ont été créées en 2004 afin de favoriser le bien-être à l'école, l'accrochage scolaire et la prévention de la violence. Dès février 2015, dans la foulée des attentats et dans le cadre d'un plan de lutte contre la radicalisation voté par la Fédération Wallonie-Bruxelles, ce service s'est vu adjoindre une mission de prévention et d'intervention concernant cette problématique spécifique. Bruno Sedran en est le coordinateur, en plus d'être le référent de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire pour les questions de radicalisme.

Dans quels cas les Equipes mobiles interviennent-elles ?

Elles interviennent toujours à la demande et en soutien du chef d'établissement ou du pouvoir organisateur. Elles sont missionnées pour agir dans trois types de situations.

D'abord, dans le cadre de problèmes d'absentéisme et de décrochage scolaire que ni l'école, ni le Centre PMS n'ont réussi à réduire de manière significative. Ensuite, quand des situations de crise perdurent ou semblent en voie de l'être, telles que des tensions, des conflits, des cas de harcèlement qui se répètent

et mettent à mal le bon fonctionnement d'une classe, voire de l'école. Enfin, quand surgissent des incidents critiques liés à un événement précis qui, par son impact émotionnel, sa soudaineté, son imprévisibilité, marque une rupture dans le fonctionnement de l'école ou d'une classe: un suicide, un accident grave, un acte particulièrement violent ou choquant, un fait à forte résonance médiatique, etc. Ces événements peuvent entraîner des risques de traumatismes importants pour l'équipe enseignante ou pour les élèves et réclament de notre part une intervention urgente et prioritaire.

Toute demande en lien avec le radicalisme appartient formellement à cette dernière catégorie et bénéficie donc d'une priorité. Parfois, nous intervenons pour un ou des faits précis ; parfois, pour un processus qui semble s'être peu à peu installé, propagé et inquiète tout autant. Il est aussi assez fréquent que l'on fasse appel à nous dans une visée anticipative: l'école tient à être adéquatement informée, considérant que sa population scolaire est plus à risques.

Comment s'amorce votre intervention ?

En matière de radicalisation comme pour toute autre problématique, notre intervention démarre toujours par une phase d'analyse. Celle-ci permet de collecter les informations afin de mieux comprendre les difficultés objectives auxquelles l'école est confrontée et ce qu'elle a déjà mis en place pour y faire face.

Pour les questions de radicalisation, nous avons également mis en place un dispositif d'évaluation spécifique, tenant compte du fait qu'elles génèrent généralement beaucoup d'émotions. Encore aujourd'hui, quand on parle de « radicalisation », on pense en effet aux bombes dans le métro de Bruxelles, aux fusillades dans une salle de concert, à la décapitation d'un enseignant français...

Concrètement, notre cellule d'évaluation va rassembler la direction de l'établissement, le centre PMS et les adultes témoins directs ou indirects de la - supposée - radicalisation (professeur titulaire, éducateur, etc.) et leur demander de se mettre d'accord sur une note de 0 à 10 pour estimer, non pas le degré de radicalité du ou des élèves, mais leur ni-

« Une partie du travail des Équipes mobiles consiste ainsi à opérer un travail de déconstruction des peurs et des raccourcis avec les directions, les enseignants, les élèves ou parfois des parents d'élèves. »

veau d'inquiétude à ce sujet. On s'est en fait inspiré de ce qui se fait dans le monde médical pour évaluer le niveau de douleur des patients. Connaître la perception nécessairement subjective que ces acteurs ont de la situation va nous permettre de définir le type de prise en charge le plus adéquat. Cette évaluation sera réalisée à plusieurs reprises, ce qui nous permettra de vérifier aussi l'impact des mesures que nous aurons proposées.

Fréquemment, nous découvrons que la situation n'est finalement pas alarmante. Qu'un ado crie « Allahou Akbar » ou réalise un salut nazi en classe ne signifie pas nécessairement qu'il se radicalise. Il a parfois agi par pure provocation ou plaisanterie. Il faut prendre garde aux étiquetages abusifs et aux réactions disproportionnées. Une partie du travail des Équipes mobiles consiste ainsi à opérer un travail de déconstruction des peurs et des raccourcis avec les directions, les enseignants, les élèves ou parfois des parents d'élèves.

Mais il arrive que les faits soient plus inquiétants. On rencontre alors l'élève et, si nécessaire, sa famille via le chef d'établissement. Lorsqu'il est question de radicalisation, ces rencontres sont toujours délicates et réclament beaucoup de tact ! Le fait que les équipes mobiles ne s'occupent pas que de radicalisme peut s'avérer un gros avantage.

En quoi cette pluralité de compétences est-elle une force ?

Cela permet, quand nous rencontrons un élève ou sa famille, de ne pas nous présenter auprès d'eux

comme des « experts en radicalisme » et de choisir un autre angle d'approche, tel que le manque d'assiduité du jeune dont les absences sont nombreuses. Le sujet sera plus facile à aborder qu'un problème de radicalisation et ils accepteront avec moins de crispation la discussion que nous élargirons peu à peu à d'autres sujets.

Cette polyvalence nous permet aussi de mieux identifier les différents problèmes auxquels le jeune est confronté et les mesures à mettre en place. La radicalisation va en effet souvent de pair avec d'autres problématiques. Nous avons par exemple été sollicités pour un jeune qui, selon l'école, se radicalisait alors qu'après analyse, il s'est avéré que le véritable problème était le harcèlement dont il faisait l'objet dans sa classe. Cela l'avait conduit à se replier sur lui-même, à durcir ses positions, à en vouloir à tout le monde, y compris les enseignants qu'il jugeait en partie responsables.

Une fois l'analyse effectuée, quelles actions allez-vous mettre en place ?

Les modalités de notre intervention varient selon la problématique identifiée : elle peut durer de quelques heures à une année entière, porter sur un ou plusieurs niveaux (un élève, une classe voire une école entière) et un ou plusieurs acteurs (élèves, enseignants ou encore éducateurs).

Nous donnons toujours la priorité aux ressources internes à l'école, puis si nécessaire, des relais externes (CAPREV, AMO, service de médiation, service d'animation, etc.) peuvent être mobilisés.

Des outils pédagogiques peuvent également être mis à disposition des enseignants, par exemple pour développer un plan de prévention. C'est ce que nous avons fait dans le cas du jeune dit « radicalisé » victime de harcèlement. Pour un autre cas où un élève cherchait à embrigader ses camarades en vue d'un départ en Syrie, nous avons d'abord conseillé d'avertir la police avant de mettre en place un plan de prévention globale de la radicalisation, qui a aussi permis aux élèves de mettre des mots sur ce que cet épisode avait suscité en eux comme ressentis, peurs, peut-être aussi attractions...

Dites-nous en plus sur ces conflits issus de discussions sur des sujets sensibles ?

Face à un événement fortement médiatisé, des enseignants s'embarquent parfois dans des discussions avec les élèves sur des sujets sensibles sans être vraiment préparés ni outillés, et ils peuvent alors vite être dépassés, perdre le contrôle... C'est arrivé assez fréquemment après les attentats contre Charlie Hebdo. Avec les meilleures intentions du monde, des profs lançaient de manière improvisée des débats sur le principe de la liberté de la presse, demandaient à leurs élèves d'afficher leur soutien à ce media satirique, etc. Mais plusieurs se sont retrouvés dans des situations compliquées où ils obtenaient l'inverse de ce qu'ils visaient : des élèves se rebiffaient, manifestaient leur désaccord avec ce type de presse qu'ils jugeaient irrespectueuse, lançaient des « Je ne suis pas Charlie »... Souvent juste histoire de semer le chaos et attirer l'attention plutôt que par conviction. Mais ces débordements met-

taient mal à l'aise les enseignants, cédant parfois à l'option autoritaire (« tais-toi, tu n'as pas le droit de dire ça ! ») et à la sanction ou cherchant à tout prix à convaincre l'élève qu'il se trompait. Basculant dans une confrontation, souvent teintée d'affects, le débat ne faisait au final que renforcer les positions existantes...

Nous avons rencontré le même type de problèmes après l'assassinat du prof' Samuel Paty en France. Ainsi que plus récemment avec des théories complotistes que les enseignants essayaient parfois de déconstruire frontalement et souvent maladroitement, car ils avaient face à eux des élèves qui « connaissaient » bien mieux le sujet qu'eux. Ayant regardé un nombre incalculable de vidéos, ils étaient en effet bardés d'arguments et d'informations que les enseignants avaient bien du mal à contredire « à chaud ».

De tels échanges ne peuvent se faire sans être préparés avec soin. Il faut donner aux élèves l'occasion de faire cheminer leurs pensées, de déconstruire et construire leurs idées en les confrontant à d'autres, tout en posant un cadre et des limites claires dès le départ. Pour apprendre aux jeunes à se décentrer, une technique intéressante que pratiquent certains enseignants est par exemple d'organiser des jeux de rôle et de demander aux élèves de soutenir un point de vue contraire au leur.

Mais il faut aussi pouvoir se mettre à leur écoute et entendre les questionnements qui se dissimulent derrière leurs affirmations péremptoires. L'élève,

l'ado, est un adulte en devenir. Il se cherche, construit son identité, et pour cela il a aussi besoin de s'affirmer. Cela ne veut pas dire que les positions qu'il clame sur les rapports de genre, sur la décadence de notre société occidentale, sur la politique (« moi, je voterai pour l'extrême droite ! »), sur la liberté d'expression, etc., sont figées; elles évolueront comme lui évoluera. Trop souvent, on colle aux jeunes une étiquette comme s'ils allaient toute leur vie rester les ados qu'ils sont aujourd'hui: lui c'est « le radicalisé », lui c'est « le fumeur de joints », lui c'est « le petit délinquant »... Plutôt que de s'arrêter sur les points exclamation qui ponctuent leurs prises de parole, il faut s'attarder sur les points d'interrogation qui se cachent derrière : qui suis-je ? Est-ce que je ne vais pas passer pour un faible si je n'ai pas un avis tranché ? Que pense-t-on de moi ?

Certaines situations débouchent-elles sur des exclusions ?

Cela peut arriver, mais nous prenons toujours soin d'informer l'école sur les risques d'un renvoi et le fait qu'il peut souvent être évité.

En étant exclu de son école, un jeune peut avoir des difficultés à rebondir, avoir le sentiment qu'il n'est de tout façon jamais le bienvenu, qu'il y a toujours chez lui quelque chose qui cloche: son comportement, ses convictions, sa couleur de peau, sa religion, son origine sociale, etc. Il risque par conséquent de se voir comme une victime ou un « nuisible » cristallisant l'identité associée au renvoi. Le temps de retrouver une école, ce qui est

loin d'être évident, il traînera davantage dans la rue ou sur le Net, ce qui multiplie les occasions d'être en contact avec des personnes et des contenus qui pourraient l'entraîner vers davantage d'exclusion ou de radicalité. Enfin, s'il s'inscrit dans une nouvelle école, très vite lui sera assignée l'étiquette d'un jeune à problèmes, voire d'un « radicalisé » car, malheureusement, les raisons de son exclusion finissent souvent par se savoir.

Combien de dossiers en lien avec le radicalisme traitez-vous chaque année? Leur nombre s'est-il modifié ces dernières années ?

En fait, le nombre de dossiers à traiter est toujours demeuré relativement faible, ne représentant qu'un petit pourcentage du total de nos interventions. Si on ne prend que les situations réellement problématiques et préoccupantes – au sens où elles constitueraient une menace pour la sécurité des personnes – on peut même parler d'exceptions. Il faut dire que contrairement à une idée répandue, les passages à l'acte chez les ados sont rares : que l'on parle d'attentats, de départs à l'étranger ou encore de crimes racistes, misogynes ou homophobes – qui peuvent aussi être liés à un processus de radicalisation –, ils s'observent essentiellement chez des personnes qui ont au moins 24-25 ans.

En 2015, les Équipes mobiles étaient intervenues 27 fois en lien avec le radicalisme, sur 82 interventions prioritaires toutes problématiques confondues et 1200 interventions au total. 8 concernaient un élève en particulier, les autres portant sur des

« ...contrairement à une idée répandue, les passages à l'acte chez les ados sont rares : que l'on parle d'attentats, de départs à l'étranger ou encore de crimes racistes, misogynes ou homophobes – qui peuvent aussi être liés à un processus de radicalisation –, ils s'observent essentiellement chez des personnes qui ont au moins 24-25 ans. »

« Ce que nous observons par contre, c'est que le phénomène de polarisation sociale pointe de plus en plus à travers les demandes d'intervention que reçoit notre service. Et ce phénomène, comme on le sait, peut nourrir les extrémismes de tous bords... »

processus plus larges de radicalisation ou de polarisation ou n'avaient qu'une visée préventive (séances d'information, etc.). Lors de l'année scolaire 2016-2017, dans le contexte post-attentats de mars à Bruxelles, le nombre de sollicitations a augmenté pour atteindre 73 demandes d'intervention, dont pas moins de 66 avaient trait à un élève en particulier. Les sollicitations sont devenues plus rares ensuite et surtout depuis la chute du califat autoproclamé de Daech en 2019. Désormais, elles tournent ainsi autour d'une dizaine par année, avec de petits pics lors d'événements médiatiques tels que l'assassinat de Samuel Paty évoqué tout à l'heure. Mais la crise sanitaire et les cours en distanciel imposés ont peut-être eux aussi contribué à cette baisse.

Constatez-vous des évolutions au niveau des problématiques et notamment des idéologies concernées ?

Au vu du faible nombre de dossiers, il est difficile de généraliser. Les demandes d'intervention demeurent majoritairement liées au radicalisme islamiste, même si nous commençons à recevoir de temps en temps des appels liés à des idéologies d'extrême droite. Je pense par exemple à ce jeune garçon qui dessinait des croix gammées un peu partout et, surtout, développait un discours de plus en plus haineux et agressif vis-à-vis d'élèves arabes, de couleur ou homosexuels, créant un malaise grandissant au sein de sa classe. Mais cela reste rare en Belgique comparativement à d'autres

pays comme l'Allemagne, la Pologne, l'Autriche ou encore les USA où les attentats et d'autres crimes au nom d'idéologies d'ultra droite ont augmenté au cours de ces dernières années. Mais cela signifie aussi que l'on n'est pas à l'abri. Des mouvements existent, se propagent et pourraient contaminer la jeunesse.

Ce que nous observons par contre, c'est que le phénomène de polarisation sociale pointe de plus en plus à travers les demandes d'intervention que reçoit notre service. Et ce phénomène, comme on le sait, peut nourrir les extrémismes de tous bords... C'est, me semble-t-il, le reflet d'une problématique qui traverse l'ensemble de nos sociétés : la cristallisation des identités. On voit aujourd'hui davantage de rassemblements exclusifs entre personnes qui partagent une même identité : une même religion, couleur de peau, « culture », sexe... Ces formes de repli et d'exacerbation identitaires se retrouvent de plus en plus à l'école, suscitant tensions, conflits et fractures dans le vivre-ensemble.

Avez-vous perçu des effets en lien avec la crise sanitaire ?

La crise semble avoir rendu les relations interpersonnelles plus difficiles. Les dialogues se crispent. Chacun reste sur ses positions, se replie sur ses convictions, est peu enclin à écouter l'autre, à supporter les divergences de vue, tout comme les consensus. Nous sommes par exemple souvent sollicités pour des problèmes de harcèlement dans des situations que nous analysons finalement

comme de simples cas de relations conflictuelles. Mais cette sensibilité exacerbée s'est aussi observée au niveau des sollicitations en lien avec le radicalisme. Nous sommes ainsi intervenus dans une école où, lors d'un cours en ligne, un élève issu d'un pays arabe avait adressé une remarque écrite qui a été perçue comme agressive et menaçante par l'enseignant. Une fois sur place, notre équipe s'est aperçue qu'il s'agissait d'un quiproquo venant de ce que ce jeune ne maîtrisait pas encore bien le français. Mais le mal était fait : l'affaire avait déjà pris des proportions énormes et dommageables pour celui-ci.

On constate enfin que sous l'effet des confinements et de l'enseignement en distanciel, les écrans ont pris encore plus de place dans la vie des jeunes. Or, comme on le sait, ceux qui tentent de propager leurs idées extrémistes privilégient Internet et les réseaux sociaux pour les diffuser et recruter des adeptes. Nous devons donc rester vigilants.

Radicalisation des jeunes : un malaise toujours d'actualité

Seyfi Kumlu *Directeur de l'IPPJ de Fraipont*

Si l'ultime déroute de Daech a entraîné la fin des départs en Syrie, la radicalisation reste une problématique à l'ordre du jour. Malaise et polarisations sociales, contexte géopolitique anxieux, jeunesse fragilisée : le terreau du radicalisme n'a pas disparu. Les Institutions Publiques de Protection de la Jeunesse (IPPJ) le constatent : les mineurs sont des cibles vulnérables pour les propagandes radicales.

Depuis la perte des derniers territoires de Daech en Syrie, on observe une baisse du nombre de jeunes radicalisés au nom de l'islam. Peut-on parler d'une page qui se tourne ?

Si Daech a réussi à embrigader tant de jeunes, c'est qu'il répondait à un malaise social par une offre à la fois convaincante et participative. Dire à un adolescent en mal de reconnaissance qu'il « deviendra quelqu'un » en Syrie peut paraître simpliste, mais ça fonctionne !

Mais depuis la perte de ses derniers territoires, la proposition de Daech est devenue moins attractive car moins concrète : la Syrie n'est plus une desti-

nation envisageable où se réaliserait l'offre de sens promise à ces jeunes. Le nombre de cas a dès lors diminué, ce qui montre à quel point ces adhésions sont contextuelles et opportunistes.

Pourtant, le malaise auquel est venu répondre l'offre de Daech reste d'actualité et pourrait servir de terreau pour n'importe quelle forme de radicalisme, qui n'aura d'ailleurs peut-être plus rien à voir avec l'islam ou une quelconque religion. Je dirais donc : une page se tourne, mais le livre reste ouvert !

Comment s'est traduit ce malaise dans votre IPPJ ? D'où provient-il ?

En 2016, nous avons cinq ados radicalisés à l'IPPJ de Fraipont. Au-delà de la diversité des profils, le point commun que nous avons relevé chez ces jeunes est un grand sentiment d'injustice et d'exclusion, l'impression d'être mis de côté et d'être des citoyens de seconde zone. Ce sont des individus fragilisés qui ont connu des échecs, des ruptures, et qui vivent des difficultés en termes d'insertion et de réseau.

Alors qu'ils appartiennent à la troisième ou quatrième génération d'immigrés, certains sont traversés par des interrogations identitaires liées à l'histoire du parcours migratoire de leur famille et à la façon dont elle est racontée, ou mise sous silence, dans la bulle familiale ou dans les espaces de socialisation structurants tels que l'école.

Il ne faut pas perdre de vue que ce sont des ados, et que l'adolescence est une période durant laquelle des questions se posent et s'imposent de manière parfois violente. L'adhésion à un dictat de type radical est une façon de résoudre un conflit interne et, de manière transitoire peut-être, de se donner une certaine consistance. En comparaison, les motifs religieux ou idéologiques sont secondaires et doivent être relativisés : chez les jeunes radicalisés que nous accueillons à l'IPPJ, la connaissance de l'islam est d'ailleurs le plus souvent sélective et superficielle.

Comment prenez-vous en charge les jeunes radicalisés en IPPJ ?

Au fil des activités, les éducateurs tentent de tisser une relation avec ces jeunes. Au départ, ceux-ci sont dans la réserve, la méfiance, le repli. Ce n'est qu'au

« Daech est venu répondre à toute une série de défaillances de notre société, en investissant des zones laissées en friche, comme l'intégration des jeunes qui peinent à trouver leur place dans la société, leur participation citoyenne, l'emploi, la valorisation de leurs potentialités, etc. »

bout d'un certain temps qu'ils s'ouvrent. Plus la confiance s'installe, plus les échanges deviennent nombreux et laissent entrevoir la possibilité d'une remise en question. On ne peut pas forcer un jeune à se confier, il faut être là, présent, disponible, à l'écoute sans vouloir chercher à le raisonner ou le convaincre. On ne peut pas non plus forcer un jeune à penser autrement. La confrontation et les contre-discours sont contre-productifs et aboutissent à une escalade symétrique où, argument contre argument, chacun essaie de convaincre l'autre. De tels rapports de force sont stériles et ne parviennent qu'à polariser encore plus.

Nous tentons également de développer la conscience critique et réflexive des jeunes. Lors d'ateliers de discussions, sur des thèmes variés et sans lien direct avec leur engagement dans le radicalisme, nous leur apprenons à développer un argumentaire, à réfléchir, à affûter leur esprit critique, à faire preuve de tolérance. Et on se rend compte que ça marche : ils sont curieux et très demandeurs.

Dans ces ateliers, nous abordons aussi l'éducation aux médias et surtout aux médias numériques. Le thème est sensible et essentiel car la radicalisation passe bien souvent par les écrans, mais aussi parce que les ados d'aujourd'hui sont nés avec Internet qui inévitablement module leur manière de penser le monde. En IPPJ, nous imposons un sevrage numérique comme point de départ d'une réinscription dans le tangible, pour ensuite se diriger vers une gestion responsable de leur monde virtuel.

Enfin, nous veillons à raccrocher les jeunes à des projets dans lesquels ils pourront s'investir et se sentir exister. Les objectifs de réhabilitation que nous construisons avec eux peuvent concerner le maintien d'une vie scolaire, le rétablissement du lien familial, la participation à des activités associatives, citoyennes, culturelles, sportives, etc. L'idée n'est pas de les occuper ou de leur permettre de se défouler mais de les aider à retrouver du sens dans leur vie, des objectifs, des envies, des possibilités de réponses et d'engagements.

Au-delà du djihadisme, est-ce que vous avez constaté l'émergence d'autres radicalités ?

Face à la montée en puissance des discours d'extrême droite en Europe, nous avons la crainte de voir apparaître de nouveaux radicalismes chez les jeunes. Fort heureusement, à ce stade, nous n'avons pas identifié cette émergence. En tout cas, elle ne se traduit pas par des demandes de prises en charge en IPPJ. Mais ce genre de nouvelles radicalités, d'extrême droite, mais aussi d'extrême gauche ou même de type écologique, pourrait émerger.

Chaque crise que traverse la société peut potentiellement créer des opportunités de radicalisation, que l'on songe par exemple à la crise sanitaire ou, dernièrement, à la guerre en Ukraine. S'agissant de l'accueil réservé aux réfugiés ukrainiens qui fuient la guerre, de l'extraordinaire mobilisation que cela

suscite au niveau citoyen et de son traitement dans les médias, il est difficile, pour les jeunes issus de l'immigration, de ne pas les comparer au traitement réservé aux réfugiés non européens confrontés aux mêmes drames existentiels et auxquels ils peuvent s'identifier. Cela peut susciter des questions légitimes dans leur esprit, générer un sentiment de révolte ou d'injustice et les pousser à vouloir faire entendre leur voix d'une manière ou d'une autre. Et c'est sur ce point qu'intervient la question de la radicalité et de la manipulation.

Plus globalement, je pense que si on attend des jeunes, quels qu'ils soient, qu'ils se comportent comme des citoyens, il faut les considérer comme tels. Sans quoi on va continuer à générer frustration, exclusion... et amplifier le risque qu'ils se laissent séduire par des thèses qui divisent et polarisent !

Daech est venu répondre à toute une série de défaillances de notre société, en investissant des zones laissées en friche, comme l'intégration des jeunes qui peinent à trouver leur place dans la société, leur participation citoyenne, l'emploi, la valorisation de leurs potentialités, etc. Il faut leur proposer des offres qui soient consistantes et arrêter de leur faire croire qu'ils pourront s'en sortir à travers le foot et sa Champion's League !

De la révolte à l'engagement : la question du devoir

Émilie Plazolles *Metteuse en scène de « La question du devoir »*

Mêler théâtre et philosophie pour questionner la notion d'engagement chez les jeunes : voilà le programme de la pièce « La question du devoir ». Suivant le principe du théâtre invisible, ses acteurs font irruption dans une classe du secondaire pour y simuler un atelier qui n'aura jamais lieu, profitant du trouble pour laisser place à un dialogue philosophique collectif. Loin d'apporter des réponses, la représentation propose avant tout des interrogations suscitant réflexions chez les ados.

Qu'est-ce que raconte cette pièce de théâtre ?

« La question du devoir »¹, c'est l'histoire d'Alexandra qui vient animer un atelier pochoir pour des élèves du secondaire, dans le cadre d'un aménagement de fin de peine. Elle est accompagnée de son assistant social, interprété par un philosophe de formation. De digression en digression, Alexandra raconte son parcours militant et les actes condamnables qui l'ont amenée en prison. L'atelier n'aura en fait jamais lieu, et la classe embarque pour une discussion autour de la notion d'engagement.

Cette pièce est née suite aux attentats de Charlie Hebdo, même si elle n'a été finalisée qu'en 2017. Nous avons voulu questionner l'engagement chez les jeunes : qu'est-ce qui les révolte ? Pourquoi ils s'engagent, et comment ? Nous avons cependant écarté d'emblée la question du djihad, car prendre ce sujet de front nous paraissait trop clivant et surtout contre-productif. L'objectif, c'est d'amener la classe vers un échange philosophique et non un débat sociétal. Il n'était pas non plus question de leur expliquer ce qu'est un bon et un mauvais engagement, mais plutôt de susciter questions et réflexions, et de leur permettre d'apporter eux-mêmes des éléments de réponse.

Qu'est-ce qui révolte les jeunes aujourd'hui ?

Difficile de généraliser tant la situation diffère d'une école à une autre, mais le racisme, les injustices sociales ou encore l'écologie sont des sujets récurrents. Quelles que soient les classes sociales des élèves, leur bagage culturel, les mots qu'ils emploient, les questions existentielles sont les mêmes et le rapport aux injustices semble assez universel.

Les premiers objets de révolte évoqués sont le plus souvent des brouilles du quotidien, liées à la vie scolaire. Un règlement d'ordre intérieur trop strict, les interdictions d'utiliser un téléphone ou de porter des jeans à trous... cela peut paraître ridicule, mais ça touche à leur identité et à la façon dont ils veulent se définir ! Au fond, ce qu'ils reprochent à l'école, c'est l'absence de démocratie : de manière générale, ils ne se sentent pas reconnus.

Ce sentiment de révolte se traduit-il en engagement ?

Les jeunes ne sont pas tous engagés, loin de là. Est-ce qu'il y a un âge pour s'engager ? Certains disent qu'ils sont trop jeunes ou que c'est une question de maturité. Mais souvent, ils se sentent écrasés devant l'ampleur des injustices et par le climat anxieux ambiant. La crise sanitaire n'a rien arrangé, comme nous avons pu le constater... Le coup de massue a été énorme, mais les problèmes étaient déjà là avant ! Les histoires de vêtements ne sont pas si anecdotiques que ça : les jeunes ne se sentent pas légitimes et pensent n'avoir ni la force ni le pouvoir de faire bouger les choses. Comment

et pourquoi s'engager puisqu'ils nous disent que « ça ne servira à rien, on ne nous écoute pas ! »

D'un autre côté, ces jeunes ont conscience de la force du collectif et qu'il est plus facile d'assumer et de porter une opinion à plusieurs. Avec les réseaux sociaux comme caisse de résonance, les mouvements peuvent se répandre rapidement : je pense notamment à ces garçons qui portent des jupes pour militer en faveur de l'égalité des sexes face aux interdits vestimentaires à l'école, ou encore aux marches pour le climat.

Vous avez écarté le sujet du djihad de votre pièce, mais avez-vous tout de même été confrontés à des jeunes aux engagements radicaux, extrêmes ?

D'une certaine façon, il me semble que la participation aux marches pour le climat faisait preuve d'un engagement radical. Rater l'école, qui est tout leur univers à cet âge, pour manifester, ce n'est pas rien !

« D'un autre côté, ces jeunes ont conscience de la force du collectif et qu'il est plus facile d'assumer et de porter une opinion à plusieurs. »

Sinon, nous avons une seule fois seulement été confrontés à une classe où, selon leur professeur, certains élèves avaient des idées néo-nazies... On n'était pas très rassurés ! Lors de la séance, on a effectivement constaté que la classe était clivée, les opinions assez tranchées et le climat plutôt tendu. Mais finalement, tout s'est bien passé : les jeunes aux idées radicales n'ont pas vraiment pris la parole alors même qu'on discutait de racisme, d'injustices... et qu'ils auraient

pu réagir. La prof n'en a pas été étonnée, elle nous a dit qu'ils étaient extrêmes surtout devant leurs écrans. On ne sait pas si la discussion leur a permis de revoir leurs opinions mais j'espère qu'elle a pu susciter chez eux des réflexions.

La question de la légitimité de la violence est aussi souvent venue sur le tapis : jusqu'où peut aller la révolte et quels moyens utiliser ? Certains défendent l'idée d'une violence légitime, comme moyen de défendre ses idées lorsqu'il le faut. Mais les jeunes sont loin d'être tous d'accord, et c'est justement ça qui est intéressant. Ils sont souvent capables de se remettre en question et d'écouter les arguments des autres : l'idée de cette pièce, c'est aussi de créer un espace de discussion où il est permis d'exprimer son désaccord, ce qui devient de plus en plus rare dans la société actuelle.

NOTES

1. « La question du devoir » est une production du Théâtre des Zygomars, mise en scène par Émilie Plazolles et co-écrite par Gilles Abel, Yannick Duret et Émilie Plazolles.

Défis et approche des Maisons de justice confrontées au radicalisme violent

Jean-Michel BRINAERT *Directeur de la Maison de justice de Bruxelles*

En Belgique, les personnes qui font l'objet d'un contrôle judiciaire tout en étant laissées ou mises en liberté sont suivies par une Maison de justice, qui intervient sur mandat d'autorités judiciaires. Comment les Maisons de justice, et plus spécifiquement celle de Bruxelles, ont-elles et sont-elles encore confrontées aujourd'hui à la problématique du terrorisme ou de l'extrémisme violent ? Ont-elles été amenées à adapter leur prise en charge des dossiers concernés ?

Présentez-nous en quelques mots le travail des Maisons de justice ?

Ce travail est accompli par des assistants de justice, des travailleurs sociaux qui opèrent sous mandat judiciaire et sont chargés particulièrement d'accompagner les mesures dans la communauté avant jugement ou au stade de l'exécution de peines, comme par exemple les peines de travail ou les mesures probatoires. Ils réalisent dans ce cadre des rapports (enquêtes sociales, rapports de guidance, etc.) à destination des autorités administratives et judiciaires afin de leur permettre de prendre des décisions adéquates à l'égard des justiciables dans le cadre pénal ou civil. Les assistants de jus-

tice doivent travailler tant à la réintégration sociale des auteurs des faits en soutenant leur demande de désistance, autrement dit de sortie de la délinquance ou de la criminalité, qu'à la préservation de la sécurité publique pendant et après l'exécution de leur mission¹.

Ce cadre s'applique à tous les dossiers, en ce compris ceux qui concernent des faits de terrorisme ou d'extrémisme violent.

Ajoutons que nous sommes également chargés de réaliser des études sociales civiles, à la demande des cours et tribunaux de la famille par exemple pour l'exercice du droit parental (droit de visite ou de garde). Enfin, nous intervenons aussi à l'égard des victimes d'infractions en les informant, les assistant, tout au long de la procédure pénale.

Comment les Maisons de justice, et celle de Bruxelles en particulier, ont-elles été et sont encore confrontées au radicalisme violent ?

À la suite des attentats survenus à Bruxelles le 22 mars 2016, le nombre de dossiers adressés à notre Maison de justice pour des faits de terrorisme ou

concernés par une problématique de radicalisme a nettement augmenté. Le fort impact émotionnel des attentats, la nouveauté de cette problématique, le manque d'informations, ont créé au départ une tension importante chez les assistants de justice qui avaient du reste plus de questions que de réponses.

Outre les dossiers identifiés par l'action judiciaire comme relevant de cette problématique de terrorisme, la préoccupation de la Maison de justice était de pouvoir intervenir adéquatement dès lors que des informations pertinentes mettaient en évidence une possible problématique de radicalisme/terrorisme, et ce, dans tout dossier quel qu'en soit la nature.

De même, nous avons vu apparaître de nouveaux libellés de conditions assorties aux mesures comme par exemple « mettre en place une guidance religieuse inhibitive de radicalisme islamiste ou djihadiste ». Ce type de conditions était inhabituel et restait pour le moins peu explicite !

Désormais, l'évolution de l'actualité ne place plus le terrorisme au-devant de la scène, mais si cette problématique tend à diminuer, elle n'a pas dispa-

ru pour autant. La Maison de justice de Bruxelles reçoit à présent moins de dossiers d'alternative à la détention préventive et nous suivons toujours principalement des personnes en sursis probatoire, c'est-à-dire qui ont été généralement condamnées à une peine d'emprisonnement, et qui se sont vu imposer un délai d'épreuve (sursis d'un délai de 3 à 5 ans) pour la totalité ou partie de la peine. Durant ce délai, l'assistant de justice sera chargé de la guidance sociale du justiciable.

La tension et les tâtonnements du début ont fait place à une approche davantage balisée. L'Administration générale des Maisons de justice (AGMJ) a très vite eu la volonté de développer une expertise en la matière, même si, foncièrement, la méthodologie des assistants de justice reste valable quelle que soit la nature de la problématique. Ainsi, depuis 2020, une note de service définit la marche à suivre pour les dossiers liés à une problématique de radicalisme. Elle comprend des directives spécifiques (comme un débriefing systématique entre l'assistant de justice et sa direction), elle encadre la collaboration avec le CAPREV qui, créé au sein de l'AGMJ, est l'interlocuteur privilégié concernant les problématiques de radicalisme.

Des contacts sont établis avec plusieurs services extérieurs (OCAM, Sûreté de l'État, par exemple) et les conditions et modalités d'échange d'informations (que ce soit en interne ou vers l'extérieur) sont balisées par des instructions précises.

Actuellement, nous accompagnons encore 67 justiciables pour un total de 79 dossiers ouverts en

lien avec une problématique de radicalisme. Parmi ceux-ci, 51 sont réellement relatifs à des faits de terrorisme : projet d'attentat, financement de projet d'attentat, départ en Syrie ou démarches entreprises en ce sens, etc. Les 28 dossiers restants concernent des individus condamnés pour des faits de droit commun, mais pour lesquels il existe potentiellement une problématique de radicalisme.

Comment sont pris en charge ces dossiers ?

L'assistant de justice réalise ses missions de guidance sociale et de surveillance des conditions. Son travail comporte donc deux aspects : il aide le justiciable à respecter les conditions qui lui sont imposées, mais il doit aussi vérifier qu'il respecte effectivement ces conditions.

Pour ce faire, l'assistant de justice analyse tous les éléments en lien avec le mandat et la finalité de son intervention, à savoir la non-récidive et l'inclusion sociale. La pierre angulaire du travail de l'assistant de justice est la relation et son principal outil, l'entretien. Partant d'une approche globale de la situation du justiciable, il s'intéressera aux éléments en lien avec le dispositif conditionnel de son mandat, mais également aux éléments en lien avec les faits, le risque de récidive, les ressources sociales et financières du justiciable, son milieu de vie. En d'autres termes, il identifie à la fois les opportunités et les obstacles à la sortie de délinquance et l'inclusion sociale du justiciable.

Même si la condamnation ne concerne pas des faits de terrorisme ou de radicalisme, l'assistant de justice questionne le justiciable sur les informations pertinentes qui sont en sa possession et qui indiquent un lien possible avec une problématique de radicalisme ou d'extrémismes violents.

Aborder clairement la question avec le justiciable permet soit de confirmer des doutes, soit d'éliminer des étiquetages abusifs.

Recevez-vous des dossiers qui traduisent d'autres formes d'extrémismes violents ?

Nous n'avons pour le moment qu'un seul cas pour des faits relevant d'une idéologie de type extrême droite. Il est impossible de dire si la fréquence de ce genre de dossiers va augmenter à l'avenir. Par ailleurs, il ne faut pas perdre de vue le décalage de temporalité entre les faits, l'appréhension des individus pour les faits commis, leur déferrement à la justice, l'enquête et le moment où ils arrivent en Maison de justice.

NOTES

1. NDLR : Pour plus de détails concernant le travail et la méthodologie des assistants de justice, voir le site de l'Administration générale des maisons de justice francophones (AGMJ) : <https://www.maisonsdejustice.be/index.php?id=4631>. Voir également l'article suivant, qui s'attache aussi à analyser comment le travail social en maisons de justice a été impacté par l'accroissement du nombre de dossiers de terrorisme ou concernés par une problématique d'extrémisme violent : Mine B., Jonckheere A., Jeuniaux P. et Detry I., « Des dossiers (pas) comme les autres », *Champ pénal/Penal field* [En ligne], 27, 2022, URL : <http://journals.openedition.org/champpenal/13583>.

Philippe HALLEUX *Conseiller éthique et déontologie à l'Adeps*

L'Adeps a pour mission de promouvoir, organiser et encadrer des activités physiques et sportives auprès de la population de la Fédération Wallonie-Bruxelles, afin de contribuer à son épanouissement et à son bien-être physique, psychique et social'. Le sport en Belgique francophone est-il touché par des problèmes de radicalisation violente ? En quoi, a contrario, peut-il servir de rempart contre celle-ci ?

Le milieu du sport est-il confronté à des phénomènes de radicalisation ?

En Fédération Wallonie-Bruxelles, touchons du bois, le sport semble dans l'ensemble très peu confronté à cette problématique.

Seule une fédération – d'un sport de combat – m'a directement interpellé à ce sujet et cela portait moins sur des problèmes de radicalisme en tant que tel que sur des dérives communautaires. Les dirigeants de cette fédération, eux-mêmes de culture musulmane, s'inquiètent que certaines salles se sont enfermées dans une sorte d'entre-soi où les non-musulmans ne sont pas les bienvenus

et où certaines pratiques religieuses se sont au fil du temps plus ou moins imposées à tous leurs membres (pas de nudité dans les douches, prières collectives dans le vestiaire, etc.).

Ce type de repli et d'exclusive communautaires s'observe également au sein de quelques clubs de football. Même si cela demeure des phénomènes marginaux, il faut rester attentifs et sensibiliser contre ces logiques qui créent des fissures dans le vivre-ensemble et peuvent nourrir des polarisations sociales qui, elles-mêmes, alimentent les extrémismes violents de droite aussi bien que religieux.

Mais, comme pour le racisme, la problématique de la radicalisation violente concerne en réalité peu les sportifs et davantage les supporters, et sans doute particulièrement le milieu du foot.

Vous voulez parler des hooligans ?

En effet. Cela étant, des spécialistes de la question comme Manuel Comeron et Bertrand Fincoeur ont constaté une baisse assez drastique de la violence des supporters belges suite à l'instauration de la

« Loi football » en 1999, qui a considérablement renforcé la sécurité dans les stades, en conjugaison avec la mise en place de mesures socio-éducatives (« fan coaching ») à destination des supporters à risque de certains clubs.

Mais si cette violence des hooligans a pratiquement disparu des stades, on constate tout de même depuis 10-15 ans une réactivation et un déplacement des violences à l'extérieur des stades. Ces violences prennent des formes plus clandestines, telles que des *free fights* entre bandes rivales de supporters dans des bois avant les matches. De façon plus inquiétante, on observe une politisation d'une frange de ces noyaux durs de supporters, à l'extrême droite (surtout en Flandre, mais pas seulement) et dans une moindre mesure à l'extrême gauche (tels que les « Antifas » en Wallonie), avec dans un cas comme dans l'autre des dérives violentes.

On en a eu la triste illustration en mars 2016. À l'occasion d'un grand rassemblement à Bruxelles en mémoire des victimes des attentats, quelques dizaines de supporters issus de plusieurs grands

clubs du pays ont piétiné les fleurs installées place de la Bourse, agressé des citoyens qui se recueillaient, scandé des slogans contre les immigrés ou encore fait des saluts nazis... Une minorité par rapport aux centaines de supporters présents ce jour-là pour rendre pacifiquement hommage aux victimes, mais cela n'en reste pas moins interpellant.

Plus récemment, on a vu, à l'occasion des manifestations contre les mesures sanitaires, des hooligans infiltrer les cortèges pour faire usage de feux d'artifice et de projectiles en tout genre, provoquant des dégâts matériels et s'en prenant à la police.

On est toutefois encore très loin de l'ampleur que l'extrémisme de droite violent a pris ces dernières années chez les hooligans anglais et allemands. Rappelons aussi que tout cela dépasse le sport proprement dit : le foot n'est ici qu'un prétexte et non la cause de leur radicalisation !

Dans certains pays européens, une instrumentalisation de sports de combat par des mouvements extrémistes a été constatée. Pas en Belgique ?

En Belgique francophone, cela s'est limité à ma connaissance à des cas très isolés. Je pense par exemple à cet entraîneur, dans un club de karaté wallon, qui était un vrai « facho » qui voulait « casser de l'Arabe », mais cela ne veut pas dire pour autant que le club était gangrené et était devenu un terreau de radicalisation. En Flandre, il y a surtout le mouvement d'extrême-droite identitaire Schill & Vrienden qui organise des cours de krav-maga,

méthode de combat en corps-à-corps, et promeut ce sport comme un moyen d'autodéfense contre la menace représentée par les migrants...

Mais il est vrai que dans d'autres pays européens tels que l'Allemagne, certains arts martiaux et sports de combat semblent avoir davantage été infiltrés par des individus et groupes radicaux, qu'ils soient d'extrême droite ou islamistes. Peuvent ici jouer certaines représentations « virilistes » qui entourent ces sports et peuvent motiver leurs praticiens. En effet, dans le contexte actuel où les rôles traditionnels fortement différenciés assignés aux deux sexes sont de plus en plus remis en cause, certains jeunes hommes plutôt issus des classes populaires et dotés d'un faible bagage culturel, cherchent à réaffirmer leur masculinité et certains sports de combat sont perçus par eux comme un moyen de se voir considérer comme de « vrais mecs ».

Or, le souhait d'une réactivation des rôles traditionnels définis selon le genre est très présent dans bien des idéologies extrémistes. En effet, dans l'extrémisme islamiste mais aussi de droite, tandis que les femmes sont plutôt perçues comme femmes au foyer en charge de la procréation et de l'éducation des enfants et ainsi de la croissance du groupe interne, les hommes sont souvent présentés comme des « combattants », protecteurs et à la tête de la famille.

C'est certainement en partie pour cela que des groupements extrémistes convoitent les clubs de sports de combat et d'arts martiaux. Ils cherchent à y recruter des représentants de la gent masculine

conformes à l'idée qu'ils se font d'un « homme fort », tant d'un point de vue physique que mental...

À l'Adeps, à travers des campagnes, colloques et autres appels à projets, nous cherchons de longue date à déconstruire ces représentations sexistes, notamment les stéréotypes selon lesquels certains sports seraient des « sports d'hommes » et d'autres, comme la danse, des « sports de gonzesses ». Cela passe aussi par une promotion de la pratique de ces sports par le genre qui y est le moins représenté ; on se réjouit par exemple de l'essor actuel du foot féminin, dont nous soutenons plusieurs joueuses de haut niveau.

A quels autres aspects faut-il encore être attentif dans une optique de prévention ?

Le sport n'est pas déconnecté de la société et il est inévitable que certaines évolutions négatives de celle-ci s'y reflètent. Dans de nombreux domaines, dont la politique, la compétition prend aujourd'hui des formes paroxystiques où l'autre, le rival, devient un « ennemi » à combattre. Il n'est dès lors guère étonnant que cette dérive se retrouve aujourd'hui dans le sport, y compris amateur. Les matchs deviennent des « guerres » à remporter, ouvrant la porte aux violences. Autour du terrain de foot, parfois en association à la désinhibition due à l'abus d'alcool, cela conduit des spectateurs – et je ne parle pas ici que des hooligans ! – à sombrer dans des propos et gestes racistes... Même chez les jeunes, des parents n'hésitent pas à insulter voire

menacer l'arbitre, et même à appeler leurs gamins à « casser des jambes ».

Cette vision belligérante et ces violences, qu'elles soient physiques ou verbales, sont totalement contraires à l'esprit du sport, aux valeurs de paix et de fair-play qu'il est supposé incarner.

« À l'encontre des polarisations sociales qui traversent notre société, le sport peut nourrir l'esprit d'équipe et mettre en valeur la diversité. »

L'appel à projets de l'Adeps « Pour la beauté du sport », initié dans le cadre du tout récent décret visant l'éthique sportive², consiste précisément à encourager les clubs et autres organisations à développer des actions concrètes pour lutter contre toutes les formes de violence dans le mouvement sportif, dont celles liées au racisme, au sexisme et à l'homophobie ou la transphobie. C'est aussi une problématique à laquelle nous portons attention dans notre formation des entraîneurs et autres métiers d'encadrement du sport, et notamment dans le cours d'éthique et de déontologie dont j'ai la charge.

En quoi le sport peut-il contribuer à la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents ?

À l'encontre des polarisations sociales qui traversent notre société, le sport peut nourrir l'esprit d'équipe et mettre en valeur la diversité. La plupart des sports collectifs, à commencer par les sports populaires tels que le foot ou le basket, révèlent une grande mixité ethnique et culturelle. À quelques exceptions près, même les religions y cohabitent harmonieusement, bien mieux que dans de nom-

breux autres domaines de la société. Il n'est par exemple pas rare de voir, dans un même match, un joueur faire un signe de croix après avoir marqué le premier but, et son coéquipier remercier Allah après avoir planté le second... L'un et l'autre bénéficiant de l'accolade de tous leurs coéquipiers.

Le sport implique aussi d'apprendre à gérer la défaite et à respecter des règles, ce qui peut permettre aux jeunes de développer leurs capacités de self-control, de tolérance à la frustration et de gestion de l'agressivité.

Alors que beaucoup de personnes qui se radicalisent sont habitées d'un profond mal-être et d'un sentiment de manque de reconnaissance, le sport est en outre porteur de nombreux bienfaits tant pour la santé physique et mentale que pour l'épanouissement personnel et l'estime de soi.

Il est encore un moyen de rompre ou prévenir l'isolement, l'apathie ou une forme de déconnexion de la réalité, autant de problématiques que l'on constate chez de nombreux jeunes qui passent la plus grande partie de leur temps sur leurs écrans... La pratique d'un sport peut même favoriser l'accrochage scolaire, qui demeure selon moi un enjeu essentiel en matière de prévention de la délinquance mais aussi de radicalisme violent. Rappelons que parmi les auteurs belges des attentats de 2015-2016 en France et en Belgique, la plupart n'avaient pas fini leurs secondaires. Dès lors qu'elle est bien encadrée et accompagnée, même la pratique quotidienne et intensive d'un sport peut faire très bon ménage avec l'école : parmi les près de 2000

sportifs sous statut soutenus par l'Adeps, le pourcentage de ceux qui accomplissent toutes leurs humanités est de 30 à 40% supérieur à la moyenne en Belgique francophone !

Enfin, le sport peut être et est déjà effectivement mobilisé par des intervenants éducatifs et psycho-sociaux dans une perspective de prévention secondaire ou tertiaire, notamment pour faciliter l'accès à certains publics vulnérables, à risques ou déjà en situation de déviance (petite criminalité, début de radicalisation...), mais aussi pour tisser un lien de confiance ou encore offrir un espace de dialogue avec les jeunes en dehors de leur contexte habituel (école, famille ou institution ainsi que leurs communautés).

NOTES

1. Cela passe entre autres par l'octroi de subsides aux fédérations sportives reconnues, l'organisation d'activités destinées au grand public et un soutien aux sportifs de haut niveau actuels ou potentiels au travers de contrats de travail, de bourses individuelles, de la mise à disposition de ses centres d'entraînement ou encore d'un accompagnement dans leur projet de vie.

2. Décret du Ministère de la Communauté française du 14 octobre 2021 visant l'éthique sportive et instituant un observatoire de l'éthique dans les activités physiques et sportives, ainsi qu'un réseau éthique.

CONCLUSION

Suite au déclin de Daech, le djihadisme violent connaît depuis quelques années un essoufflement. Ce dossier souligne néanmoins combien cette problématique demeure présente et pointe les défis anciens et nouveaux qu'il pose aux acteurs de terrain et à notre société dans son ensemble.

Il montre par ailleurs que si le radicalisme et l'extrémisme violents restent encore aujourd'hui largement associés dans les représentations au djihadisme et aux attentats terroristes, ces phénomènes sont actuellement en train de se diversifier et de se complexifier, tant dans leurs formes (crimes haineux, etc.) que dans leurs idéologies.

Portés en large partie – mais pas seulement – par l'ultra-droite et stimulés par les crises qui se succèdent et souvent se cumulent (économique, migratoire, sanitaire, écologique...), ces extrémismes visent les musulmans et les immigrés, mais aussi de plus en plus les femmes, les homosexuels et plus globalement les LGBTQIA+. Ils partagent souvent également une haine des « élites », des médias, de l'Union européenne ou encore des défenseurs du multiculturalisme. Depuis la crise du Covid-19, même les experts scientifiques ne sont plus épargnés par les messages haineux et des menaces parfois très palpables.

Ces extrémismes se nourrissent des polarisations sociales qui traversent notre société, en même temps qu'ils les attisent. Ils exploitent volontiers à cette fin des fake news et des théories du complot qui, à la faveur notamment des réseaux sociaux mais aussi de personnalités politiques et « intellectuels » médiatisés, trouvent un écho aussi inquiétant qu'interpellant auprès de larges pans de la population.

En plus de constituer une menace sécuritaire sérieuse, peut-être plus fondamentalement encore, ces problématiques fréquemment entremêlées d'extrémisme, de polarisation sociale, de complotisme et de désinformation créent des fissures dans le vivre-ensemble et risquent même à terme d'ébranler le bon fonctionnement de nos démocraties.

Face à ces phénomènes, des acteurs issus des différents domaines de compétences de la Fédération Wallonie-Bruxelles nous ont livré leurs constats, mais aussi des pistes d'action et écueils à éviter dans une optique de prévention. Si ces pistes n'ont pas fondamentalement changé au cours de ces dernières années, les remettre à l'avant-plan est nécessaire. De façon non exhaustive, en voici quelques-unes :

- Poursuivre les efforts pour promouvoir le vivre-ensemble et le dialogue.
- Privilégier l'écoute patiente et non jugeante.
- Renoncer à vouloir contraindre les personnes séduites par des thèses radicales et/ou complotistes à changer d'avis en entrant en confrontation, avec des contre-discours qui s'avèrent souvent contre-productifs.
- Éviter les réactions disproportionnées face à des comportements qui, après analyse, peuvent s'avérer anodins (ex. : des adolescents qui cherchent à provoquer, attirer l'attention, s'affirmer, etc.) ou avoir été mal compris (ex. : quiproquos dus à des différences de langue, de culture, etc.).
- Dans le même ordre d'idées, éviter la stigmatisation et les étiquetages (« tu es un complotiste », « c'est un radicalisé », etc.) qui enferment et n'ont souvent pour effet que de renforcer les clivages et la polarisation.
- Donner à tous des opportunités de s'engager dans des activités et des projets qui ont du sens, ont des effets positifs pour la société comme pour leur estime de soi.
- Offrir aux jeunes des moments et des lieux appropriés pour exprimer leurs désaccords.
- Développer davantage d'activités visant à stimuler l'esprit critique et la réflexivité des citoyens, que ce soit par le biais de l'éducation aux médias (à l'école, en

éducation permanente, dans le travail social et éducatif, etc.) ou à travers par exemple des discussions de type plus philosophique qui favorisent les questionnements et l'introspection.

Enfin, de façon plus ambitieuse encore, mais néanmoins impérieuse :

- Prendre au sérieux la critique sociale et politique qui sous-tend nombre de discours radicaux et/ou complotistes (aussi caricaturaux et réducteurs puissent-ils être !) et ainsi se pencher sur les divers dysfonctionnements de notre démocratie.
- Lutter contre les inégalités, les discriminations et l'exclusion sociale qui ne cessent de s'amplifier...

Pour une sélection d'analyses, d'outils pédagogiques, d'opérateurs de formations et d'acteurs clés en Wallonie et à Bruxelles en lien avec la prévention des extrémismes et des radicalismes violents, rendez-vous sur le site du **Réseau de prise en charge des extrémismes et des radicalismes violents** (rubrique « Ressources ») :

<https://extremismes-violents.cfwb.be/>

Livret édité à l'initiative du **Réseau de prise en charge des extrémismes et des radicalismes violents**

Éditeur responsable : **F. Delcor, Secrétaire général – Boulevard Léopold II, 44 - 1080 Bruxelles**

Réalisation : **L'Observatoire, créateur d'échanges et de transversalité dans le Social, asbl** - <https://www.revueobservatoire.be>

DÉCEMBRE 2022

